

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 1150

[99/00279]

25 MARS 1999

Loi modifiant les articles 140-1 à 140-6 de la loi provinciale relatifs à la consultation populaire provinciale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 140-1 de la loi provinciale, inséré par la loi du 25 juin 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140-1. Le Conseil provincial peut, soit d'initiative, soit à la demande des habitants de la province, décider de consulter les habitants sur les matières d'intérêt provincial.

L'initiative émanant des habitants de la province doit être soutenue par au moins 10 % de ceux-ci.

Art. 3. Dans l'article 140-2, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, les mots « électeurs provinciaux » sont remplacés par les mots « habitants de la province ».

Art. 4. L'article 140-3 de la présente loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, est complété comme suit :

« 3° le nom, les prénoms, la date de naissance et le domicile des personnes qui prennent l'initiative de demander la consultation populaire ».

Art. 5. A l'article 140-4 de la même loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 2°, les mots « qui n'ont pas la qualité d'électeur provincial » sont remplacés par les mots « qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 140-5, § 1^{er} »;

2° l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Dans ce cas, le conseil provincial organise une consultation populaire ».

Art. 6. L'article 140-5 de la même loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140-5. § 1^{er}. Pour demander une consultation populaire ou y participer, il faut :

1° être inscrit ou mentionné au registre de la population d'une commune de la province;

2° être âgé de seize ans accomplis;

3° ne pas faire l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant l'exclusion ou la suspension des droits électoraux de ceux qui sont appelés à voter aux élections provinciales.

§ 2. Pour pouvoir demander une consultation populaire, les conditions prévues au § 1^{er} doivent être réunies à la date à laquelle la demande a été introduite.

Pour pouvoir participer à la consultation populaire, les conditions prévues au § 1^{er}, 2° et 3°, doivent être réunies le jour de la consultation et celle visée au § 1^{er}, 1°, doit l'être à la date à laquelle la liste de ceux qui participent à la consultation populaire est arrêtée.

Les participants qui, postérieurement à la date à laquelle la liste précitée est arrêtée, font l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans le chef de ceux qui sont appelés à voter aux élections provinciales, soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension, à la date de la consultation, de ces mêmes droits, sont rayés de ladite liste.

§ 3. L'article 1^{er} ter, § 1^{er}, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales est d'application à l'égard de toutes les catégories de personnes qui répondent aux conditions prescrites au § 1^{er}.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 1150

[99/00279]

25 MAART 1999

Wet tot wijziging van de artikelen 140-1 tot 140-6 van de provinciewet betreffende de provinciale volksraadpleging (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 140-1 van de provinciewet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 140-1. De provincieraad kan, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de inwoners van de provincie, beslissen de inwoners te raadplegen over de aangelegenheden van provinciaal belang.

Het initiatief dat uitgaat van de inwoners van de provincie, moet worden gesteund door ten minste 10 % van de inwoners.

Art. 3. In artikel 140-2, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt het woord « provincieraadskiezers » vervangen door de woorden « inwoners van de provincie ».

Art. 4. Artikel 140-3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt aangevuld als volgt :

« 3° de naam, voornamen, geboortedatum en woonplaats van de personen die het initiatief nemen tot de raadpleging ».

Art. 5. In artikel 140-4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, worden de woorden « die niet de hoedanigheid van provincieraadskiezer hebben » vervangen door de woorden « die niet voldoen aan de in artikel 140-5, § 1, opgesomde voorwaarden »;

2° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« In dat geval organiseert de provincieraad een volksraadpleging ».

Art. 6. Artikel 140-5 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt vervangen voor de volgende bepaling :

« Art. 140-5. § 1. Om te verzoeken om of deel te nemen aan een volksraadpleging moet men :

1° in het bevolkingsregister van een gemeente van de provincie ingeschreven of vermeld zijn;

2° de volle leeftijd van zestien jaar hebben bereikt;

3° niet het voorwerp uitmaken van een veroordeling of beslissing die voor een provincieraadskiezer de uitsluiting of opschorting van het kiesrecht meebrengt.

§ 2. Om te verzoeken om een volksraadpleging moeten de voorwaarden vermeld in § 1 vervuld zijn op de datum waarop het verzoekschrift werd ingediend.

Om deel te nemen aan een volksraadpleging moeten de voorwaarden vermeld in § 1, 2° en 3°, vervuld zijn op de dag van de raadpleging, en de voorwaarde vermeld in § 1, 1°, op de datum waarop de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging wordt afgesloten.

De deelnemers die na de datum waarop de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging wordt afgesloten, het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing die voor een provincieraadskiezer ofwel de uitsluiting van het kiesrecht, ofwel de schorsing van dat recht op de dag van de raadpleging meebrengt, worden van de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging geschrapt.

§ 3. Artikel 1 ter, § 1, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadskiezingen is van toepassing op alle categorieën van personen die voldoen aan de in § 1 bepaalde voorwaarden.

Pour les ressortissants non-belges et pour les ressortissants belges âgés de moins de dix-huit ans, les notifications interviendront à l'initiative des parquets des cours et tribunaux dans l'hypothèse où la condamnation ou l'internement, qui ne sont plus susceptibles d'aucun recours ordinaire, auraient emporté exclusion de l'électorat ou suspension des droits électoraux s'ils avaient été prononcés à charge d'une personne appelée à voter aux élections provinciales.

Si la notification intervient après que la liste de ceux qui participent à la consultation populaire a été arrêtée, l'intéressé est rayé de cette liste.

§ 4. Le trentième jour avant la consultation, le collège des bourgmestre et échevins dresse une liste des participants à la consultation populaire.

Sur cette liste sont repris :

1° les personnes qui, à la date mentionnée, sont inscrites ou mentionnées au registre de la population de la commune et satisfont aux autres conditions de participation prévues au § 1^{er};

2° les participants qui atteindront l'âge de seize ans entre cette date et la date de la consultation;

3° les personnes dont la suspension des droits électoraux prendra ou prendrait fin au plus tard le jour fixé pour la consultation.

Pour chaque personne satisfaisant aux conditions de participation, la liste des participants mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe et la résidence principale. La liste est établie selon une numérotation continue, le cas échéant par section de la commune, soit dans l'ordre alphabétique des participants, soit dans l'ordre géographique en fonction des rues.

§ 5. La participation à la consultation populaire n'est pas obligatoire.

Chaque participant a droit à une voix.

Le scrutin est secret.

La consultation populaire ne peut avoir lieu que le dimanche. Les participants sont admis au scrutin de 8 à 13 heures. Ceux qui se trouvent dans le local de vote avant 13 heures sont encore admis au scrutin.

§ 6. Il n'est procédé au dépouillement que si au moins 10 % des habitants de la province ont participé à la consultation. » ».

§ 7. Les dispositions de l'article 147bis du Code électoral s'appliquant à la consultation populaire provinciale, étant entendu que le mot « électeur » est remplacé par le mot « participant », que les mots « l'électeur » et « les électeurs » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « le participant » et « les participants », que les mots « l'élection » sont remplacés par les mots « la consultation populaire » et que les mots « les élections pour lesquelles » sont remplacés par les mots « la consultation populaire pour laquelle ».

Art. 7. Dans l'article 140-6, alinéa 4, de la même loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, le mot « électeurs » est remplacé par les mots « habitants de la province ».

Art. 8. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Cette date ne peut être postérieure au 1^{er} janvier 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Voor niet-Belgische onderdanen en voor Belgische onderdanen jonger dan achttien jaar worden de kennisgevingen door de parketten van de hoven en rechtbanken gedaan wanneer de veroordeling of de internering, waartegen met geen gewoon rechtsmiddel meer kan worden opgekomen, zou geleid hebben tot de uitsluiting van het kiesrecht of opschorting van dit recht als ze ten laste van een provincieraadskiezer werd uitgesproken.

In geval van kennisgeving nadat de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging is opgemaakt, wordt de betrokkene van deze lijst geschrapt.

§ 4. Op de dertigste dag voor de raadpleging maakt het college van burgemeester en schepenen een lijst op van deelnemers aan de volksraadpleging.

Op die lijst worden vermeld :

1° de personen die op vermelde datum in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven of vermeld zijn en de andere in § 1 bedoelde deelnemingsvoorwaarden vervullen;

2° de deelnemers die tussen deze datum en de datum van de raadpleging de leeftijd van zestien jaar bereiken;

3° de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht een einde neemt of zou nemen uiterlijk op de dag die is vastgesteld voor de raadpleging.

Voor elke persoon die voldoet aan de deelnemingsvoorwaarden, vermeldt de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht en de hoofdverblijfplaats. De lijst wordt volgens een doorlopende nummering en eventueel per wijk van de gemeente opgemaakt, ofwel in alfabetische volgorde van de deelnemers, ofwel geografisch volgens de straten.

§ 5. De deelname aan de volksraadpleging is niet verplicht.

Elke deelnemer heeft recht op een stem.

De stemming is geheim.

De volksraadpleging kan enkel op een zondag plaatsvinden. De deelnemers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 13 uur. Zij die zich voor 13 uur in het stemlokaal bevinden worden nog tot de stemming toegelaten.

§ 6. Tot stemopneming wordt slechts overgegaan indien ten minste 10 % van de inwoners van de provincie aan de raadpleging hebben deelgenomen. » ».

§ 7. De bepalingen van artikel 147bis van het kieswetboek zijn van toepassing op de provinciale volksraadpleging, met dien verstande dat de woorden « kiezer » en « kiezers » steeds worden vervangen door respectievelijk de woorden « deelnemer » en « deelnemers », en de woorden « verkiezing » en « verkiezingen » door het woord « volksraadpleging ».

Art. 7. In artikel 140-6, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt het woord « kiezers » vervangen door de woorden « inwoners van de provincie ».

Art. 8. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet. Deze datum mag niet later zijn dan 1 januari 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Note

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Chambre des représentants.

Document parlementaire. — Proposition de loi, n° 1175/1.

Session ordinaire 1997-1998.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1175/2 à 6. — Rapport, n° 1175/7. — Texte adopté par la Commission, n° 1175/8. — Amendements, n°s 1175/9 et 10. — Rapport complémentaire, n° 1175/11. — Texte adopté par la Commission, n° 1175/12. — Amendement, n° 1175/13.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1175/14 et 15. — Articles adoptés en séance plénière, n° 1175/16. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1175/17.

Annales de la Chambre des représentants. — Discussion et adoption, séances des 15 juillet, 21, 22 et 29 octobre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1134/1. — Amendements, n°s 1-1134/2 et 3. — Rapport, n° 1-1134/4. — Texte adopté par la Commission, n° 1-1134/5. — Décision de ne pas amender, n° 1-1134/6.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption, séance du 11 mars 1999.

Nota

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementair bescheid. — Wetsvoorstel, nr. 1175/1.

Gewone zitting 1997-1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 1175/2 tot 6. — Verslag, nr. 1175/7. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1175/8. — Amendementen, nrs. 1175/9 en 10. — Aanvullend verslag, nr. 1175/11. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1175/12. — Amendement, nr. 1175/13.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 1175/14 en 15. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1175/16. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1175/17.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 15 juli, 21, 22 en 29 oktober 1998.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1134/1. — Amendementen, nrs. 1-1134/2 en 3. — Verslag, nr. 1-1134/4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1134/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-1134/6.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming, vergadering van 11 maart 1999.

F. 99 — 1151

[99/00281]

12 AVRIL 1999. — Arrêté royal déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment l'article 91;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'extrême urgence :

Considérant que la loi précitée du 15 mars 1999 a été publiée au *Moniteur belge* du 27 mars 1999 et qu'elle ne fixe pas expressément la date d'entrée en vigueur de l'article 91;

Qu'il en résulte que cet article entre en vigueur le dixième jour suivant celui de sa publication, soit le 6 avril 1999;

Qu'à défaut de règlement de procédure, le redevable d'une taxe provinciale ou communale n'est pas en mesure d'exercer de manière effective le droit qui lui est accordé par le législateur;

Qu'il y a donc lieu de fixer sans délai la procédure visée à l'article 9, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, rétabli par la loi du 15 mars 1999 susvisée;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « autorités compétentes », soit le gouverneur en cas de réclamation contre une imposition provinciale, soit le collège des bourgmestre et échevins en cas de réclamation contre une imposition communale.

2° « représentant » la personne physique spécialement mandatée par le réclamant, un avocat, un ayant droit du réclamant ainsi que l'organe ou le préposé habilité à représenter une personne morale.

Art. 2. La réclamation visée à l'article 9, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès de l'autorité compétente.

N. 99 — 1151

[99/00281]

12 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, inzonderheid op artikel 91;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de uiterst dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voormelde wet van 15 maart 1999 bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1999 en dat zij niet uitdrukkelijk de datum van inwerkingtreding van artikel 91 bepaalt;

Dat daaruit voortvloeit dat dit artikel in werking treedt op de tiende dag na de dag van de bekendmaking ervan, dat wil zeggen op 6 april 1999;

Dat bij gebrek aan procedureregeling, de belastingplichtige van een provincie- of gemeentebelasting niet in staat is om het recht dat hem door de wetgever toegekend is, werkelijk uit te oefenen;

Dat dus onverwijld de procedure bedoeld in artikel 9, tweede lid, van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, hersteld door de voormelde wet van 15 maart 1999, bepaald moet worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « bevoegde overheden », hetzij de gouverneur in geval van een bezwaarschrift tegen een provinciebelasting, hetzij het college van burgemeester en schepenen in geval van een bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting.

2° « vertegenwoordiger », de natuurlijke persoon die speciaal gemachtigd is door de eiser, een advocaat, een rechthebbende van de eiser evenals het orgaan of de aangestelde die gemachtigd is om een rechtspersoon te vertegenwoordigen.

Art. 2. Het bezwaarschrift bedoeld in artikel 9, eerste lid, van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk bij de bevoegde overheid ingediend worden.

Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

1° les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie;

2° l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet accuse réception par écrit dans les huit jours de l'envoi de la réclamation.

La réclamation peut également être remise à l'autorité compétente ou à l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet contre accusé de réception.

Art. 3. L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet peut demander toute information ou tout document utiles au réclamant ou à son représentant et procéder sur les lieux à toute constatation.

Art. 4. L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet notifie au réclamant et à son représentant par pli recommandé à la poste la date de l'audience au cours de laquelle la réclamation sera examinée ainsi que les jours et heures où le dossier pourra être consulté.

Cette notification doit avoir lieu au moins quinze jours ouvrables avant la date de l'audience.

L'autorité compétente peut convoquer à l'audience tout fonctionnaire ou préposé de l'administration provinciale ou communale ayant accompli une mission en rapport avec l'imposition contestée.

Le réclamant ou son représentant qui désire être entendu ou produire un ou plusieurs témoins en informe l'autorité compétente au moins cinq jours ouvrables avant l'audience.

Les personnes visées aux alinéas 3 et 4 signent le procès-verbal de leur audition.

Art. 5. L'autorité compétente notifie sa décision par pli recommandé au réclamant ainsi que, le cas échéant, à son représentant.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 6 avril 1999.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Het wordt gedagtekend en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt :

1° de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;

2° het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.

De bevoegde overheid of het orgaan dat zij speciaal daarvoor aanwijst, bericht schriftelijk ontvangst binnen acht dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Het bezwaarschrift mag eveneens overhandigd worden aan de bevoegde overheid of aan het orgaan dat zij speciaal daarvoor aanwijst, tegen ontvangstbewijs.

Art. 3. De bevoegde overheid of het orgaan dat zij speciaal daarvoor aanwijst, kan aan de eiser of aan zijn vertegenwoordiger elke nuttige informatie of elk nuttig document vragen, en kan ter plaatse overgaan tot eender welke vaststelling.

Art. 4. De bevoegde overheid of het orgaan dat zij speciaal daarvoor aanwijst, betekent aan de eiser en aan zijn vertegenwoordiger bij ter post aangetekende brief de datum van de hoorzitting tijdens welke het bezwaarschrift onderzocht zal worden, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd zal kunnen worden.

Deze betekening moet ten minste vijftien werkdagen vóór de dag van de hoorzitting plaatshebben.

De bevoegde overheid kan iedere ambtenaar of beambte van het provincie- of gemeentebestuur die een opdracht in verband met de betwiste belasting vervuld heeft op de zitting oproepen.

De eiser of zijn vertegenwoordiger die wenst gehoord te worden of één of meerdere getuigen wenst voor te brengen, brengt de bevoegde overheid hiervan op de hoogte ten minstens vijf werkdagen vóór de hoorzitting.

De personen bedoeld in het derde en vierde lid ondertekenen het proces-verbaal van hun verhoor.

Art. 5. De bevoegde overheid betekent haar beslissing per aangetekende brief aan de eiser en, in voorkomend geval, aan zijn vertegenwoordiger.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 april 1999.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1152

[C - 99/12227]

27 MARS 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'article 54 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (1)

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992, 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et les lois des 13 mars 1997 et 13 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 79, § 4, alinéa 5, remplacé par l'arrêté royal du 25 juin 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, notamment l'article 54, § 3, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté ministériel du 13 décembre 1996;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion d'organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1152

[C - 99/12227]

27 MAART 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van artikel 54 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992, 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wetten van 13 maart 1997 en 13 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 79, § 4, vijfde lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 juni 1997;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering inzonderheid op artikel 54, § 3, eerste lid, vervangen bij het ministerieel besluit van 13 december 1996;

Gelet op de wetten van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que certaines divergences dans les conditions d'accès aux différentes mesures d'activation des allocations de chômage nuisent à une application efficace de ces mesures et qu'il faut par conséquent harmoniser autant que possible et sans délai ces conditions afin d'arriver à une plus grande transparence,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 54, § 3, alinéa 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les mesures d'application de la réglementation du chômage est complété par un 5°, rédigé comme suit :

« 5° les périodes d'occupation sous contrat de travail en application de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 sur les centres publics d'aide sociale. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999.

Bruxelles, le 27 mars 1999.

Mme M. SMET

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994.

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991.

Arrêté royal du 25 juin 1997, *Moniteur belge* du 3 juillet 1997.

Arrêté ministériel du 26 novembre 1991, *Moniteur belge* du 25 janvier 1992.

Arrêté ministériel du 13 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat bepaalde verschillen in de toetredingsvoorwaarden voor de verschillende maatregelen ter activering van de werkloosheidsuitkeringen geen goed doen aan een doeltreffende toepassing van deze maatregelen en dat men bijgevolg zo veel als mogelijk en zonder verwijl deze voorwaarden dient te harmoniseren om tot een grotere doorzichtigheid te komen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 54, § 3 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de uitvoeringsregelen van de werkloosheidsreglementering, wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° de periode van tewerkstelling onder arbeidsovereenkomst in toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Brussel, 27 maart 1999.

Mevr. M. SMET

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994.

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991.

Koninklijk besluit van 25 juni 1997, *Belgisch Staatsblad* van 3 juli 1997.

Ministerieel besluit van 26 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1992.

Ministerieel besluit van 13 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1153

[C - 99/12222]

11 AVRIL 1999. — Arrêté royal fixant le tarif des honoraires et frais dus aux experts médicaux désignés par les juridictions du travail dans les litiges relatifs à l'assurance chômage

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 7, § 11, alinéa 4, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi,

Vu l'article 982 du Code judiciaire, modifié par la loi du 26 juin 1992;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er} modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'afin de réduire certains frais judiciaires, il y a lieu de prendre le plus rapidement possible les mesures d'exécution de l'article 7, § 11, alinéa 4, de l'arrêté-loi du

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1153

[C - 99/12222]

11 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het tarief van de erelonen en kosten voor de medische deskundigen aangevoerd door de arbeidsgerechten inzake de betwistingen in verband met de werkloosheidsverzekering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 7, § 11, vierde lid, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling,

Gelet op artikel 982 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd door de wet van 26 juni 1992.

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat om bepaalde gerechtskosten te verminderen het nodig is om zo spoedig mogelijk de maatregelen te nemen tot uitvoering van artikel 7,

28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs en fixant des honoraires et frais pour les expertises médicales dans le cadre de l'assurance-chômage, analogues à ceux existant dans les autres branches de la sécurité sociale;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'état des honoraires et des frais pour les expertises médicales effectuées par des experts dans le cadre de litiges judiciaires relatifs à l'assurance chômage, est établi en appliquant le tarif suivant :

1° honoraires personnels de l'expert judiciaire : F 10 534;

2° frais administratifs de l'expert judiciaire : F 3 152;

3° frais pour un examen complémentaire à la suite d'un examen complémentaire ordonné par le juge, effectué par l'expert judiciaire ou par un spécialiste consulté par l'expert :

a) examens médicaux : les frais sont fixés selon les montants déterminés par la nomenclature des prestations de santé établie en exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

b) examens effectués par un psychologue avec batterie complète de tests : F 4 282;

c) tout autre examen, non visé sous a) ou b) : F 2 142.

Art. 2. L'état des honoraires et des frais de l'expert et des spécialistes consultés mentionne pour chacun des devoirs accomplis, la date à laquelle l'examen a été fait, ainsi que, le cas échéant, les numéros de la nomenclature correspondant à la prestation effectuée.

L'état détaillé des honoraires et des frais des spécialistes consultés par l'expert est joint à l'état de l'expert qui inclut le montant de ces prestations dans son état global.

Art. 3. Les montants fixés à l'article 1^{er} sont liés aux fluctuations de l'indice des prix tel que prévu à l'article 4 de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Ils sont adaptés au 1^{er} janvier de chaque année en les multipliant par une fraction dont le numérateur est la moyenne arithmétique de l'indice des prix des mois d'août à novembre inclus de l'année précédente et dont le dénominateur est 96,64, soit la moyenne des indices des mois d'août à novembre 1993, multipliée par le coefficient de conversion 0,8148, applicable depuis janvier 1998 avant le passage de la base de 1988 à celle de 1996.

Art. 4. Les montants applicables sont ceux en vigueur à la date du dépôt du rapport définitif.

Art. 5. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux provisions, honoraires et frais des experts qui sont désignés à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

VAN PARYS

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Loi du 13 février 1998, *Moniteur belge* du 19 février 1998.

§ 11, vierde lid van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders door in de werkloosheidsreglementering de erelonen en kostenstaten voor medische deskundige onderzoeken vast te leggen analoog met deze bestaande in de andere takken van de sociale zekerheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De erelonen- en kostenstaat voor de medische onderzoeken uitgevoerd door deskundigen in het kader van gerechtelijke betwistingen inzake het stelsel van de werkloosheidsverzekering wordt opgesteld met toepassing van het volgende tarief :

1° persoonlijke erelonen van de gerechtelijke deskundige : F 10 534;

2° administratieve kosten van de gerechtelijke deskundige : F 3 152;

3° kosten voor een bijkomend onderzoek ingevolge een aanvullend onderzoek bevolen door de rechter, uitgevoerd door de gerechtsdeskundige of door een door de deskundig geraadpleegd specialist :

a) medische onderzoeken : de kosten worden bepaald volgens de bedragen vastgesteld door de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen opgesteld in uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

b) onderzoeken uitgevoerd door een psycholoog met een volledige serie testen : F 4 282;

c) elk ander niet in a) of b) beoogd onderzoek : F 2 142.

Art. 2. De erelonen- en kostenstaat van de deskundige en van de geraadpleegde specialisten vermeldt voor elk van de uitgevoerde opdrachten de data wanneer de onderzoeken plaatsvonden, alsook zonodig de nummers van de nomenclatuur die overeenstemmen met de uitgevoerde verstrekking.

De gedetailleerde erelonen- en kostenstaat van de door de deskundige geraadpleegde specialisten, wordt gevoegd bij de staat van de deskundige, die het bedrag van die verstrekkingen in zijn globale staat opneemt.

Art. 3. De in artikel 1 vastgestelde bedragen worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer zoals bepaald in artikel 4 van de wet van 1 maart 1997 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden per 1 januari van elk jaar aangepast door ze te vermenigvuldigen met een breuk, waarvan de teller het rekenkundig gemiddelde is van de prijsindex van de maanden augustus tot en met november van het vorige jaar en waarvan de noemer 96,64 is, hetzij het gemiddelde van de indexcijfers van augustus tot november 1993 vermenigvuldigd met de omrekeningscoëfficiënt 0,8148 toepasselijk vanaf januari 1998 voor de overgang van de basis 1988 naar 1996.

Art. 4. De toe te passen bedragen zijn die welke van kracht zijn op de datum van de neerlegging van het definitief verslag.

Art. 5. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de voorschotten, de erelonen en de kosten van de deskundigen die worden aangesteld vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

VAN PARYS

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Wet van 13 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998.

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1154

[99/09375]

**2 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal
fixant le cadre organique
de l'Administration centrale du Ministère de la Justice**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur III-Justice, donné le 20 novembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 avril 1998;

Vu l'accord commun de Nos Ministres de la Fonction publique et du Budget, donné le 7 octobre 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice est fixé comme suit :

1. Personnel administratif

Niveau 1

Secrétaire général.....	1
Directeur général.....	5
Conseiller général.....	10
Informaticien-directeur.....	7
Traducteur-réviseur-directeur.....	1
Conseiller.....	36
Informaticien.....	29
Médecin.....	1
Traducteur-réviseur.....	12
Conseiller adjoint.....	184
Architecte.....	2
Ingénieur industriel.....	6

Niveau 2+

Analyste de programmation.....	18
Programmeur.....	} 26
Programmeur de 2e classe (niveau 2).....	
Assistant social principal.....	} 1
Assistant social.....	
Secrétaire de direction principal.....	3
Secrétaire de direction.....	5
Bibliothécaire principal.....	} 6
Bibliothécaire.....	
Comptable principal.....	} 9
Comptable.....	

Niveau 2

Chef administratif.....	71
Assistant administratif.....	164

Niveau 3

Commis.....	110
-------------	-----

Niveau 4

Agent administratif.....	32
--------------------------	----

II. Personnel technique

Niveau 2

Chef technicien.....	} 1
Technicien.....	
Technicien en arts graphiques.....	6
Technicien adjoint en arts graphiques.....	13

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1154

[99/09375]

**2 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit
tot vaststelling van de personeelsformatie
van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van Sector III-Justitie, gegeven op 20 november 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 april 1998;

Gelet op het gemeenschappelijk akkoord van Onze Ministers van Ambtenarenzaken en Begroting, gegeven op 7 oktober 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De personeelsformatie van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie wordt als volgt vastgesteld :

1. Administratief personeel

Niveau 1

Secretaris-generaal.....	1
Directeur-generaal.....	5
Adviseur-generaal.....	10
Informaticus-directeur.....	7
Vertaler-revisor-directeur.....	1
Adviseur.....	36
Informaticus.....	29
Geneesheer.....	1
Vertaler-revisor.....	12
Adjunct-adviseur.....	184
Architect.....	2
Industrieel ingenieur.....	6

Niveau 2+

Programmeringsanalist.....	18
Programmeur.....	} 26
Programmeur 2de klasse (niveau 2).....	
Eerstaanwendend maatschappelijk assistent.....	} 1
Maatschappelijk assistent.....	
Eerstaanwendend directiesecretaris.....	3
Directiesecretaris.....	5
Eerstaanwendend bibliothecaris.....	} 6
Bibliothecaris.....	
Eerstaanwendend boekhouder.....	} 9
Boekhouder.....	

Niveau 2

Bestuurschef.....	71
Bestuursassistent.....	164

Niveau 3

Klerk.....	110
------------	-----

Niveau 4

Beambte.....	32
--------------	----

II. Technisch personeel

Niveau 2

Hooftechnicus.....	} 1
Technicus.....	
Technicus in de grafische kunsten.....	6
Adjunct-technicus in de grafische kunsten.....	13

III. Personnel de maîtrise, de métier et de service	
Niveau 3	
Chef d'atelier	1
Chef d'atelier en arts graphiques	54
Ouvrier spécialiste	7
Spécialiste en arts graphiques	164
Niveau 4	
Ouvrier qualifié	36
Agent qualifié en imprimerie	5
Ouvrier	12
Agent imprimeur	2
§ 2. Les emplois mentionnés ci-après sont supprimés au départ de leur titulaire :	
Médecin ou médecin-directeur* (CP)	1
Traducteur-réviseur ou traducteur-directeur* (CP)	9
Ingénieur technicien*	1
Chef opérateur-mécanographe	7
Opérateur-mécanographe	
Chef d'atelier en arts graphiques*	9
Agent qualifié en imprimerie*	17
Les emplois du § 1 ^{er} mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les emplois de l'alinéa 1 ^{er} [identifiés par un astérisque(*)] ont été supprimés :	
Médecin	1
Traducteur-réviseur	9
Ingénieur industriel	1
Spécialiste en arts graphiques	26
Art. 2. § 1 ^{er} . Les emplois de l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les postes de travail de contractuels, auxquels ils se substituent, ont été supprimés par le départ des membres du personnel contractuel qui les occupent :	
Niveau 1	
Conseiller adjoint	16
Traducteur-réviseur	1
Niveau 2	
Chef administratif	2
Assistant administratif	5
§ 2. Si, trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté, les emplois mentionnés au § 1 ^{er} sont restés vacants, ils sont supprimés d'office à l'article 1 ^{er} , § 1 ^{er} .	
§ 3. L'inspecteur des Finances doit constater que la condition visée au § 1 ^{er} a été remplie, préalablement à l'occupation des emplois.	
Art. 3. Six emplois sont occupés en surnombre pour une durée indéterminée qui ne peut être inférieure à cinq ans, par des membres de l'Ordre judiciaire.	
Art. 4. L'arrêté royal du 18 juillet 1997 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice, est abrogé.	
Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au <i>Moniteur belge</i> .	
Art. 6. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.	
Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1998.	

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS
Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

III. Meesters-, vak- en dienstpersoneel	
Niveau 3	
Werkmeester	1
Werkmeester in de grafische kunsten	54
Vakman	7
Specialist in de grafische kunsten	164
Niveau 4	
Geschoold arbeider	36
Geschoold drukkerijbeambte	5
Arbeider	12
Drukkerijbeambte	2
§ 2. De hierna vermelde betrekkingen worden afgeschaft bij het vertrek van de titularis ervan :	
Geneesheer of geneesheer-directeur* (VL)	1
Vertaler-revisor of vertaler-directeur* (VL)	9
Technisch ingenieur*	1
Hoofdoperateur-mechanograaf	7
Operateur-mechanograaf	
Werkmeester in de grafische kunsten*	9
Geschoold drukkerijbeambte*	17
In de hierna vermelde betrekkingen van § 1 kan slechts worden voorzien wanneer de betrekkingen uit het eerste lid [geïdentificeerd met een sterretje (*)] zijn afgeschaft :	
Geneesheer	1
Vertaler-revisor	9
Industrieel ingenieur	1
Specialist in de grafische kunsten	26
Art. 2. § 1. In de hierna vermelde betrekkingen van artikel 1, § 1, mag slechts worden voorzien wanneer de arbeidsposten van contractuelen waarvoor ze in de plaats komen, afgeschaft werden door het vertrek van de leden van het contractueel personeel die ze bekleden :	
Niveau 1	
Adjunct-adviseur	16
Vertaler-revisor	1
Niveau 2	
Bestuurschef	2
Bestuursassistent	5
§ 2. Indien, drie jaar na het van kracht worden van dit besluit, de in § 1 beoogde betrekkingen vacant gebleven zijn, worden ze in artikel 1, § 1 ambtshalve afgeschaft.	
§ 3. De inspecteur van Financiën moet vóór de bezetting van de betrekkingen vaststellen dat de voorwaarde vermeld in § 1 vervuld is.	
Art. 3. Zes betrekkingen worden voor een onbepaalde duur van ten minste vijf jaar in overtal bezet door leden van de Rechterlijke Orde.	
Art. 4. Het koninklijk besluit van 18 juli 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Justitie, wordt opgeheven.	
Art. 5. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het <i>Belgisch Staatsblad</i> is bekendgemaakt.	
Art. 6. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.	
Gegeven te Brussel, 2 december 1998.	

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS
De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

F. 99 — 1155

[99/09376]

22 MARS 1999. —

Arrêté royal fixant le cadre linguistique des services centraux et des services d'exécution dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays, du Ministère de la Justice

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, notamment l'article 5, remplacé par l'arrêté royal du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1994 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents soumis au statut des agents de l'Etat, qui constituent un même degré de la hiérarchie, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1998 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois précitées sur l'emploi des langues en matière administrative;

Vu l'avis n° 31.021/I/PF de la Commission permanente de Contrôle linguistique, donné le 11 février 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au Ministère de la Justice, le pourcentage des emplois des services centraux et des services d'exécution dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays, est réparti en un cadre linguistique selon le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté royal du 6 octobre 1997 fixant le cadre linguistique des services centraux et des services d'exécution, dont le siège est établi à Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays, du Ministère de la Justice, est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté est valable pour une durée maximale de six ans et entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

N. 99 — 1155

[99/09376]

22 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling bij het Ministerie van Justitie van het taalkader van de centrale diensten en van de uitvoeringsdiensten waarvan de zetel in Brussel-Hoofdstad gevestigd is en waarvan de werkring het ganse land bestrijkt

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de rijksbesturen kunnen titularis zijn, inzonderheid op artikel 5, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 1994 tot vaststelling, met het oog op de de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren onderworpen aan het statuut van het rijkspersoneel, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie;

Overwegende dat voldaan is geworden aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van voormelde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken;

Gelet op het advies nr. 31.021/I/PF van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 11 februari 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij het Ministerie van Justitie wordt het percentage der betrekkingen van de centrale diensten en van de uitvoeringsdiensten waarvan de zetel in Brussel-Hoofdstad is gevestigd en waarvan de werkring het ganse land bestrijkt, in een taalkader onderverdeeld volgens de bij dit besluit gevoegde tabel.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 6 oktober 1997 tot vaststelling bij het Ministerie van Justitie van het taalkader van de centrale diensten en van de uitvoeringsdiensten waarvan de zetel in Brussel-Hoofdstad gevestigd is en waarvan de werkring het ganse land bestrijkt, wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit is geldig voor een duur van ten hoogste zes jaar en treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Annexe — Bijlage

Cadre linguistique pour l'Administration centrale du Ministère de la Justice

Taalkader voor het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie

Degrés de la hiérarchie — Trappen van de hiérarchie	Services — Diensten	Cadre français — Frans kader	Cadre néerlandais — Nederlands kader	Cadre bilingue — Tweetalig kader	
		Pourcentage des emplois — Percentage der betrekkingen	Pourcentage des emplois — Percentage der betrekkingen	Pourcentage des emplois réservés aux agents du rôle linguistique français — Percentage der betrekkingen voor de ambtena- ren van de Franse taalrol	Pourcentage des emplois réservés aux agents du rôle linguistique néerlandais — Percentage der betrekkingen voor de ambtena- ren van de Nederlandse taalrol
1		40	40	10	10
2		40	40	10	10
3		50	50		
4		50	50		
5	Personnel technique des services des ateliers du <i>Moniteur belge</i> Technisch personeel van de diensten van de werkplaatsen van het <i>Belgisch Staats- blad</i>	45	55		
	Autres services Andere diensten	50	50		
6	Personnel de maîtrise, de métier et de service des services des ateliers du <i>Moniteur belge</i> Meesters-, vak- en dienstpersoneel van de diensten van de werkplaatsen van het <i>Belgisch Staatsblad</i>	45	55		
	Autres services Andere diensten	50	50		
7	Personnel de maîtrise, de métier et de service des services des ateliers du <i>Moniteur belge</i> Meesters-, vak- en dienstpersoneel van de diensten van de werkplaatsen van het <i>Belgisch Staatsblad</i>	45	55		
	Autres services Andere diensten	50	50		
Pourcentage des emplois en extinction — Percentage der betrekkingen in uitdoving					
3		50	50		
4		50	50		
6	Personnel de maîtrise, de métier et de service des services des ateliers du <i>Moniteur belge</i> Meesters-, vak- en dienstpersoneel van de diensten van de werkplaatsen van het <i>Belgisch Staatsblad</i>	45	55		
	Autres services Andere diensten	50	50		
7	Personnel de maîtrise, de métier et de service des services des ateliers du <i>Moniteur belge</i> Meesters-, vak- en dienstpersoneel van de diensten van de werkplaatsen van het <i>Belgisch Staatsblad</i>	45	55		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 22 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 22 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

F. 99 — 1156

[99/09377]

9 DECEMBRE 1998. —**Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 2 décembre 1998 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice**

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1998 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur III-Justice, donné le 20 novembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 avril 1998;

Vu l'accord commun des Ministres de la Fonction publique et du Budget, donné le 7 octobre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois repris à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 décembre 1998 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice, sont répartis comme suit :**Personnel administratif**

— l'emploi de traducteur-réviseur-directeur peut être rémunéré par l'échelle de traitement 13 B;

— 9 des 36 emplois de conseiller sont rémunérés par l'échelle de traitement 13 B;

— l'emploi de médecin peut être rémunéré par l'échelle de traitement 10 E ou 10 F;

— 4 des 12 emplois de traducteur-réviseur sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

— 64 des 184 emplois de conseiller adjoint sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

— 1 des 2 emplois d'architecte est rémunéré par l'échelle de traitement 10 C;

— 2 des 6 emplois d'ingénieur industriel sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C;

— 4 des 18 emplois d'analyste de programmation sont rémunérés par l'échelle de traitement 28 L;

— l'emploi d'assistant social principal peut être rémunéré par l'échelle de traitement 28 F;

— 1 des 3 emplois de secrétaire de direction principal est rémunéré par l'échelle de traitement 28 B;

— 1 des 6 emplois de bibliothécaire principal est rémunéré par l'échelle de traitement 28 D;

— 1 des 9 emplois de comptable principal est rémunéré par l'échelle de traitement 28 D;

— 19 des 71 emplois de chef administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 22 B;

— 9 des 110 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 I;

— 29 des 110 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 H;

— 22 des 110 emplois de commis sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 F;

— 2 des 32 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 E;

— 7 des 32 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 D;

— 9 des 32 emplois d'agent administratif sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 C.

N. 99 — 1156

[99/09377]

9 DECEMBER 1998. — Ministerieel besluit genomen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 2 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie

De Minister van Justitie,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van Sector III-Justitie, gegeven op 20 november 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 april 1998;

Gelet op het gemeenschappelijk akkoord van de Ministers van Ambtenarenzaken en van Begroting, gegeven op 7 oktober 1998,

Besluit :

Artikel 1. De betrekkingen opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie worden onderverdeeld als volgt :**Administratief personeel**

— de betrekking van vertaler-revisor-directeur kan bezoldigd worden in de weddeschaal 13 B;

— 9 van de 36 betrekkingen van adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 13 B;

— de betrekking van geneesheer kan bezoldigd worden in de weddeschaal 10 E of 10 F;

— 4 van de 12 betrekkingen van vertaler-revisor worden bezoldigd in de weddeschaal 10 C;

— 64 van de 184 betrekkingen van adjunct-adviseur worden bezoldigd in de weddeschaal 10 C;

— 1 van de 2 betrekkingen van architect wordt bezoldigd in de weddeschaal 10 C;

— 2 van de 6 betrekkingen van industrieel ingenieur worden bezoldigd in de weddeschaal 10 C;

— 4 van de 18 betrekkingen van programmeringsanalist worden bezoldigd in de weddeschaal 28 L;

— de betrekking van eerstaanwezend maatschappelijk assistent kan bezoldigd worden in de weddeschaal 28 F;

— 1 van de 3 betrekkingen van eerstaanwezend directiesecretaris wordt bezoldigd in de weddeschaal 28 B;

— 1 van de 6 betrekkingen van eerstaanwezend bibliothecaris wordt bezoldigd in de weddeschaal 28 D;

— 1 van de 9 betrekkingen van eerstaanwezend boekhouder wordt bezoldigd in de weddeschaal 28 D;

— 19 van de 71 betrekkingen van bestuurschef worden bezoldigd in de weddeschaal 22 B;

— 9 van de 110 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30 I;

— 29 van de 110 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30 H;

— 22 van de 110 betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddeschaal 30 F;

— 2 van de 32 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42 E;

— 7 van de 32 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42 D;

— 9 van de 32 betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42 C.

Personnel technique

— l'emploi de chef technicien peut être rémunéré par l'échelle de traitement 22 B;

— 2 des 6 emplois de technicien en arts graphiques sont rémunérés par l'échelle de traitement suivante :

753 601 - 1 120 089
 3¹ x 10 676
 2² x 14 232
 2² x 28 463
 10² x 24 907
 (Cl. 20 a - N.2 - G.A.)

Personnel de maîtrise, de métier et de service

— 2 des 7 emplois d'ouvrier spécialiste sont rémunérés par l'échelle de traitement 30 J;

— 1 des 7 emplois d'ouvrier spécialiste est rémunéré par l'échelle de traitement 30 G;

— 78 des 164 emplois de spécialiste en arts graphiques sont rémunérés par l'échelle de traitement suivante :

631 976 - 836 919
 3¹ x 8 733
 5² x 10 655
 9² x 13 941
 (Cl. 18 a - N.3 - G.A.)

— 61 des 164 emplois de spécialiste en arts graphiques sont rémunérés par l'échelle de traitement suivante :

586 987 - 764 048
 3¹ x 8 733
 5² x 10 655
 7² x 13 941
 (Cl. 18 a - N.3 - G.A.)

— 17 des 36 emplois d'ouvrier qualifié sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 E;

— 7 des 21 emplois d'agent qualifié en imprimerie sont rémunérés par l'échelle de traitement 42 E.

Art. 2. Les emplois suivants, créés en substitution de postes de travail de contractuel et repris à l'article 2, § 1^{er} de l'arrêté royal du 2 décembre 1998 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice, ne peut être pourvu qu'au départ des contractuels concernés :

— 6 emplois de conseiller adjoint rémunérés par l'échelle de traitement 10 C.

Art. 3. Le cas échéant, les agents qui sont repris en surnombre dans les emplois d'une échelle de traitement en application des dispositions réglementaires portant le statut du personnel, empêchent toute promotion par avancement barémique soumise à la vacance d'un emploi, tant que l'effectif en surnombre subsiste par rapport au nombre d'emplois fixé à l'article 1^{er}.

Art. 4. L'arrêté ministériel du 29 juillet 1997 pris en exécution de l'arrêté royal du 18 juillet 1997 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice, est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 2 décembre 1998 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère de la Justice.

Bruxelles, le 9 décembre 1998.

T. VAN PARYS

Technisch personeel

— de betrekking van hoofdtechnicus kan bezoldigd worden in de weddeschaal 22 B;

— 2 van de 6 betrekkingen van technicus in de grafische kunsten worden bezoldigd in de volgende weddeschaal :

753 601 - 1 120 089
 3¹ x 10 676
 2² x 14 232
 2² x 28 463
 10² x 24 907
 (Kl. 20 j. - N.2 - G.A.)

Meesters-, vak- en dienstpersoneel

— 2 van de 7 betrekkingen van vakman worden bezoldigd in de weddeschaal 30 J;

— 1 van de 7 betrekkingen van vakman wordt bezoldigd in de weddeschaal 30 G;

— 78 van de 164 betrekkingen van specialist in de grafische kunsten worden bezoldigd in de volgende weddeschaal :

631 976 - 836 919
 3¹ x 8 733
 5² x 10 655
 9² x 13 941
 (Kl. 18 j - N.3 - G.A.)

— 61 van de 164 betrekkingen van specialist in de grafische kunsten worden bezoldigd in de volgende weddeschaal :

586 987 - 764 048
 3¹ x 8 733
 5² x 10 655
 7² x 13 941
 (Kl. 18 j. - N.3 - G.A.)

— 17 van de 36 betrekkingen van geschoold arbeider worden bezoldigd in de weddeschaal 42 E;

— 7 van de 21 betrekkingen van geschoold drukkerijbeambte worden bezoldigd in de weddeschaal 42 E.

Art. 2. In de volgende betrekkingen, opgericht ter vervanging van arbeidsposten van contractuelen en opgenomen in artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit van 2 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie kan slechts worden voorzien bij de afvloeiing van de betrokken contractuelen :

— 6 betrekkingen van adjunct-adviseur bezoldigd in de weddeschaal 10 C.

Art. 3. In voorkomend geval beletten de ambtenaren die, met toepassing van de verordeningsbepalingen houdende het statuut van het personeel, in overtal zijn opgenomen in de betrekkingen van een weddeschaal, elke bevordering door verhoging in weddeschaal die afhankelijk is van het vacant zijn van een betrekking, zolang de overvallige personeelsbezetting blijft bestaan in vergelijking met het aantal in artikel 1 vastgestelde betrekkingen.

Art. 4. Het ministerieel besluit van 29 juli 1997 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 18 juli 1997 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Justitie, wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 2 december 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie.

Brussel, 9 december 1998.

T. VAN PARYS

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 1157

[99/22084]

25 JANVIER 1999. — Arrêté ministériel fixant pour 1996 le montant du remboursement des frais de surveillance et de contrôle de la législation sur les accidents du travail et de l'élaboration de la statistique des accidents du travail

La Ministre des Affaires sociales

Vu l'article 14 de la loi du 23 juillet 1932 modifiant les lois coordonnées concernant les brevets d'invention, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels et la propriété industrielle en général modifié par l'article 53 de la loi du 20 juillet 1991,

Arrête :

Article unique. Les frais pour la surveillance et le contrôle de la législation sur les accidents du travail et pour les travaux nécessaires à l'élaboration de la statistique des accidents du travail s'élèvent en 1996 à 28 300 000 francs. Le trop perçu de 700 000 francs sera réparti entre les établissements d'assurances agréés selon un pourcentage identique à celui utilisé lors de la perception pour l'exercice 1996.

Bruxelles, le 25 janvier 1999.

Mme M. DE GALAN

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 1157

[99/22084]

25 JANUARI 1999. — Ministerieel besluit tot vaststelling voor 1996 van het terugbetalingsbedrag der kosten van toezicht en controle van de wetgeving betreffende de arbeidsongevallen en van het opmaken van de statistiek der arbeidsongevallen

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op artikel 14 van de wet van 23 juli 1932 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de octrooien, de fabrieks- en handelsmerken, de nijverheidstekeningen en modellen, en de nijverheidseigendom in het algemeen, gewijzigd bij artikel 53 van de wet van 20 juli 1991,

Besluit :

Enig artikel. De kosten voor het toezicht op en de controle van de wetgeving betreffende de arbeidsongevallen en uit de werkzaamheden die nodig zijn voor het opmaken van de statistiek der arbeidsongevallen, bedroegen in 1996 : 28 300 000 frank. Het teveel geïnde bedrag ten belope van 700 000 frank zal verdeeld worden onder de gemachtigde verzekeringsinstellingen, volgens een identieke procentverdeling als deze toegepast voor de inning voor het dienstjaar 1996.

Brussel, 25 januari 1999.

Mevr. M. DE GALAN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1158

[C - 99/35427]

23 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995 tot regeling van de vrijstelling inzake successierechten verbonden aan de maatschappelijke rechten in vennootschappen opgericht in het kader van de realisatie en/of financiering van investeringsprogramma's van serviceflats

De Vlaamse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, gewijzigd bij de wetten van 14 mei 1992, 28 juli 1992, 5 augustus 1992, 28 december 1992, 11 januari 1993, 22 maart 1993, 29 juni 1993, 6 augustus 1993, 6 juli 1994, 4 april 1995, 6 april 1995 en 7 april 1995, het koninklijk besluit van 3 juli 1995, de wetten van 30 januari 1996, 20 maart 1996 en 12 december 1996;

Gelet op het Wetboek der successierechten, inzonderheid op artikel 55bis, ingevoegd bij het decreet van 21 december 1994 en gewijzigd bij het decreet van 20 december 1996;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995 tot regeling van de vrijstelling inzake successierechten verbonden aan de maatschappelijke rechten in vennootschappen opgericht in het kader van de realisatie en/of financiering van investeringsprogramma's van serviceflats, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 10 oktober 1995 en van 3 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende het feit dat de erkende vastgoedbeleggingsvennootschappen met vast kapitaal hun activa prioritair dienen aan te wenden voor het oprichten van serviceflatgebouwen en dat deze projecten zoveel mogelijk verspreid dienen te zijn over het Vlaamse Gewest;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid en de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, van het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995 tot regeling van de vrijstelling inzake successierechten verbonden aan de maatschappelijke rechten in vennootschappen opgericht in het kader van de realisatie en/of financiering van investeringsprogramma's van serviceflats gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse

regering van 10 oktober 1995 wordt 4° vervangen door wat volgt « ze moet de ingezamelde gelden besteden aan projecten welke zoveel mogelijk verspreid zijn over het volledige grondgebied van het Vlaamse Gewest ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse regering van 3 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « , gedurende een periode van maximaal 4 jaar, » worden in § 2, tweede lid, geschrapt;

2° § 3 wordt vervangen door wat volgt : « § 3. Er wordt bij de oprichting of bij de eerste vraag tot erkenning geacht voldaan te zijn aan de onder artikel 2, 4° gestelde voorwaarde wanneer uit het voorgelegde projectenplan blijkt dat het totale investeringsbedrag van de projecten voor het oprichten van serviceflatgebouwen zoveel mogelijk gelijk verdeeld is over de vijf provincies voor zover er voldoende aanvragen zijn, en zo mogelijk rekening houdend met volgende gegevens :

- de bevolkingsdichtheid per administratief arrondissement;
- de demografische samenstelling en de relatieve vertegenwoordiging daarin van personen ouder dan 60 jaar;
- het aantal reeds bestaande serviceflats.

Een afwijking op de verhoudingen inzake spreiding kan slechts toegestaan worden gedurende de realisatieperiode van het goedgekeurd projectenplan ».

Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

De Vlaamse minister, bevoegd voor de Financiën en de Begroting, en de Vlaamse minister bevoegd voor de Bijstand aan Personen zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 februari 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,
L. MARTENS

—
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 1158

[C — 99/35427]

23 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 mai 1995 réglant l'exonération de droits de succession afférents aux parts de sociétés créées dans le cadre de la réalisation et/ou du financement de programmes d'investissement de résidences-services

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 4, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, modifié par les lois des 14 mai 1992, 28 juillet 1992, 5 août 1992, 28 décembre 1992, 11 janvier 1993, 22 mars 1993, 29 juin 1993, 6 août 1993, 6 juillet 1994, 4 avril 1995, 6 et 7 avril 1995, l'arrêté royal du 3 juillet 1995, les lois des 30 janvier 1996, 20 mars 1996 et 12 décembre 1996;

Vu le Code des droits de succession, notamment l'article 55bis, inséré par le décret du 21 décembre 1994 et modifié par le décret du 20 décembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 mai 1995 réglant l'exonération de droits de succession afférents aux parts de sociétés créées dans le cadre de la réalisation et/ou du financement de programmes d'investissement de résidences-services, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 10 octobre 1995 et 3 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 25 janvier 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les sociétés d'investissement immobilières à capital fixé agréées doivent affecter en priorité leur actif à la création de résidences-services et que ces projets doivent être répartis dans la mesure du possible sur tout le territoire de la Région flamande;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé et du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 mai 1995 réglant l'exonération de droits de succession afférents aux parts de sociétés créées dans le cadre de la réalisation et/ou du financement de programmes d'investissement de résidences-services, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 octobre 1995, le 4^o est remplacé par ce qui suit : « affecter les capitaux recueillis à des projets qui sont répartis dans la mesure du possible sur l'ensemble du territoire de la Région flamande ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 2, deuxième alinéa, les mots « ,pendant une période de 4 ans au maximum, » sont supprimés;

2^o le § 3 est remplacé par ce qui suit : « §3. Au moment de la création ou de la première demande d'agrément, la SICAF est censée répondre à la condition définie à l'article 2, 4^o, lorsqu'il ressort du plan de projets soumis que le montant total d'investissement des projets de création de résidences-services est réparti équitablement dans la mesure du possible entre les cinq provinces s'il y a assez de demandes et, si possible, compte tenu des données suivantes :

- la densité de la population par arrondissement administratif;
- la composition démographique et la quote-part relative des personnes de plus de 60 ans;
- le nombre de résidences-services existantes.

Une dérogation aux proportions en matière de répartition ne peut être autorisée que pendant la période de réalisation du plan de projets agréé ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant les finances et le budget dans ses attributions et le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l' Aide sociale,

L. MARTENS



N. 99 — 1159

[99/35430]

9 MAART 1999. — Besluit van de Vlaamse regering tot verlenging van het decreet van 12 juli 1990 houdende opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector in het Vlaamse Gewest

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 12 juli 1990 houdende opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector in het Vlaamse Gewest, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 3 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bij het besluit van de Vlaamse regering van 3 maart 1998 tot verlenging van het decreet van 12 juli 1990 houdende opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector in het Vlaamse Gewest de geldigheidsduur van het programma werd verlengd tot 31 december 1998;

Overwegende dat het onontbeerlijk is onmiddellijk de gepaste maatregelen te treffen, die het mogelijk maken protocollen af te sluiten waardoor de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector kan worden gehandhaafd;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De geldigheidsduur van het programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector in het Vlaamse Gewest wordt verlengd tot 31 december 1999.

De Vlaamse minister bevoegd voor het tewerkstellingsbeleid kan bij ministerieel besluit deze geldigheidsduur inkorten.

Art. 2. In toepassing van artikel 7, § 1, 1° van het decreet houdende opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector in het Vlaamse Gewest van 12 juli 1990, wordt de vereiste werkloosheidsduur tot één dag teruggebracht voor alle kwalifikaties met uitzondering van administratief- en onderhoudspersoneel.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 4. De Vlaamse minister bevoegd voor het tewerkstellingsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 maart 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE
De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Th. KELCHTERMANS
De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,
L. MARTENS

—————
TRADUCTION

F. 99 — 1159

[99/35430]

**9 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand prolongeant le décret du 12 juillet 1990
créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand dans la Région flamande**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 12 juillet 1990 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand dans la Région flamande, notamment l'article 2;

Vu l'accord du ministre flamand chargé du budget, donné le 3 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que par l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 mars 1998 prolongeant le décret du 12 juillet 1990 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand dans la Région flamande, la durée de validité du programme a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1998;

Considérant qu'il est indispensable de prendre sans tarder des mesures appropriées permettant de conclure des protocoles en vue du maintien de l'emploi dans le secteur non marchand;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. La durée de validité du programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand dans la Région flamande est prolongée jusqu'au 31 décembre 1999.

Le Ministre flamand chargé de la politique de l'emploi peut réduire cette durée de validité par arrêté ministériel.

Art. 2. En application de l'article 7, 1er, 1° du décret du 12 juillet 1990 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand dans la Région flamande, la durée du chômage requise est ramenée à une journée pour toutes les qualifications, à l'exception du personnel administratif et d'entretien.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1999.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a la politique de l'emploi dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE
Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS
Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1160

[C - 99/27301]

**17 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, notamment l'article 2 insérant un article 60*bis* dans le Code des droits de succession, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret-programme du 16 décembre 1998 a modifié le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transport, notamment son chapitre II quant aux dispositions instaurant un taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises, et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1999;

Considérant que l'entrée en vigueur du décret-programme du 16 décembre 1998 nécessite la modification de l'arrêté du Gouvernement du 30 avril 1998 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et qu'il y a lieu de poursuivre le soutien de la continuité ou de la transmission d'entreprises;

Considérant que le présent arrêté doit produire ses effets au 1^{er} janvier 1999 afin d'éviter toute rupture d'égalité de traitement entre les dossiers introduits antérieurement et ceux introduits postérieurement à l'entrée en vigueur du décret-programme du 16 décembre 1998;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a les Finances dans ses attributions;

2° décret : le chapitre II du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998;

3° entreprise : la personne physique ou la personne morale constituée sous la forme commerciale, visée à l'article 60*bis*, § 1^{er}, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, à l'exclusion des professions libérales, qu'elles soient exercées à titre individuel ou sous forme de société;

4° administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

5° continuateurs : les personnes qui recueillent des biens ou des titres au sens de l'article 60*bis* du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret;

6° intermédiaire : le mandataire désigné par les continuateurs auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration;

7° titres : les actions et parts sociales, à l'exclusion des créances obligataires.

Art. 2. Le directeur général de l'administration est habilité à délivrer les attestations visées par le décret. Il peut déléguer cette compétence aux fonctionnaires de l'administration.

Art. 3. § 1^{er}. La demande de délivrance de l'attestation prévue par le décret est envoyée à l'administration par les continuateurs ou leur intermédiaire sous pli recommandé.

§ 2. La demande de délivrance de l'attestation, dont le modèle figure en annexe I du présent arrêté mentionne :

1° les nom et prénoms, la date de naissance, la date de décès du de cujus et son dernier domicile;

2° l'adresse complète du bureau de perception des droits de succession auprès duquel la déclaration de succession sera déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession;

3° les noms, prénoms et domiciles de tous les continuateurs;

4° la dénomination ou la raison sociale, le numéro d'inscription au registre de commerce, les numéros d'identification à la TVA et à l'ONSS ainsi que l'adresse de l'entreprise pour laquelle l'avantage prévu par l'article 60*bis* du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, est sollicité;

5° le nombre de travailleurs engagés par l'entreprise sous contrat de travail et soumis à l'ONSS, exprimé en équivalent temps plein, au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre du décès du de cujus. Ne sont pas concernés, les travailleurs visés à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

6° la valeur nette des avoirs visés à l'article 60*bis*, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret ou de tous les titres visés à l'article 60*bis*, § 1^{er}, 2°, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, calculée conformément à l'article 60*bis*, § 2, du Code des droits de succession, ainsi que le nombre de titres qui sont en possession du défunt ou des continuateurs avant et après le décès.

§ 3. La demande de délivrance de l'attestation est accompagnée de copies certifiées sincères des documents suivants :

1° soit les comptes annuels de l'année précédant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu du siège de direction effective de l'entreprise, soit l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques, ainsi que la liste des biens recueillis affectés à l'exploitation visée à l'article 60*bis*, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° le cas échéant, la copie du pacte d'actionnariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 3, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret.

§ 4. La demande de délivrance de l'attestation est datée et signée par les continuateurs ou leur intermédiaire. Les continuateurs ou leur intermédiaire déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets.

Art. 4. L'administration délivre dans un délai n'excédant pas 30 jours ouvrables, calculé à dater de la réception de la demande visée à l'article 3, une attestation dont le modèle figure en annexe II du présent arrêté.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 3, § 2, ou n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 3, § 3, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les continuateurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

L'attestation est délivrée en trois exemplaires dont deux originaux et une copie certifiée conforme datés et signés par le directeur général de l'administration ou son délégué.

Le premier original est signifié aux continuateurs ou à leur intermédiaire et est destiné à être joint à la déclaration de succession et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, la copie étant gardée par les continuateurs ou leur intermédiaire.

Art. 5. Les continuateurs ayant bénéficié du taux réduit sur les droits de succession sont tenus de communiquer à l'administration au cours de chacune des cinq années qui suivent le décès du de cujus et au plus tard à la fin du trimestre anniversaire du trimestre du décès du de cujus, une déclaration dont le modèle figure en annexe III du présent arrêté, attestant que les conditions visées à l'article 60bis, § 3, du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret, restent remplies.

Cette déclaration mentionne le numéro de l'attestation délivrée en vertu de l'article 4 et est accompagnée d'une copie certifiée sincère des documents suivants :

1° soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de chaque année révolue suivant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu où le siège de direction effective est établi, soit, pour les personnes physiques, l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de la Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres de chaque année révolue suivant le décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° le cas échéant, la copie du pacte d'actionnariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 3 du Code des droits de succession, inséré en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret.

Art. 6. L'administration délivre aux continuateurs ou à leur intermédiaire, dans un délai n'excédant pas 30 jours ouvrables, calculé à dater de la réception de la déclaration visée à l'article 5, une attestation dont le modèle figure en annexe IV du présent arrêté.

Lorsque la déclaration n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 5, alinéa 2, le délai susvisé ne prend cours qu'à partir de la date de réception par l'administration des données ou des documents faisant défaut. En ce cas, l'administration avertit les continuateurs ou leur intermédiaire, dans les dix jours ouvrables de la réception de la déclaration, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents qui font défaut.

En cas de décision favorable, l'administration délivre aux continuateurs ou à leur intermédiaire, un exemplaire original et une copie certifiée conforme de l'attestation.

En cas de décision défavorable, l'attestation est délivrée en trois exemplaires, dont deux originaux datés et signés par le Directeur général de l'administration ou son délégué et une copie certifiée conforme. Le premier original est délivré aux continuateurs ou à leur intermédiaire et le deuxième original est envoyé directement au receveur des droits de succession compétent, tandis que la copie est gardée par les continuateurs ou leur intermédiaire.

Art. 7. En cas de décision défavorable en ce qui concerne les attestations visées aux articles 4 et 6 du présent arrêté, les continuateurs ou leur intermédiaire peuvent introduire un recours par pli recommandé auprès de l'administration dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la notification de la décision.

L'administration instruit le recours et le Ministre notifie sa décision aux continuateurs dans un délai de 30 jours à dater de la réception du recours.

Art. 8. En cas de non-respect des dispositions visées à l'article 60bis, § 3, les droits de succession sont dus conformément au tarif général des droits de succession.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 11. Le Ministre du Budget et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J-CI. VAN CAUWENBERGHE

Annexe I

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 place de la Wallonie 1
 5100 Jambes
 Tél. : 081/33 31 11

Formulaire de demande de délivrance de l'attestation en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises en application de l'article 60bis du Code des droits de succession modifié, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports (*Moniteur belge* du 27 janvier 1998) et par le décret-programme du 16 décembre 1998 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1998) et l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Partie I : Renseignements relatifs à la succession

L'attestation qui fait l'objet de la présente demande sera utilisée pour solliciter l'avantage prévu par l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998.

Cette attestation sera annexée à la déclaration de succession de :

Nom et prénoms :

Né(e) le : à

Décédé(e) le à

Domicilié(e) en dernier lieu à

..... (adresse complète)

qui sera déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession au bureau du Receveur établi à :

..... (adresse complète du bureau du Receveur compétent)

dont la (les) personne(s) ci-après est (sont) le(s) continuateur(s) :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

La (les) personne(s) précitée(s) présente(nt) la demande de délivrance de l'attestation et désigne(nt) le mandataire suivant, en qualité d'intermédiaire, auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :

Nom et prénom :

Adresse :

Tél :

Fax :

Partie II : Renseignements relatifs à l'entreprise

II. 1. Personne physique	
Nom :	
Prénoms :	
Adresse :	
Registre de commerce : n° - RC de Date :	
Identification TVA : n°	
Numéro d'immatriculation à l'ONSS :	
Description succincte de l'activité :	
.....	
.....	

II. 2. Personne morale	
Dénomination commerciale :	
Raison sociale :	
Forme juridique :	
Adresse du siège social :	
Adresse du siège d'exploitation :	
Registre de commerce : n° RC de date :	
Identification TVA : n°	
Numéro d'immatriculation à l'ONSS :	
N° de Code NACE et description succincte de l'activité :	
.....	
.....	

II. 3. Travailleurs employés au cours des quatre trimestres précédant le trimestre du décès exprimés en équivalent temps plein (1)					
Trimestres	Régime 5 jours/semaine		Régime 6 jours/semaine		Total A + B
	Nbre de jours	NJ/65,25 = A	Nbre de jours	NJ/78,25 = B	
1 ^{er}					
2e					
3e					
4e					

II. 4. Travailleurs soumis à la législation en vigueur en matière de sécurité sociale d'un Etat membre de l'Union européenne et employés au cours des quatre trimestres exprimés en équivalent temps plein (2)	
Trimestres	Nombre de travailleurs en ETP
1 ^{er}	
2e	
3e	
4e	

II. 5. Composition du capital social (3)

a) Nombre de titres composant le capital social - Valeur nette de l'ensemble des titres :

Nombre	Valeur nette

b) Situation avant le décès du de cujus : - nombre de titres en possession du de cujus

Nombre	Valeur nette

- nombre de titres en possession des continuateurs

Nom et prénom	Nombre	Valeur nette
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10		

c) Situation après le décès du de cujus : - nombre de titres en possession des continuateurs

Nom et prénom	Nombre	Valeur nette
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10		

II. 6. Valeur nette et liste des biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession telle qu'elle résulte de l'annexe à la déclaration en matière d'impôts des personnes physiques (4)

--

Partie III : Annexes à joindre

Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation sera accompagné de copies certifiées sincères des documents suivants :

1° soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de l'année précédant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu où le siège de direction effective est établi, soit, pour les personnes physiques, l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;

2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les Institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;

3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;

4° la cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 3, du Code des droits de succession, inséré en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret.

Partie IV : Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à observer la réglementation en matière de taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Date :

Signatures

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande	Numéro de dossier attribué	Traité par
Le dossier est complet	Oui Documents manquants demandés Non le	Documents manquants ou compléments d'information reçus le

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe II

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
place de la Wallonie 1
Jambes
Tél. : 081/33 31 11

Attestation

La présente attestation est délivrée en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998 ainsi que de son arrêté d'exécution à :

.....
.....
.....
..... (noms, prénoms, adresses)

ayant présenté une demande à cet effet le :

en leur qualité de continuateurs de :

nom et prénoms :

né(e) le : et décédé(e) le :

pour lequel (laquelle) la déclaration de succession sera déposée, conformément à l'article 38 du Code des droits de succession, au bureau des droits de succession établi à :

.....

et ayant désigné en qualité d'intermédiaire la personne mentionnée ci-après, à laquelle toute signification et communication peuvent être valablement faites par l'administration :

Nom et prénom :

Adresse :

.....

numéro de téléphone : Numéro de télécopie :

Concernant l'entreprise :

ayant son siège à :

inscrite au registre de commerce de : sous le numéro :

et ayant le numéro de TVA :

Décision de l'administration	
L'entreprise remplit ne remplit pas (5) les conditions visées à l'article 60bis, § 1 ^{er} du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transport, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998, pour les raisons suivantes	
1. 60bis, § 1 ^{er}	(6)
2. 60bis, § 1 ^{er} , 1 ^o	
3. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , alinéa 1 ^{er}	
4. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , alinéa 2	
5. 60bis, § 1 ^{er} , 2 ^o , alinéa 3	

La présente attestation portant le numéro de dossier et est délivrée le

Au nom du Gouvernement wallon,

Le fonctionnaire délégué.

Avis important
Une réclamation motivée contre la présente décision peut être adressée sous pli recommandé dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la notification de la présente attestation auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie 1, bât. II, 3e étage à 5100 Jambes.
Dans un délai de 30 jours, le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions notifie sa décision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe III

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Economie et de l'Emploi

place de la Wallonie 1

Jambes

Tél. : 081/33 31 11

Notification annuelle du respect des conditions visées à l'article 60bis, § 3 du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998.

Partie I. — Renseignements relatifs à la succession

La présente notification est relative à l'attestation délivrée en vue de l'obtention du taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises portant le numéro de dossier, délivrée aux personnes mentionnées ci-après le concernant la succession de :

Nom et prénoms :

Né(e) le : et décédé(e) le :

Domicilié(e) en dernier lieu à :

pour lequel (laquelle) une déclaration de succession a été déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession au bureau des droits de succession, établi à :

le et est inscrite sous le numéro :

Le ou les continueurs mentionnés ci-après :

	Nom	Prénoms	Adresse
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
...			

ayant désigné le mandataire suivant en qualité d'intermédiaire, auquel toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :

Nom et prénoms :

Adresse :

N° de téléphone :N° de télécopie :

Déclare (nt) :

1° qu'il(s) a (ont) bénéficié d'une réduction des droits de succession en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret;

2° que l'entreprise a poursuivi une activité au cours de l'exercice

3° que le nombre de travailleurs, exprimé en unités de temps plein a été maintenu à 75 % du nombre déterminé dans la demande de délivrance d'attestation faite le

4° que les avoirs investis ou le capital social n'a pas diminué à la suite de prélèvements ou de distributions.

Partie II. — Renseignements relatifs à l'entreprise

II. 1. Personne physique	
Nom :	
Prénoms :	
Adresse :	
Registre de commerce : n° - RC de Date :	
Identification TVA : n°	
Numéro d'immatriculation à l'ONSS :	
Description succincte de l'activité :	
.....	

II. 2. Personne morale	
Dénomination commerciale :	
Raison sociale :	
Forme juridique :	
Adresse du siège social :	
Adresse du siège d'exploitation :	
Registre de commerce : n° RC de date :	
Identification TVA : n°	
Numéro d'immatriculation à l'ONSS :	
Numéro de code NACE :	
Description succincte de l'activité :	
.....	

II. 3. Travailleurs employés au cours des quatre trimestres précédant le trimestre du décès exprimés en équivalent temps plein (1)					
Trimestres	Régime 5 jours/semaine		Régime 6 jours/semaine		Total A + B
	Nbre de jours	NJ/65,25 = A	Nbre de jours	NJ/78,25 = B	
1 ^{er}					
2 ^{ème}					
3 ^{ème}					
4 ^{ème}					

II. 4. Travailleurs soumis à la législation en vigueur en matière de sécurité sociale d'un Etat membre de l'Union européenne et employés au cours des quatre trimestres exprimés en équivalent temps plein (2)	
Trimestres	Nombre de travailleurs en ETP
1 ^{er}	
2 ^{ème}	
3 ^{ème}	
4 ^{ème}	

II. 5. Composition du capital social (9)

a) Nombre de titres composant le capital social - valeur nette de l'ensemble des titres

Nombre	Valeur nette

b) Rappel de la situation avant le décès du de cujus - nombre de titres en possession du de cujus

Nombre	Valeur nette

- nombre de titres en possession des continuateurs

Nom et prénom	Nombre	Valeur nette
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

c) Modifications annuelles de l'actionariat.

Au terme de chaque année écoulée, communiquer les modifications intervenues dans l'actionariat durant la période de 5 années qui suit le décès du de cujus

Nom et prénom	Nombre	Valeur nette
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

II. 6. Valeur nette et liste des biens visés à l'article 60bis, § 1^{er}, 1°, du Code des droits de succession telle qu'elle résulte de l'annexe à la déclaration en matière d'impôts des personnes physiques (10)

--

Partie III. — Annexes à joindre

Les copies certifiées sincères des documents suivants sont jointes à la présente notification :

- 1° soit, pour les personnes morales, les comptes annuels de chaque année révolue suivant le décès du de cujus, établis conformément à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises ou en vertu de la législation applicable au lieu où le siège de direction effective est établi, soit, pour les personnes physiques, l'annexe à la déclaration en matière d'impôt des personnes physiques;
- 2° soit les déclarations statistiques à l'Office national de Sécurité sociale et les relevés individuels afférents aux quatre trimestres de chaque année révolue suivant le décès du de cujus, soit les documents analogues, délivrés par les Institutions compétentes des Etats membres de l'Union européenne, en vertu de leur législation, permettant de déduire sans équivoque le nombre de travailleurs employés par l'entreprise exprimé en équivalent temps plein;
- 3° les copies du registre des actions nominatives et, le cas échéant, du registre de la dernière assemblée générale;
- 4° la cas échéant, la copie du pacte d'actionariat visé à l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 3 du Code des droits de succession, inséré en ce qui concerne la Région wallonne par le décret.

Partie IV. — Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à observer la réglementation en matière de taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Date :

Signatures

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande	Numéro de dossier attribué	Traité par
Le dossier est complet Oui Non	Documents manquants demandés le	Documents manquants ou compléments d'information reçus le

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe IV

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
place de la Wallonie 1
Jambes
Tél. : 081/33 31 11

Attestation annuelle délivrée conformément à l'article 60bis, § 3 du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998.

Vu la première attestation délivrée en date du à :

Nom	Prénoms	Adresse
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Continueur(s) de :

Nom, prénoms :

Décédé(e) le :

Au(x)quel(s) la réduction des droits de succession a été accordée en vertu de l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret

en ce qui concerne l'entreprise :

ayant son siège à :

inscrite au Registre de commerce de sous le numéro :

et assujettie à la TVA sous le numéro :

Le soussigné atteste que :

1° D'après les informations et documents fournis dans la notification annuelle du inscrite sous le numéro, les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession sont remplies conformément à l'article 60bis du Code des droits de succession, inséré, en ce qui concerne la Région wallonne, par le décret-programme du 17 décembre 1997, modifié par celui du 16 décembre 1998.	
2° D'après les informations et documents fournis dans la notification annuelle du inscrite sous le numéro, les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits de succession ne sont plus remplies pour les raisons suivantes (11) :	
a. Art. 60bis, § 3, 1°	
b. Art. 60bis, § 3, 2°	
c. Art. 60bis, § 3, 3°	

La présente attestation est délivrée le et remplace l'attestation délivrée en date du

Au nom du Gouvernement wallon,

Le fonctionnaire délégué.

Avis important

Une réclamation motivée contre la présente décision peut être adressée sous pli recommandé dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la notification de la présente attestation auprès du Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, place de la Wallonie 1, bât. II, 3ème étage à 5100 Jambes.

Dans un délai de 30 jours, le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions notifie sa décision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif au taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Notes

(1) Compléter le tableau ci-dessus en mentionnant pour les 4 trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus le nombre de journées rémunérées et assimilées pour les employés et ouvriers (à l'exclusion des stagiaires AR n° 230 et des apprentis) en fonction du régime de travail (5 ou 6 jours par semaine). Si l'entreprise occupe ou a occupé des personnes ne prestant pas des journées complètes, indiquez, en annexe, leur nom, les périodes au cours desquelles elles ont travaillé à temps partiel et selon quel horaire. Si le nombre obtenu dans la colonne "Total A + B" dépasse une unité et n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5.

(2) Indiquer, en annexe, la législation en vigueur conformément au Règlement (CEE) n° 1408/71.

(3) Uniquement pour les personnes morales.

(4) Uniquement pour les personnes physiques.

(5) Biffer la mention inutile ainsi que les cases justificatives.

(6) Indiquer la motivation en fait adéquate.

(7) Compléter le tableau ci-dessus en mentionnant pour les 4 trimestres précédant le trimestre de décès du de cujus le nombre de journées rémunérées et assimilées pour les employés et ouvriers (à l'exclusion des stagiaires AR n° 230 et des apprentis) en fonction du régime de travail (5 ou 6 jours par semaine). Si l'entreprise occupe ou a occupé des personnes ne prestant pas des journées complètes, indiquez, en annexe, leur nom, les périodes au cours desquelles elles ont travaillé à temps partiel et selon quel horaire. Si le nombre obtenu dans la colonne "Total A + B" dépasse une unité et n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5.

(8) Indiquer, en annexe, la législation en vigueur conformément au Règlement (CEE) n° 1408/71.

(9) Uniquement pour les personnes morales.

(10) Uniquement pour les personnes physiques.

(11) Cocher la case justificative et indiquer la motivation en fait adéquate.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1160

[C - 99/27301]

17. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, insbesondere des Artikels 2, durch den ein Artikel 60bis in das Erbschaftssteuergesetzbuch eingefügt wird, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1^{er}, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das Programmdekret vom 16. Dezember 1998 das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, insbesondere seines Kapitel II bezüglich der Bestimmungen, die einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer einführen, abgeändert hat, und am 1. Januar 1999 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, daß das Inkrafttreten des Programmdekrets vom 16. Dezember 1998 die Abänderung des Erlasses der Regierung vom 30. April 1998 über den ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer notwendig macht, und daß die Weiterführung oder die Übertragung von Betrieben weiter unterstützt werden soll;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß am 1. Januar 1999 wirksam werden muß, damit jegliche Unterbrechung der Gleichbehandlung zwischen den vorher eingereichten und den nach dem Inkrafttreten des Programmdekrets vom 16. Dezember 1998 eingereichten Anträge vermieden wird;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören;

2° das Dekret: Kapitel II des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998;

3° der Betrieb: jede natürliche oder juristische Person, die in Form einer Handelsgesellschaft gegründet wurde und die in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches genannt wird, mit Ausnahme der Freiberufe, unabhängig davon, ob sie individuell oder im Rahmen einer Gesellschaft ausgeübt werden;

4° die Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° die Fortsetzer: die Personen, die im Sinne des für die Wallonische Region durch das Dekret eingefügten Artikels 60 bis des Erbschaftsteuerbuches Güter oder Wertpapiere erhalten;

6° der Vermittler: der von den Fortsetzern bezeichnete Bevollmächtigte, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann;

7° die Wertpapiere: die Aktien und Geschäftsanteile, mit Ausnahme der Obligationsforderungen.

Art. 2 - Der Generaldirektor der Verwaltung ist befugt, die in dem Dekret angeführten Bescheinigungen auszustellen. Er kann diese Befugnis auf die Beamten der Verwaltung übertragen.

Art. 3 - § 1. Der Antrag auf Ausstellung der in dem Dekret angeführten Bescheinigung wird durch die Fortsetzer oder ihren Vermittler per Einschreibebrief an die Verwaltung gerichtet.

§ 2. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung, für den in der Anlage I ein Muster beigefügt wird, umfaßt folgende Informationen:

1° Name und Vorname, Geburtsdatum, Sterbedatum des Erblassers sowie dessen letzter Wohnsitz;

2° die vollständige Anschrift des Einnahmeamtes der Erbschaftssteuern, bei dem die Erbschaft gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches angemeldet wird;

3° Name, Vorname und Wohnsitz eines jeden Fortsetzers;

4° die Gesellschaftsbezeichnung oder die Firma, die Eintragsnummer im Handelsregister, die Erkennungsnummer beim Mehrwertsteueramt und bei dem Landesamt für Soziale Sicherheit sowie die Anschrift des Betriebs, für den die Anwendung des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Vorteils beantragt wird;

5° die Anzahl der Arbeitnehmer, die mit dem Betrieb in einem Arbeitsvertragsverhältnis stehen und beim Landesamt für Soziale Sicherheit eingetragen sind, ausgedrückt in Vollzeiteinheiten, und zwar für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist. Die in Artikel 5 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge angeführten Arbeitnehmer sind nicht betroffen.

6° der Nettobetrag des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis § 1^{er}, 1°, des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Vermögens oder aller in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis § 1^{er}, 2°, des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Wertpapiere, der gemäß Artikel 60bis § 2 des Erbschaftssteuergesetzbuches berechnet wurde, sowie die Anzahl der Wertpapiere, die vor und nach dem Ableben im Besitz des Verstorbenen oder der Fortsetzer sind.

§ 3. Dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung werden beglaubigte Abschriften folgender Schriftstücke beigefügt:

1° entweder der Jahresabschluß des Jahres vor dem, in dem Erblasser verstorben ist, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder die Anlage zur Steuererklärung der natürlichen Personen, sowie die Liste der geerbten Güter, die für den in Artikel 60 bis, § 1, 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnten Betrieb bestimmt sind;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl der in den Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;
 4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieninhaber.

§ 4. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung wird von den Fortsetzern oder ihrem Vermittler datiert und unterzeichnet. Die Fortsetzer oder ihr Vermittler geben eine ehrenwörtliche Erklärung ab, in der sie die Richtigkeit und Vollständigkeit der übermittelten Angaben und beigefügten Schriftstücke bescheinigen.

Art. 4 - Innerhalb einer Frist von höchstens 30 Arbeitstagen, die ab dem Eingang des in Artikel 3 angeführten Antrags berechnet wird, stellt die Verwaltung eine Bescheinigung aus, für die in der Anlage II des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird.

Umfaßt der Antrag nicht die gesamten in Artikel 3, § 2 angeführten Angaben oder fehlen die in Artikel 3, § 3 angeführten Beweisstücke, läuft die vorerwähnte Frist erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Schriftstücke bei der Verwaltung eingegangen sind.

In diesem Fall teilt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags mit, daß dieser unvollständig ist und gibt an, welche Angaben oder Schriftstücke fehlen.

Die Bescheinigung wird in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei Originale und eine beglaubigte Abschrift, die durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden.

Das erste Original wird den Fortsetzern oder ihrem Vermittler zugestellt und dient dazu, der Erbschaftsanmeldung beigefügt zu werden. Das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift schließlich bleibt im Besitz der Fortsetzer oder ihres Vermittlers.

Art. 5 - Die Fortsetzer, die in den Genuß des ermäßigten Steuersatzes der Erbschaftsteuer gelangt sind, haben die Pflicht, im Laufe jedes der fünf auf das Todesjahr des Erblassers folgenden Jahre und spätestens am Ende des Quartals, in dem sich der Tod des Erblassers jährt, eine Erklärung an die Verwaltung zu richten, für die in der Anlage III des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird und die bescheinigt, daß die in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen noch stets erfüllt sind.

Diese Erklärung beinhaltet die Nummer der gemäß Artikel 4 ausgestellten Bescheinigung. Ebenfalls beigefügt wird eine beglaubigte Abschrift der folgenden Dokumente:

1° entweder, für die juristischen Personen, der Jahresabschluss jedes nach dem Ableben des Erblassers vergangenen Jahres, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder, für die natürlichen Personen, die Anlage zur Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale von jedem nach dem Ableben des Erblassers vergangenen Jahr, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl der in dem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Registers der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60 bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens des Aktieninhaber.

Art. 6 - Innerhalb einer Frist von höchstens 30 Arbeitstagen, die ab dem Eingang der in Artikel 5 erwähnten Erklärung berechnet wird, stellt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler eine Bescheinigung aus, für die in der Anlage IV des vorliegenden Erlasses ein Muster beigefügt wird.

Umfaßt die Erklärung die in Artikel 5, Absatz 2 erwähnten Beweisstücke nicht, läuft die vorerwähnte Frist erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Schriftstücke bei der Verwaltung eingegangen sind.

In diesem Fall teilt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler innerhalb von zehn Arbeitstagen ab dem Eingang der Erklärung mit, daß diese unvollständig ist und gibt an, welche Angaben oder Schriftstücke fehlen.

Im Falle eines positiven Beschlusses stellt die Verwaltung den Fortsetzern oder ihrem Vermittler ein Original und eine beglaubigte Abschrift der Bescheinigung aus.

Im Falle eines ablehnenden Beschlusses wird die Bescheinigung in dreifacher Ausfertigung ausgestellt. Dabei handelt es sich um zwei Originale, die durch den Generaldirektor der Verwaltung oder dessen Bevollmächtigten datiert und unterzeichnet werden und eine beglaubigte Abschrift. Das erste Original wird den Fortsetzern oder ihrem Vermittler zugestellt. Das zweite Original wird direkt an den zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern gesandt. Die Abschrift schließlich bleibt im Besitz der Fortsetzer oder ihres Vermittlers.

Art. 7 - Ist der Beschluß über die in den Artikeln 4 und 6 des vorliegenden Erlasses angeführten Bescheinigungen ablehnend, sind die Fortsetzer oder ihr Vermittler berechtigt, innerhalb von 15 Tagen ab dem Eingang der Mitteilung des Beschlusses per Einschreibebrief Einspruch bei der Verwaltung zu erheben.

Die Verwaltung überprüft den Einspruch und der Minister teilt den Fortsetzern seinen Beschluß innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs mit.

Art. 8 - Im Falle der Mißachtung der in Artikel 60bis, § 3 angeführten Bestimmungen, müssen Erbschaftssteuern gemäß der allgemeinen Tariftabelle der Erbschaftssteuern entrichtet werden.

Art. 9 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30 April 1998 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer wird aufgehoben.

Art. 10 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1999 wirksam.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage I

Ministerium der Wallonischen Region
 Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
 Place de la Wallonie 1
 Jambes
 Tel.: 081/33 31 11

Antragsformular für die Ausstellung einer Bescheinigung zwecks Anwendung des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in Anwendung des Artikels 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches, für die Wallonische Region abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen (B.S. vom 27. Januar 1998) und das Programmdekret vom 16. Dezember 1998 (B.S. vom 30. Dezember 1998) und den Erlaß der Wallonischen Regierung über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer.

Teil I: Angaben über die Erbschaft

Die Bescheinigung, die Gegenstand des vorliegenden Antrags ist, wird benutzt, um den durch den für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Vorteil zu beantragen, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998.

Diese Bescheinigung wird beigelegt in der Anlage der Erbschaftsanmeldung von:

Name und Vorname(n)

Geboren am in.....

Verstorben am..... in

Letzter Wohnsitz

.....(vollständige Anschrift)

die gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt werden wird im Amt des Einnehmers von:.....

.....(vollständige Anschrift des zuständigen Einnahmeamtes)

deren Fortsetzer die nachstehend angeführte(n) Person(en) ist/sind:

Name	Vornamen	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Die vorangeführten Personen stellen den Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung und bezeichnen folgenden Bevollmächtigten als Vermittler, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname

Anschrift:

Tel.:

Fax:

Teil II: Angaben über den Betrieb

II. 1. Natürliche Person
Name:
Vorname:
Anschrift:
Handelsregister: Nr. - HR von Datum:
Erkennungsnummer MwSt.: Nr.
Eintragungsnummer ONSS:
Kurze Beschreibung der Tätigkeit:
.....
.....

II. 2. Juristische Person
Handelsbezeichnung:
Firma:.....
Rechtsform:
Anschrift des Gesellschaftssitzes:
Anschrift des Betriebssitzes:
Handelsregister: Nr. - HR von Datum:
Erkennungsnummer MwSt.: Nr.
Eintragungsnummer ONSS:
NACE-Kennzahl und kurze Beschreibung der Tätigkeit:
.....
.....

II. 3. Im Laufe der vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Todesfall stattfand, beschäftigte Arbeitnehmer, ausgedrückt in Vollezeiteinheiten (1)					
Quartale	5 Tage/Woche-Regelung		6 Tage/Woche-Regelung		Gesamt A + B
	Anzahl Tage (AT)	AT/65,25 = A	Anzahl Tage	AT/78,25 = B	
1					
2					
3					
4					

II. 4. Arbeitnehmer, die der auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit geltenden Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union unterliegen und die im Laufe der vier Quartale beschäftigt wurden, ausgedrückt in Vollezeiteinheiten (2)	
Quartale	Anzahl Arbeitnehmer in Vollezeiteinheiten
1	
2	
3	
4	

II. 5. Zusammensetzung des Betriebsvermögens (3)

a) Anzahl der Wertpapiere, die das Betriebsvermögen bilden B Nettowert der Gesamtheit der Wertpapiere:

Anzahl	Nettowert

b) Zustand vor dem Ableben des Erblassers: - Anzahl der Wertpapiere im Besitz des Erblassers

Anzahl	Nettowert

- Anzahl der Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer:

Name und Vorname	Anzahl	Nettowert
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		

c) Zustand nach dem Ableben des Erblassers: - Anzahl der Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer

Name und Vorname	Anzahl	Nettowert
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		

II. 6. Nettowert und Liste der Güter, die in Artikel 60bis, § 1^{er}, 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches erwähnt werden, so wie aus der Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen zu erkennen ist (4)

--

Teil III: Beizufügende Anlagen

Dem Antragsformular für die Ausstellung der Bescheinigung sind beglaubigte Abschriften der nachstehend angeführten Schriftstücke beizufügen:

1° entweder für die juristischen Personen, der Jahresabschluß des Jahres vor dem, in dem Erblasser verstorben ist, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes der Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder, für die natürlichen Personen, die Anlage zur Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteneinheiten ausgedrückten Anzahl der in dem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieninhaber.

Teil IV: Ehrenwörtliche Erklärung

Die Unterzeichneten erklären, davon Kenntnis genommen zu haben, daß sie sich gemäß dem Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1933 über die auf dem Gebiet der Subventionen, Entschädigungen und Zulagen jeglicher Art, die vollständig oder teilweise zu Lasten des Staates sind, einzureichenden Erklärungen strafbar machen, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Antrags wissentlich und freiwillig falsche oder unvollständige Angaben machen.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, die Gesetzgebung auf dem Gebiet des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu beachten und der Verwaltung alle für den vorliegenden Antrag zweckdienlichen Informationen zu übermitteln.

Datum:

Unterschriften

Der Verwaltung vorbehalten

Eingangsdatum des Antrags	Zugeteilte Aktennummer	Sachbearbeiter
Die Akte ist vollständig	Ja Nein	Fehlende Dokumente angefordert am
		Fehlende Dokumente oder zusätzliche Informationen erhalten am

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer in der Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage II

Ministerium der Wallonischen Region
Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
Place de la Wallonie 1
Jambes
Tel.: 081/33 31 11

Bescheinigung

Die vorliegende Bescheinigung wird gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, und dessen Durchführungserlaß eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches ausgestellt an:

.....
.....
.....

(Namen, Vornamen, Anschrift)

die zu diesem Zweck einen Antrag eingereicht haben am:

in ihrer Eigenschaft als Fortsetzer von:

Name und Vorname:

geboren am: und verstorben am:

für den die Erbschaftsanmeldung gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt werden wird im Einnahmeamt der Erbschaftssteuern von:

.....
.....

und die die nachstehend angeführte Person als Vermittler bezeichnet haben, an die die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname:

Anschrift:

.....

Telefonnummer: Faxnummer:

bezüglich des Betriebs:

mit Sitz in:

eingetragen in das Handelsregister von: unter der Nummer:

und mit der Mehrwertsteuernr.:

Entscheidung der Verwaltung	
Der Betrieb erfüllt erfüllt nicht (5) die in dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis, § 1 des Erbschaftssteuergesetzbuches, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, angeführten Bedingungen, aus folgenden Gründen	
1. 60bis, § 1	(6)
2. 60bis, § 1, 1°	
3. 60bis, § 1, 2°, Absatz 1	
4. 60 bis, § 1, 2°, Absatz 2	
5. 60bis, § 1, 2°, Absatz 3	

Die vorliegende Bescheinigung mit der Aktennummer wird ausgestellt am

Im Namen der Wallonischen Regierung,

Der beauftragte Beamte.

Wichtige Mitteilung
Gegen die vorliegende Entscheidung kann per Einschreiben ein begründeter Einspruch erhoben werden innerhalb von 15 Tagen ab dem Eingangsdatum der Mitteilung der vorliegenden Bescheinigung. Dieser Einspruch ist zu richten an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, Place de la Wallonie, 1, Gebäude II, 3. Stock in 5100 Jambes.
Innerhalb von dreißig Tagen teilt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, seinen Beschluß mit.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage III

Ministerium der Wallonischen Region

Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung

Place de la Wallonie 1

Jambes

Tel.: 081/33 31 11

Jährliche Erklärung der Beachtung der in dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Bedingungen.

Teil I: Angaben über die Erbschaft

Die vorliegende Erklärung bezieht sich auf die Bescheinigung, die ausgestellt wird, um in den Genuß des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer zu gelangen, mit der Aktennummer, die den nachstehend angeführten Personen am ausgestellt wurde und folgende Erbschaft betrifft:

Name und Vorname:

geboren am: und verstorben am:

Letzter Wohnsitz:

für den die Erbschaftsanmeldung gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt wurde im Einnahmeamt der Erbschaftssteuern von:

am und eingetragen unter der Nummer:

Der bzw. die nachstehend angeführte(n) Fortsetzer:

Name	Vorname	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

der bzw. die die nachstehend angeführten Bevollmächtigten als Vermittler bezeichnet hat bzw.haben, an den die Verwaltung ordnungsgemäß alle Zustellungen und Mitteilungen richten kann:

Name und Vorname:

Anschrift:

Telefonnummer: Faxnummer:

erklärt bzw. erklären:

1° daß er bzw. sie gemäß dem für die Wallonische Region durch das Dekret vom 17. Dezember 1997 eingefügten Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftssteuer gelangt ist bzw. sind;

2° daß das Unternehmen seine Tätigkeit im Laufe des Geschäftsjahres weitergeführt hat;

3° daß die Anzahl der Arbeitnehmer, ausgedrückt in Vollzeiteneinheiten, auf ein Niveau von 75 % der in dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung vom festgelegten Anzahl gehalten wurde;

4° daß die investierten Mittel oder das Gesellschaftskapital nicht durch Abbuchungen oder Auszahlungen verringert wurde.

Teil II: Angaben über den Betrieb

II. 1. Natürliche Person	
Name:	
Vorname:	
Anschrift:	
Handelsregister: Nr. - HR von Datum:	
Erkennungsnummer MwSt.: Nr.	
Eintragungsnummer ONSS:	
Kurze Beschreibung der Tätigkeit:	
.....	

II. 2. Juristische Person	
Handelsbezeichnung:	
Firma:	
Rechtsform:	
Anschrift des Gesellschaftssitzes:	
Anschrift des Betriebssitzes:	
Handelsregister: Nr. - HR von Datum:	
Erkennungsnummer MwSt.: Nr.	
Eintragungsnummer ONSS:	
NACE - Kennzahl:	
Kurzbeschreibung der Aktivitäten:	
.....	

II. 3. Im Laufe der vier Quartale des vollendeten Jahres nach dem Todesfall beschäftigte Arbeitnehmer, ausgedrückt in Vollzeiteinheiten (7)					
Quartale	5 Tage/Woche-Regelung		6 Tage/Woche-Regelung		Gesamt A + B
	Anzahl Tage (AT)	AT/65,25 = A	Anzahl Tage	AT/78,25 = B	
1					
2					
3					
4					

II. 4. Arbeitnehmer, die der auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit geltenden Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union unterliegen und die im Laufe der vier Quartale beschäftigt wurden, ausgedrückt in Vollzeiteinheiten (8)	
Quartale	Anzahl Arbeitnehmer in Vollzeiteinheiten
1	
2	
3	
4	

II.5. Zusammensetzung des Betriebskapitals (9)

a) Anzahl der Wertpapiere, die das Betriebskapital bilden B Nettowert der Gesamtheit der Wertpapiere

Anzahl	Nettowert

b) Zustand vor dem Ableben des Erblassers B Anzahl der Wertpapiere im Besitz des Erblassers

Anzahl	Nettowert

- Anzahl der Wertpapiere im Besitz der Fortsetzer

Name und Vorname	Anzahl	Nettowert
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

a) Jährliche Änderungen der Teilhaberstruktur.

Am Ende jedes vergangenen Jahres die in der Teilhaberstruktur während der fünfjährigen Periode nach dem Ableben des Erblassers eingetretenen Änderungen mitteilen

Name und Vorname	Anzahl	Nettowert
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

II. 6 Nettowert und Liste der in Artikel 60bis, § 1^{er}, 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Guthaben, so wie er aus der Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen zu erkennen ist (10)

--

Teil II: Beizufügende Anlagen

Der vorliegenden Mitteilung sind beglaubigte Abschriften der nachstehend angeführten Schriftstücke beizufügen:

1° entweder, für die juristischen Personen, der Jahresabschluß des vollendeten Jahres nach dem Tod des Erblassers, aufgestellt gemäß dem Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über die Jahreskonten der Unternehmen oder gemäß der am Ort des effektiven Sitzes zur Geschäftsführung geltenden Gesetzgebung, oder, für die natürlichen Personen, die Anlage der Steuererklärung der natürlichen Personen;

2° entweder die statistischen Erklärungen an das Landesamt für Soziale Sicherheit und die Einzelaufstellungen für die vier Quartale des vollendeten Jahres nach dem Tod des Erblassers, oder ähnliche Dokumente, die von den zuständigen Institutionen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß ihrer Gesetzgebung ausgestellt werden, um eindeutig die Feststellung der in Vollzeiteinheiten ausgedrückten Anzahl der in dem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer zu ermöglichen;

3° die Abschriften des Aktionsbuches der Namensaktien und ggf. des Buches der letzten Hauptversammlung;

4° ggf. die Abschrift des in dem für die Wallonische Region durch Dekret eingefügten Artikel 60bis, § 1, Absatz 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches angeführten Abkommens der Aktieninhaber.

Teil IV: Ehrenwörtliche Erklärung

Die Unterzeichneten erklären, davon Kenntnis genommen zu haben, daß sie sich gemäß dem Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1933 über die auf dem Gebiet der Subventionen, Entschädigungen und Zulagen jeglicher Art, die vollständig oder teilweise zu Lasten des Staates sind, einzureichenden Erklärungen strafbar machen, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Antrags wissentlich und freiwillig falsche oder unvollständige Angaben machen.

Die Unterzeichneten verpflichten sich, die Gesetzgebung auf dem Gebiet des ermäßigten Steuersatzes für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer zu beachten und der Verwaltung alle für den vorliegenden Antrag zweckdienlichen Informationen zu übermitteln.

Datum:

Unterschriften

Der Verwaltung vorbehalten

Eingangsdatum der Mitteilung:	Nr. der ersten Bescheinigung:
Sachbearbeiter:	Die Akte ist vollständig Ja Nein
Fehlende Dokumente angefordert am	Fehlende Dokumente oder zusätzliche Informationen erhalten am

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftsteuer in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage IV

Ministerium der Wallonischen Region
Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung
Place de la Wallonie 1
Jambes
Tel.: 081/33 31 11

Jahresbescheinigung, ausgestellt gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen eingefügten Artikel 60bis, § 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998.

Aufgrund der ersten Bescheinigung ausgestellt am an:

Name	Vorname	Anschrift
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

Fortsetzer von:
 Name, Vorname:
 Verstorben am:
 dem die Ermäßigung der Erbschaftssteuer gemäß dem für die Wallonische Region durch das Dekret eingefügten Artikel 60bis gewährt wurde
 für den Betrieb:
 mit Betriebssitz in:
 eingetragen in das Handelsregister von unter der Nummer:
 und mehrwertsteuerpflichtig unter der Nummer:
 Der Unterzeichnete bescheinigt, daß:

1° Gemäß den Informationen und Schriftstücken, die der jährlichen Erklärung vom, eingetragen unter der Nummer, beigefügt wurden, sind die Bedingungen, um in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftssteuer zu gelangen, gemäß dem für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 eingefügten Artikel 60bis, abgeändert durch das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, erfüllt			
2° Gemäß den Informationen und Schriftstücken, die der jährlichen Erklärung vom, eingetragen unter der Nummer, beigefügt wurden, sind die Bedingungen, um in den Genuß einer Ermäßigung der Erbschaftssteuer zu gelangen aus folgenden Gründen nicht mehr erfüllt (11)			
a.	Art. 60bis, § 3, 1°		
b.	Art. 60bis, § 3, 2°		
c.	Art. 60bis, § 3, 3°		

Die vorliegende Bescheinigung wird am ausgestellt und ersetzt die Bescheinigung vom

Im Namen der Wallonischen Regierung,
 Der beauftragte Beamte.

Wichtige Mitteilung

Gegen die vorliegende Entscheidung kann per Einschreiben ein begründeter Einspruch erhoben werden innerhalb von 15 Tagen ab dem Eingangsdatum der Mitteilung der vorliegenden Bescheinigung. Dieser Einspruch ist zu richten an das Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, Place de la Wallonie 1, Gebäude II, 3. Stock in 5100 Jambes.

Innerhalb von dreißig Tagen teilt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, seinen Beschluß mit.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 über einen ermäßigten Steuersatz für die bei der Übertragung von Betrieben zu entrichtende Erbschaftssteuer in der Anlage beigefügt zu werden.
 Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Notes

(1) Obenstehende Tabelle ausfüllen, wobei für die 4 Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, die Anzahl der vergüteten oder gleichgestellten Tage für die Angestellten und Arbeiter anzugeben ist (mit Ausnahme der Praktikanten KE Nr. 230 und der Lehrlinge) je nach Arbeitszeitregelung (5 oder 6 Tage/Woche). Wenn der Betrieb Personen beschäftigt oder beschäftigt hat, die keine vollen Arbeitstage leisten, geben Sie bitte in der Anlage deren Namen an, die Zeitspannen, während denen sie gearbeitet haben und zu welchem Lohn sie vergütet wurden. Wenn das Ergebnis in der Spalte "Gesamt A + B" größer als eine Einheit und keine ganze Zahl ist, so wird sie auf die nächste Einheit auf- bzw. abgerundet, je nachdem ob die erste Dezimalzahl größer oder gleich als fünf ist, oder nicht.

(2) In der Anlage die geltende Gesetzgebung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 angeben.

(3) Ausschließlich für die juristischen Personen

(4) Ausschließlich für natürliche Personen.

(5) Unzutreffendes sowie die Spalten zur Rechtfertigung streichen.

(6) Die faktisch angemessene Begründung anführen.

(7) Obenstehende Tabelle ausfüllen, wobei für die 4 Quartale vor dem Quartal, in dem der Erblasser verstorben ist, die Anzahl der vergüteten oder gleichgestellten Tage für die Angestellten und Arbeiter anzugeben ist (mit Ausnahme der Praktikanten KE Nr. 230 und der Lehrlinge) je nach Arbeitszeitregelung (5 oder 6 Tage/Woche). Wenn der Betrieb Personen beschäftigt oder beschäftigt hat, die keine vollen Arbeitstage leisten, geben Sie bitte in der Anlage deren Namen an, die Zeitspannen, während denen sie gearbeitet haben und zu welchem Lohn sie vergütet wurden. Wenn das Ergebnis in der Spalte "Gesamt A + B" größer als eine Einheit und keine ganze Zahl ist, so wird sie auf die nächste Einheit auf- bzw. abgerundet, je nachdem ob die erste Dezimalzahl größer oder gleich als fünf ist, oder nicht.

(8) In der Anlage die geltende Gesetzgebung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 angeben.

(9) Ausschließlich für juristische Personen

(10) Ausschließlich für natürliche Personen.

(11) Die Spalte zur Rechtfertigung ankreuzen und die faktisch angemessene Begründung angeben.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1160

[C - 99/27301]

**17 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht**

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, inzonderheid op artikel 2, waarbij een artikel 60bis is ingevoegd in het Wetboek der Successierechten, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het programmadecreet van 16 december 1998 wijzigingen heeft aangebracht in het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, inzonderheid in hoofdstuk II wat betreft de bepalingen tot invoering van een verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht, en in werking is getreden op 1 januari 1999;

Overwegende dat het besluit van de Regering van 30 april 1998 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht gewijzigd moet worden ten gevolge van de inwerkingtreding van het programmadecreet van 16 december 1998, en dat verder steun moet worden verleend inzake de continuïteit of de overdracht van de ondernemingen;

Overwegende dat dit besluit uitwerking moet hebben op 1 januari 1999, zodat de dossiers die vóór de inwerkingtreding van het programmadecreet van 16 december 1998 zijn ingediend en die welke na die datum zijn ingediend op dezelfde wijze kunnen worden behandeld;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van Financiën;

2° het decreet : hoofdstuk II van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998;

3° de onderneming : natuurlijke of rechtspersoon in de vorm van een handelsvennootschap, zoals bedoeld in artikel 60bis, § 1, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd, met uitsluiting van de vrije beroepen die individueel of in de vorm van een vennootschap worden uitgeoefend;

4° het bestuur : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° de voortzetters : de personen die goederen of effecten verkrijgen in de zin van artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd;

6° de tussenpersoon : de door de voortzetters aangewezen gemachtigde aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig gericht kunnen worden door het bestuur;

7° de effecten : de aandelen en de inbreng, met uitzondering van de obligatieschuldvorderingen.

Art. 2. De directeur-generaal van het bestuur is bevoegd om de in het decreet bedoelde attesten af te geven. Hij kan deze bevoegdheid aan ambtenaren van zijn bestuur opdragen.

Art. 3. § 1. De voortzetters of hun tussenpersoon moeten hun aanvraag om attestafgifte bij aangetekende brief aan het bestuur richten.

§ 2. Het aanvraagformulier voor de attestafgifte, dat moet beantwoorden aan het model in bijlage I, bevat de volgende gegevens :

1° de naam, voornamen, geboortedatum, datum van overlijden van de de cujus en zijn laatste woonplaats;

2° het volledige adres van het ontvangkantoor der successierechten waar de aangifte van nalatenschap overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der Successierechten zal worden neergelegd;

3° de naam, voornamen en woonplaats van alle voortzetters;

4° de naam of firma, het inschrijvingsnummer in het handelsregister, de BTW- en RSZ-nummers en het adres van de onderneming die het voorwerp is van de aanvraag om het voordeel bedoeld in artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd;

5° het aantal werknemers die de onderneming, in de loop van de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cujus overleden is, bij arbeidsovereenkomst voltijds in dienst genomen heeft en die onder de RSZ vallen. De werknemers bedoeld in artikel 5 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten komen niet in aanmerking;

6° de nettowaarde van de activa bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1°, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd, of van alle effecten bedoeld in artikel 60bis, § 1, 2°, van het Wetboek der Successierechten dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd, berekend overeenkomstig artikel 60bis, § 2, van het Wetboek der Successierechten, alsook het aantal effecten in handen van de erflater of de voortzetters vóór of na het overlijden.

§ 3. Bij de aanvraag om attestafgifte dient een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende bescheiden te worden gevoegd :

1° hetzij de jaarrekeningen van het jaar voorafgaand aan het overlijden van de de cujus, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is, hetzij de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting, alsook de lijst van de verkregen goederen die bestemd zijn voor de exploitatie bedoeld in artikel 60bis, § 1, 1° van het Wetboek der Successierechten;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele staten voor de vier kwartalen vóór het kwartaal waarin de de cuius overleden is, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de Lidstaten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming in dienst heeft genomen;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd.

§ 4. De aanvraag om attestafgifte moet gedateerd en getekend worden door de voortzitters of hun tussenpersoon. De voortzitters verklaren op hun erewoord dat de verstrekte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn.

Art. 4. Het attest, waarvan het model opgenomen is in bijlage II bij dit besluit, wordt afgegeven door het bestuur binnen een termijn van maximum 30 wekdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de in artikel 3 bedoelde aanvraag.

Wanneer de aanvraag niet alle in artikel 3, § 2, bedoelde gegevens bevat of niet vergezeld gaat van de in artikel 3, § 3, bedoelde bewijsstukken, begint voormelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop het bestuur de ontbrekende gegevens of stukken in ontvangst neemt. In dit geval verwittigt het bestuur de voortzitters of hun tussenpersoon binnen tien wekdagen na ontvangst van de aanvraag dat het formulier niet naar behoren is ingevuld en vermeldt het de ontbrekende gegevens of stukken.

Het attest wordt afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen en één voor eensluidend verklaard afschrift, gedateerd en getekend door de Directeur-generaal van het bestuur of zijn afgevaardigde.

Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de voortzitters of aan hun tussenpersoon en is bij de aangifte van nalatenschap te voegen. Het tweede originele exemplaar wordt rechtstreeks overgemaakt aan de bevoegde ontvanger der successierechten terwijl de voortzitters of hun tussenpersoon het afschrift moeten bewaren.

Art. 5. § 1. De voortzitters die het verlaagd tarief der successierechten hebben genoten, moeten in de loop van elk van de vijf jaren na het overlijden van de de cuius en uiterlijk aan het einde van het kwartaal van de verjaardag van zijn overlijden, bij het bestuur een aangifte indienen waarvan het model in bijlage III bij dit besluit opgenomen is en waaruit blijkt dat is voldaan aan de voorwaarden bedoeld in artikel 60bis, § 3, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd.

Die aangifte vermeldt het nummer van het overeenkomstig artikel 4 afgegeven attest en gaat vergezeld van een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende bescheiden :

1° hetzij, voor rechtspersonen, de jaarrekeningen van elk verstreken jaar volgend op het overlijden van de de cuius, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie van de onderneming gevestigd is, hetzij, voor natuurlijke personen, de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele staten voor de vier kwartalen van elk verstreken jaar volgend op het overlijden van de de cuius, hetzij gelijksoortige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de Lidstaten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit duidelijk kan worden afgeleid hoeveel voltijdse werknemers de onderneming in dienst heeft genomen;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd.

Art. 6. Het attest, waarvan het model opgenomen is in bijlage IV bij dit besluit, wordt door het bestuur aan de voortzitters of hun tussenpersoon afgegeven binnen een termijn van maximum 30 wekdagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de in artikel 5 bedoelde aangifte.

Wanneer de aangifte niet vergezeld gaat van de in artikel 5, tweede lid, bedoelde bewijsstukken, begint voormelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop het bestuur de ontbrekende gegevens of stukken in ontvangst neemt. In dit geval verwittigt het bestuur de voortzitters of hun tussenpersoon binnen tien wekdagen na ontvangst van de aangifte dat het formulier niet naar behoren is ingevuld en vermeldt het de ontbrekende gegevens of stukken.

§ 2. In geval van gunstige beslissing bezorgt het bestuur de voortzitters of hun tussenpersoon een origineel exemplaar en een voor eensluidend verklaard afschrift van het attest.

§ 3. In geval van ongunstige beslissing wordt het attest afgegeven in drie exemplaren, waarvan twee originelen gedateerd en getekend door de Directeur-generaal van het bestuur of diens afgevaardigde en een voor eensluidend verklaard afschrift. Het eerste originele exemplaar wordt overgemaakt aan de voortzitters of aan hun tussenpersoon. Het tweede exemplaar wordt rechtstreeks verzonden aan de bevoegde ontvanger der successierechten, terwijl het afschrift door de voortzitters of hun tussenpersoon wordt bewaard.

Art. 7. In geval van ongunstige beslissing betreffende de in de artikelen 4 en 6 van dit besluit bedoelde attesten, kunnen de voortzitters of hun tussenpersoon binnen 15 dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing bij aangetekende brief beroep instellen bij het bestuur.

Het bestuur onderzoekt het beroep en de Minister geeft de voortzitters kennis van zijn beslissing binnen 30 dagen na ontvangst van het beroep.

Art. 8. Als de in artikel 60bis, § 3, bedoelde bepalingen niet in acht worden genomen, moeten de successierechten betaald worden overeenkomstig het algemeen tarief van de successierechten.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 11. De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage I

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Economie et de l'Emploi

place de la Wallonie 1

5100 Jambes

Tel. : 081/33 31 11

Aanvraagformulier voor de afgifte van het attest waarmee het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht kan worden verkregen overeenkomstig artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, voor het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer (B.S. van 27 januari 1998) en bij het programmadecreet van 16 december 1998 (B.S. van 30 december 1998) en het besluit van de Waalse Regering betreffende het verlaagd tarief der successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Deel I : Gegevens over de nalatenschap

Het attest waarop deze aanvraag betrekking heeft, moet dienen voor de aanvraag van het voordeel bedoeld in artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het decreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998.

Dit attest moet gevoegd worden bij de aangifte van nalatenschap van :

naam en voornaam :

geboren op te

overleden op te

laatst woonachtig te (volledig adres)

en moet overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten neergelegd worden op het kantoor van

de Ontvanger te

(volledig adres van het kantoor van de bevoegde ontvanger)

die de volgende persoon (personen) als wettelijke voortzetter(s) heeft :

Naam	Voornamen	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Bovengenoemde persoon/personen dient/dienen een aanvraag om attestafgifte in en wijzen ondervermelde gemachtigde aan als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

Tel. :

Fax :

Deel II : Gegevens over de onderneming

II. 1. Natuurlijke persoon	
Naam :	
Voornaam :	
Adres :	
Handelsregister : nr. - HR van Datum :	
BTW-nr. :	
RSZ-registratiernr. :	
Beknopte beschrijving van de activiteit :	
.....	
.....	

II. 2. Rechtspersoon	
Naam :	
Firma :	
Rechtsvorm :	
Adres van de zetel van de vennootschap :	
Adres van de bedrijfszetel :	
Handelsregister : nr. HR van datum :	
BTW-nr. :	
RSZ-registratiernr. :	
Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :	
.....	
.....	

II.3. Aantal voltijds tewerkgestelde werknemers tijdens de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden (1)					
Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e kwartaal					
2e kwartaal					
3e kwartaal					
4e kwartaal					

II. 4. Werknemers onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een Lidstaat van de Europese Unie en voltijds tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen (2)	
Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e kwartaal	
2e kwartaal	
3e kwartaal	
4e kwartaal	

II. 5. Samenstelling van het maatschappelijk kapitaal (3)

a) Aantal effecten waaruit het maatschappelijk kapitaal bestaat — Nettowaarde van de gezamenlijke effecten :

Aantal	Nettowaarde

b) Toestand vóór het overlijden van de de cujus :- aantal effecten in handen van de de cujus

Aantal	Nettowaarde

- aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Nettowaarde
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		

c) Toestand na het overlijden van de de cujus : - aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Nettowaarde
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
9.		
10.		

II. 6. Nettowaarde en lijst van de goederen bedoeld in artikel 60*bis*, § 1^{er}, 1^o, van het Wetboek der Successierechten, zoals vastgelegd in de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting (4)

--

Deel III : Bij te voegen bijlagen

Bij het aanvraagformulier voor de afgifte van het attest moet een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende bescheiden worden gevoegd :

1° hetzij, voor rechtspersonen, de jaarrekeningen van het jaar voorafgaand aan het overlijden van de erflater, opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen of overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is in de plaats waar de zetel van de effectieve directie gevestigd is, hetzij, voor natuurlijke personen, de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting;

2° hetzij de statistische RSZ-aangiften en de individuele overzichten betreffende de vier kwartalen voorafgaand aan het overlijden van de erflater, hetzij gelijkaardige documenten afgegeven door de bevoegde instellingen van de Lidstaten van de Europese Unie krachtens hun wetgeving, waaruit op ondubbelzinnige wijze kan worden afgeleid hoeveel werknemers voltijds tewerkgesteld zijn door de onderneming;

3° de afschriften van het register van de aandelen op naam en, in voorkomend geval, het register van de laatste algemene vergadering;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de aandeelhouderschapsovereenkomst bedoeld in artikel 60bis, § 1, derde lid, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd.

Deel IV : Verklaring op erewoord

Ondergetekenden bevestigen kennis te hebben genomen van het feit dat zij strafbaar zijn met straffen overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen i.v.m. subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, indien zij wetens en willens onjuiste of onvolledige verklaringen afleggen in deze aanvraag.

Ondergetekenden verbinden er zich toe de reglementering betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht na te leven en het bestuur de nodige gegevens te verstrekken i.v.m. deze aanvraag.

Datum :

Handtekeningen

Vak voorbehouden aan het bestuur

Datum van ontvangst van de aanvraag	Toegekend dossiernummer	Behandeld door
Het dossier is volledig Ja Nee	Ontbrekende documenten gevraagd op	Ontbrekende documenten of aanvullende gegevens ontvangen op

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage II

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
place de la Wallonie 1
Jambes
Tel. : 081/33 31 11

Attest

Dit attest wordt krachtens artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998, en krachtens het uitvoeringsbesluit ervan afgegeven aan :

.....

.....

..... (namen, voornamen en adressen)

die daartoe een aanvraag hebben ingediend op :

als voortzetters van :

naam en voornamen :

geboren op : en overleden op :

voor wie een aangifte van nalatenschap overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten zal worden neergelegd op het kantoor der successierechten te :

.....

.....

en die de hierna vermelde persoon heeft aangewezen als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

.....

Tel. : Fax :

Betreffende de onderneming :

met zetel te :

ingeschreven in het handelsregister : onder nummer :

en met als BTW-nr. :

Beslissing van het bestuur		
De onderneming voldoet aan voldoet niet aan (5) de voorwaarden bedoeld in artikel 60bis, § 1 van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998, om de volgende redenen		
1. 60bis, § 1		(6)
2. 60bis, § 1, 1°		
3. 60bis, § 1, 2°, eerste lid		
4. 60bis, § 1, 2°, tweede lid		
5. 60bis, § 1, 2°, derde lid		

Dit attest, met het dossiernummer, wordt afgegeven op

Namens de Waalse Regering,

De gemachtigde ambtenaar.

Belangrijk bericht

Tegen deze beslissing kan binnen 15 dagen na ontvangst van de kennisgeving van dit attest een met redenen omkleed bezwaarschrift bij aangetekende brief ingediend worden bij het "Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi", place de la Wallonie, 1, bât. II, 3ème étage 5100 Jambes.

De Minister van Begroting en Financiën deelt zijn beslissing mee binnen een termijn van 30 dagen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage III

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Economie et de l'Emploi

place de la Wallonie 1

Jambes

Tel. : 081/33 31 11

Jaarlijkse kennisgeving betreffende de inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 60*bis*, § 3, van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998.

Deel I : Gegevens over de erfopvolging

Deze kennisgeving betreft het attest (dossinummer.....) dat op is afgegeven aan de hierna genoemde personen met het oog op de toekenning van het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht en met betrekking tot de erfopvolging van :

Naam en voornaam :

Geboren op : en overleden op :

Laatst woonachtig te :

voor wie een aangifte van nalatenschap overeenkomstig art. 38 van het Wetboek der Successierechten is neergelegd op het kantoor der successierechten te :

.....

op en ingeschreven onder nummer :

De hierna genoemde voortzetter(s) :

Naam	Voornaam	Adres
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		
...		

Heeft (hebben) volgende gemachtigde aangewezen als tussenpersoon aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig kunnen worden gericht door het bestuur :

Naam en voornaam :

Adres :

Tel. : Fax :

bevestigt (bevestigen) :

1° een vermindering van de successierechten te hebben genoten overeenkomstig artikel 60*bis* van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd;

2° dat de onderneming haar activiteit heeft voortgezet gedurende het boekjaar.....;

3° dat het aantal voltijdse werknemers gehandhaafd werd op 75 % van het aantal vermeld in de attestaanvraag opgemaakt op

4° dat er geen vermindering is van de belegde activa of het maatschappelijk kapitaal ten gevolge van heffingen of uitkeringen.

Deel II : Gegevens over de onderneming

II. 1. Natuurlijke persoon	
Naam :	
Voornaam :	
Adres :	
Handelsregister : nr. - HR van Datum :	
BTW-nr. :	
RSZ-registratienr. :	
Beknopte beschrijving van de activiteit :	
.....	

II. 2. Rechtspersoon	
Naam :	
Firma :	
Rechtsvorm :	
Adres van de zetel van de vennootschap :	
Adres van de bedrijfszetel :	
Handelsregister : nr. HR van datum :	
BTW-nr. :	
RSZ-registratienr. :	
Nummer van de NACE-code en beknopte beschrijving van de activiteit :	
.....	

II.3. Aantal voltijds tewerkgestelde werknemers tijdens de vier kwartalen vóór het kwartaal van het overlijden (7)					
Kwartalen	5 dagen/week		6 dagen/week		Totaal A + B
	Aantal dagen	AD/65,25 = A	Aantal dagen	AD/78,25 = B	
1e kwartaal					
2e kwartaal					
3e kwartaal					
4e kwartaal					

II. 4. Werknemers onderworpen aan de wetgeving op de sociale zekerheid van toepassing in een Lidstaat van de Europese Unie en voltijds tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen (8)	
Kwartalen	Aantal voltijdse werknemers
1e kwartaal	
2e kwartaal	
3e kwartaal	
4e kwartaal	

II. 5. Samenstelling van het maatschappelijk kapitaal (9)

a) Aantal effecten waaruit het maatschappelijk kapitaal bestaat — Nettowaarde van de gezamenlijke effecten :

Aantal	Nettowaarde

b) Toestand vóór het overlijden van de de cujus :- aantal effecten in handen van de de cujus

Aantal	Nettowaarde

- aantal effecten in handen van de voortzitters

Naam en voornaam	Aantal	Nettowaarde
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

c) Jaarlijkse wijzigingen in het aandeelhouderschap

Aan het einde van elk verstreken jaar, de wijzigingen meedelen die het aandeelhouderschap ondergaat gedurende een periode van 5 jaar na het overlijden van de de cujus.

Naam en voornaam	Aantal	Nettowaarde
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		
6.		
7.		
8.		

II. 6 Nettowaarde en lijst van de activa bedoeld in artikel 60bis, § 1^{er}, 1°, van het Wetboek der Successierechten zoals vastgelegd in de bijlage bij de aangifte in de personenbelasting (10)

--

Voortzetter(s) van :
 Naam, voornamen :
 Overleden op :
 aan wie een vermindering van de successierechten is toegestaan overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, bij het decreet is ingevoegd,
 betreffende de onderneming :
 met zetel te :
 ingeschreven in het Handelsregister van onder nummer :
 BTW-nr. :
 Ondergetekende bevestigt het volgende :

1° Uit de gegevens en documenten in de jaarlijkse kennisgeving van, onder nummer, blijkt dat de voorwaarden om de vermindering van de successierechten te genieten vervuld zijn overeenkomstig artikel 60bis van het Wetboek der Successierechten, dat, wat het Waalse Gewest betreft, is ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998.

2° Uit de gegevens en documenten in de jaarlijkse kennisgeving van, onder nummer, blijkt dat de voorwaarden om de vermindering van de successierechten te genieten niet meer vervuld zijn om de volgende redenen (11) :

a.	Art. 60bis, § 3, 1°		
b.	Art. 60bis, § 3, 2°		
c.	Art. 60bis, § 3, 3°		

Dit attest is afgegeven op en vervangt het attest afgegeven op

Namens de Waalse Regering,
 De gemachtigde ambtenaar.

Belangrijk bericht

Tegen deze beslissing kan binnen 15 dagen na ontvangst van de kennisgeving van dit attest een met redenen omkleed bezwaarschrift bij aangetekende brief ingediend worden bij het "Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Economie et de l'Emploi", place de la Wallonie, 1, bât. II, 3ème étage 5100 Jambes.

De Minister van Begroting en Financiën deelt zijn beslissing mee binnen een termijn van 30 dagen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota's

(1) De tabel hierboven invullen en voor elk van de vier kwartalen die voorafgaan aan het kwartaal waarin de erflater is overleden, het aantal bezoldigde dagen opgeven voor de bedienden en de arbeiders (met uitzondering van de stagiairs KB nr. 230 en de leerlingen), al naar gelang de arbeidsduur (5 of 6 dagen per week). Als de onderneming deeltijdse werknemers tewerkstelt of heeft tewerkgesteld, ter toelichting hun naam opgeven alsook de perioden waarin ze deeltijds gewerkt hebben en hun dienstregeling. Als het in kolom "Totaal A+ B" verkregen getal een eenheid overtreft en niet geheel is, wordt het op een hele eenheid naar beneden of boven afgerond, naarmate de eerste decimaal ervan al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5.

(2) De overeenkomstig het Reglement (EEG) nr. 1408/71 vigerende wetgeving bijvoegen.

(3) Alleen voor rechtspersonen.

(4) Alleen voor natuurlijke personen.

(5) Schrappen wat niet past en de gepaste vakken invullen.

(6) De gepaste feitelijke motivering opgeven.

(7) De tabel hierboven invullen en voor elk van de vier kwartalen die voorafgaan aan het kwartaal waarin de erflater is overleden, het aantal bezoldigde dagen opgeven voor de bedienden en de arbeiders (met uitzondering van de stagiairs KB nr. 230 en de leerlingen), al naar gelang de arbeidsduur (5 of 6 dagen per week). Als de onderneming deeltijdse werknemers tewerkstelt of heeft tewerkgesteld, ter toelichting hun naam opgeven alsook de perioden waarin ze deeltijds gewerkt hebben en hun dienstregeling. Als het in kolom "Totaal A+ B" verkregen getal een eenheid overtreft en niet geheel is, wordt het op een hele eenheid naar beneden of boven afgerond, naarmate de eerste decimaal ervan al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5.

(8) De overeenkomstig het Reglement (EEG) nr. 1408/71 vigerende wetgeving bijvoegen.

(9) Alleen voor rechtspersonen.

(10) Alleen voor natuurlijke personen.

(11) Het gepaste vak invullen en de gepaste feitelijke motivering opgeven.

F. 99 — 1161

[C - 99/27303]

16 MARS 1999. —**Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des aides aux personnes morales et relatives à l'équipement d'ensembles de logements**

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 44 à 53;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des aides à l'équipement d'ensembles de logements;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions,

Arrête :

Article 1^{er}. Le demandeur introduit une demande de subvention en double exemplaire auprès de l'administration, au moyen du formulaire type fourni par celle-ci.

Art. 2. § 1^{er}. Le demandeur fixe la date de l'assemblée plénière et convoque les parties, lorsque la demande de subvention a été déclarée complète et dans les cas repris à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des aides aux personnes morales et relatives à l'équipement d'ensembles de logements.

Au moins 15 jours avant la date retenue, le demandeur fait parvenir un exemplaire du dossier complet à chacune des parties.

Sont convoqués à cette assemblée :

1° le représentant du demandeur qui dresse le procès-verbal de l'assemblée;

2° un représentant de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'ensemble de logements visé;

3° un représentant de l'administration;

4° le fonctionnaire délégué ou son représentant;

5° lorsque le demandeur l'estime nécessaire, tout représentant d'une autre administration ou d'un service public.

La présidence est assurée par le représentant de l'administration. Il peut la déléguer au demandeur.

§ 2. Au cours de l'assemblée plénière, une visite sur place a lieu et le dossier présenté par le demandeur est examiné. Chaque participant émet un avis et fait part, s'il y a lieu, de ses remarques, suggestions et propositions.

L'assemblée plénière approuve le plan masse sous réserve des modifications actées à l'issue de cette réunion.

§ 3. Le procès-verbal de l'assemblée plénière détermine :

1° l'opportunité de procéder à l'opération envisagée;

2° s'il échet, les équipements complémentaires d'intérêt collectif autres que ceux repris à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des aides aux personnes morales et relatives à l'équipement d'ensembles de logement.

Dans les quinze jours qui suivent la réunion, le demandeur notifie, aux parties concernées, le procès-verbal qui reprend en outre tous les avis, suggestions et propositions formulées. Celui-ci est réputé approuvé à défaut de remarque dans les quinze jours de sa notification.

L'administration transmet le procès-verbal définitif au Ministre.

Sur la base de ces décisions, le demandeur introduit, le cas échéant, une demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme.

Art. 3. § 1^{er} Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage est assurée par le demandeur, celui-ci présente à l'approbation de l'administration, l'avant-projet des travaux proposés, avec devis estimatif.

Avant adjudication des travaux, le demandeur présente à l'approbation de l'administration, l'avis de marché et le projet définitif avec devis estimatif détaillé. Celui-ci doit être conforme aux options définies à l'issue de l'assemblée plénière.

A défaut d'une décision de l'administration dans les 60 jours de la réception d'un dossier complet, le projet est réputé accepté.

§ 2. L'étude de l'éclairage public est assurée par les organismes publics qui en assurent l'exploitation. Les travaux sont exécutés à leur intervention.

L'étude des réseaux de distribution d'eau peut être assurée par les organismes publics qui en assurent l'exploitation. Les travaux sont exécutés à leur intervention sous réserve de l'article 6.

Art. 4. Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage est assurée par le demandeur, le résultat de l'adjudication des travaux est transmis à l'administration en vue d'obtenir l'accord du Ministre portant fixation définitive du montant de l'intervention de la Région.

La désignation des adjudicataires est soumise à l'accord préalable de l'administration.

Le demandeur est tenu de fournir tous les renseignements jugés utiles pour le contrôle de l'exécution des travaux.

Art. 5. Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage est assurée par le demandeur et dans les deux mois de la fin des travaux, il transmet le décompte final des travaux.

Le demandeur avertit l'administration de la date de réception des travaux et transmet une copie du procès-verbal de réception.

Art. 6. Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Région, le Ministre passe un marché de services avec un auteur de projet pour l'étude, la direction et la surveillance des travaux d'équipement.

Le Ministre fixe le barème ainsi que les modalités de répartition et de liquidation des honoraires alloués aux organismes exploitants, chargés de l'étude, de la direction et de la surveillance des travaux de distribution d'eau. L'exécution de ces travaux est incorporée dans les travaux d'équipement.

Pour les ouvrages qui sont transférés à la commune, conformément à l'article 50, § 1^{er}, du Code wallon du logement, celle-ci doit s'engager avant la mise en adjudication des travaux d'équipement, à assurer le paiement des ouvrages ou quotités d'ouvrages non pris en charge par la Région.

Pour les ouvrages à charge du demandeur ou de tiers, ceux-ci doivent également en garantir le paiement avant la mise en adjudication des travaux d'équipement.

Art. 7. La superficie maximale des aires de jeux, prise en charge par la Région, est fixée selon les règles suivantes appliquées cumulativement :

1° 15 m² par logement pour un ensemble de logements dont le nombre est inférieur ou égal à 50, avec une superficie maximale de 500 m²;

2° 7 m² par logement supplémentaire jusqu'au nombre de 120 logements;

3° 3 m² par logement supplémentaire au-delà du nombre de 120 logements.

Art. 8. Dans le cadre des opérations de lotissement au sens de l'article 45, § 1^{er}, 6°, du Code wallon du Logement, le demandeur est tenu de transmettre, à l'administration, un état semestriel relatif à la vente des parcelles.

Ce dernier devra être accompagné :

1° d'une copie de chaque acte de vente passé durant la période considérée;

2° du calcul des superficies des logements calculées conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions;

3° d'un certificat délivré par le bourgmestre, attestant de l'état d'avancement de l'habitation. Cette dernière est considérée comme construite lorsque le gros œuvre est terminé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Namur, le 16 mars 1999.

W. TAMINIAUX

—

Annexe

Administration communale de et à
Objet : Equipement de la Cité
Cahier des charges n°
Transfert des ouvrages

PROCES-VERBAL DE CESSION DES EQUIPEMENTS

Vu le Code wallon du logement, notamment l'article 50;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des articles 44 à 53 du Code wallon du logement, notamment l'article 50;

Vu la délibération du Conseil communal en date du.....;

Considérant que les travaux mentionnés sous rubrique ont été exécutés conformément au projet approuvé, lequel a été transmis à la commune en date du.....;

Considérant que la réception définitive des travaux a été accordée le..... par visite du..... effectuée en présence du délégué communal,

il est constaté ce qui suit :

Les équipements d'infrastructure sont transférés gratuitement dans l'état où ils se trouvent à la commune et sont incorporés dans la voirie communale.

Le transfert éventuel de la propriété du sol auquel les ouvrages d'équipement ont été incorporés est à régler en accord avec le demandeur concerné.

Copie du présent procès-verbal est adressée à l'administration.

Fait à....., le.....

Pour le pouvoir adjudicateur.....

Vu pour authentification, le.....

Le Ministre du Logement

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 mars 1999 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les modalités d'application des articles 44 à 53 du Code wallon du logement.

Namur, le 16 mars 1999.

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1161

[C - 99/27303]

16. MÄRZ 1999 — Ministerialerlaß zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung der Beihilfen an die juristischen Personen und betreffend die Ausstattung von Wohnungsgruppen

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 44 bis 53;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung der Beihilfen für die Ausstattung von Wohnungsgruppen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Antragsteller reicht einen Antrag auf Zuschuß in doppelter Ausfertigung bei der Verwaltung anhand des von ihr bereitgestellten Musterformulars ein.

Art. 2 - § 1. Der Antragsteller bestimmt das Datum der Plenarversammlung und ruft die Parteien zusammen, wenn der Antrag auf Zuschuß für vollständig erklärt worden ist und in den in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 erwähnten Fällen.

Mindestens fünfzehn Tage vor dem berücksichtigten Datum übermittelt der Antragsteller ein Exemplar der vollständigen Akte an jede der Parteien.

Die folgenden Personen werden zu dieser Versammlung zusammengerufen:

1° der Vertreter des Antragstellers, der das Protokoll der Versammlung aufnimmt;

2° ein Vertreter der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das betroffene Gebäude befindet;

3° ein Vertreter der Verwaltung;

4° der beauftragte Beamte oder sein Vertreter;

5° wenn der Antragsteller es für notwendig erachtet, jeder Vertreter einer anderen Verwaltung oder eines öffentlichen Dienstes.

Der Vertreter der Verwaltung führt den Vorsitz. Er kann diese dem Antragsteller übertragen.

§ 2. Im Laufe der Plenarversammlung findet eine Besichtigung an Ort und Stelle statt und wird die vom Antragsteller eingereichte Akte überprüft. Jeder Teilnehmer äußert seine Meinung und teilt gegebenenfalls seine Bemerkungen, Empfehlungen und Vorschläge mit.

Die Plenarversammlung genehmigt den Übersichtsplan vorbehaltlich der nach dieser Sammlung schriftlich festgelegten Abänderungen.

§ 3. Das Protokoll der Plenarversammlung bestimmt:

1° die Zweckmäßigkeit, die berücksichtigte Maßnahme zu treffen;

2° gegebenenfalls die zusätzlichen Anlagen gemeinschaftlichen Interesses, anders als diejenigen, die in Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung der Beihilfen für die Ausstattung von Wohnungsgruppen erwähnt sind.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Versammlung stellt der Antragsteller den betroffenen Parteien das Protokoll, das außerdem die gesamten geäußerten Meinungen, Empfehlungen und Vorschläge angibt, zu. Ohne Bemerkung innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Zustellung wird das Protokoll als genehmigt betrachtet.

Die Verwaltung übermittelt dem Minister das endgültige Protokoll.

Auf der Grundlage dieser Beschlüsse reicht der Antragsteller ggf. einen Antrag auf Städtebaubescheinigung oder -genehmigung ein.

Art. 3 - § 1. Wenn die Bauherrschaft vom Antragsteller gewährleistet wird, legt dieser der Verwaltung den Vorentwurf der vorgeschlagenen Arbeiten mit dem Kostenvoranschlag zur Zustimmung vor.

Vor der Ausschreibung der Arbeiten legt der Antragsteller der Verwaltung die Auftragsbekanntmachung und den endgültigen Entwurf mit ausführlichem Kostenvoranschlag zur Zustimmung vor. Dieser Entwurf muß mit den nach der Plenarversammlung festgelegten Entscheidungen übereinstimmend sein.

Ohne Beschluß der Verwaltung innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang einer vollständigen Akte wird der Entwurf als angenommen betrachtet.

§ 2. Die Studie betreffend die Straßenbeleuchtung wird von den öffentlichen Einrichtungen, die deren Betrieb wahrnehmen, gewährleistet. Die Arbeiten werden durch ihre Vermittlung ausgeführt.

Die Studie betreffend die Wasserversorgungsnetze kann von den öffentlichen Einrichtungen, die deren Betrieb wahrnehmen, gewährleistet werden. Die Arbeiten werden durch ihre Vermittlung vorbehaltlich Artikel 6 ausgeführt.

Art. 4 - Wenn die Bauherrschaft vom Antragsteller gewährleistet wird, wird das Ergebnis der Ausschreibung der Arbeiten der Verwaltung übermittelt, um das Einverständnis des Ministers über die endgültige Festlegung des Betrags der Beteiligung der Region zu bekommen.

Die Bezeichnung der Auftragnehmer wird der Verwaltung zur vorherigen Zustimmung vorgelegt.

Der Antragsteller ist verpflichtet, alle Auskünfte zu erteilen, die er für die Kontrolle der Ausführung der Arbeiten für notwendig betrachtet.

Art. 5 - Wenn die Bauherrschaft vom Antragsteller gewährleistet wird, übermittelt dieser innerhalb von zwei Monaten nach Ende der Arbeiten die Endabrechnung dieser Arbeiten.

Der Antragsteller benachrichtigt die Verwaltung über das Datum der Abnahme der Arbeiten und übermittelt eine Abschrift des Protokolls der Abnahme.

Art. 6 - Wenn die Bauherrschaft von der Region gewährleistet wird, schließt der Minister einen Dienstleistungsauftrag mit einem Projektautor für die Studie, die Leitung und die Überwachung der Ausstattungsarbeiten ab.

Der Minister legt die Tariftabelle sowie die Modalitäten für die Verteilung und die Zahlung der Honorare fest, die den betreibenden Einrichtungen, die mit der Studie, der Leitung und der Überwachung der Wasserversorgungsarbeiten beauftragt sind, gewährt werden. Die Durchführung dieser Arbeiten wird den Ausstattungsarbeiten zugeordnet.

Für die Bauwerke, die nach Artikel 50, § 1 des Wallonischen Wohnungsbuches der Gemeinde übertragen werden, muß sich letztere vor der Ausschreibung der Ausstattungsarbeiten dazu verpflichten, die Zahlung für die Bauwerke oder die Teile von Bauwerken, die nicht von der Region übernommen werden, zu gewährleisten.

Was die Bauwerke zu Lasten des Antragstellers oder von Dritten angeht, müssen letztere ebenfalls deren Zahlung vor der Ausschreibung der Ausstattungsarbeiten gewährleisten.

Art. 7 - Die Höchstfläche der von der Region übernommenen Spielplätze wird nach den folgenden, kumulativ angewandten Regeln festgelegt:

1° 15qm pro Wohnung für eine Wohnungsgruppe von höchstens 50 Wohnungen mit einer Höchstfläche von 500qm;

2° 7qm pro zusätzliche Wohnung bis zu einer Anzahl von 120 Wohnungen;

3° 3qm pro zusätzliche Wohnung, was die Anzahl von 120 Wohnungen übersteigt.

Art. 8 - Im Rahmen der Erschließungsmaßnahmen im Sinne von Artikel 45, § 1, 6° des Wallonischen Wohnungsbuches ist der Antragsteller verpflichtet, der Verwaltung ein halbjährliches Verzeichnis über den Verkauf von Parzellen zu übermitteln.

Das Verzeichnis muß mit dem Folgenden versehen werden:

1° eine Abschrift jedes im Laufe der betroffenen Periode abgeschlossenen Kaufvertrags;

2° die Berechnung der Flächen der Wohnungen, die nach dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen, berechnet werden;

3° ein vom Bürgermeister ausgestelltes Zeugnis zur Bescheinigung des Stands der Bauarbeiten der Wohnung. Diese wird als gebaut betrachtet, wenn die Rohbauarbeiten fertig sind.

Art. 9 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1999 in Kraft.

Namur, den 16. März 1999

W. TAMINIAUX

—

Anlage

Gemeindeverwaltung von und zu

Betr.: Ausstattung der Siedlung

Lastenheft Nr.

Übertragung der Bauwerke

PROTOKOLL ÜBER DIE ABTRETUNG DER AUSRÜSTUNGEN

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsbuches, insbesondere des Artikels 50;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung von Artikeln 44 bis 53 des Wallonischen Wohnungsbuches, insbesondere des Artikels 50;

Aufgrund des Beschlusses des Gemeinderats vom..... ;

In der Erwägung, daß die oben erwähnten Arbeiten gemäß dem genehmigten Entwurf, der der Gemeinde am übermittelt wurde, ausgeführt worden sind;

In der Erwägung, daß die endgültige Abnahme der Arbeiten am..... vorgenommen worden ist, und zwar durch die Besichtigung von....., die in Anwesenheit des Beauftragten der Gemeinde erfolgte, wird das Folgende festgestellt:

Die Infrastrukturanlagen werden der Gemeinde unentgeltlich übertragen in dem Zustand, in dem sie sich befinden, und werden in das Gemeindegewernetz eingegliedert.

Die eventuelle Übertragung des Eigentums des Bodens, in den die Ausrüstungsbauwerke eingearbeitet wurden, ist im Einvernehmen mit dem betroffenen Antragsteller zu regeln.

Eine Abschrift des vorliegenden Protokolls wird der Verwaltung zugestellt.

Geschehen in....., am.....

Für den öffentlichen Auftraggeber

Gesehen und beglaubigt, am.....

Der Minister des Wohnungswesens,

Gesehen, um dem Ministerialerlaß vom 16. März 1999 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung der Beihilfen an die juristischen Personen und betreffend die Ausstattung von Wohnungsgruppen, beigefügt zu werden.

Namur, den 16. März 1999

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 1161

[C - 99/27303]

16 MAART 1999. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de toepassingswijze wordt bepaald voor de aan de rechtspersonen verleende tegemoetkomingen met het oog op de uitrusting van groepen van woningen

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 44 tot en met 53;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de uitrusting van groepen van woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald,

Besluit :

Artikel 1. De aanvrager dient een subsidieaanvraag in twee exemplaren in bij het bestuur d.m.v. het door het bestuur bezorgde modelformulier.

Art. 2. § 1. De aanvrager bepaalt de datum van de plenaire vergadering en roept de partijen bijeen zodra de subsidieaanvraag volledig verklaard is en in de gevallen bedoeld in artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de toepassingswijze wordt bepaald voor de aan de rechtspersonen verleende tegemoetkomingen met het oog op de uitrusting van groepen van woningen.

Ten minste 15 dagen vóór de gekozen datum doet de aanvrager één exemplaar van het volledig dossier aan iedere partij toekomen.

Voor deze vergadering worden de volgende personen bijeengeroepen :

- 1° de vertegenwoordiger van de aanvrager die notulen van de vergadering opstelt;
- 2° één vertegenwoordiger van de gemeente op het grondgebied waarvan de betrokken groep van woningen gelegen is;
- 3° één vertegenwoordiger van het bestuur;
- 4° de afgevaardigde ambtenaar of zijn vertegenwoordiger;
- 5° wanneer de aanvrager het nodig acht, iedere vertegenwoordiger van een ander bestuur of een openbare dienst.

Het voorzitterschap wordt door de vertegenwoordiger van het bestuur waargenomen. Hij kan het aan de aanvrager opdragen.

§ 2. Tijdens de plenaire vergadering wordt een bezichtiging ter plaatse verricht en het door de aanvrager voorgelegde dossier behandeld. Iedere deelnemer brengt advies uit en deelt in voorkomend geval zijn opmerkingen, suggesties en voorstellen mede.

De plenaire vergadering keurt het overzichtsplan goed onder voorbehoud van de na deze vergadering vermelde voorwaarden.

§ 3. De notulen van de plenaire vergadering bepalen :

- 1° of de geplande verrichting al dan niet uitgevoerd wordt;
- 2° zo nodig, de aanvullende voorzieningen van gemeenschappelijk belang die verschillen van de voorzieningen bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de uitrusting van groepen van woningen.

Binnen vijftien dagen na de vergadering deelt de aanvrager de betrokken partijen de notulen mede waarin alle adviezen, geuite suggesties en voorstellen vermeld staan. Deze notulen worden geacht goedgekeurd te zijn indien geen bezwaar binnen vijftien dagen na kennisgeving ervan ingediend is.

De definitieve notulen worden door het bestuur aan de Minister overgemaakt.

Op grond van deze beslissingen dient de aanvrager, in voorkomend geval, een aanvraag in om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning.

Art. 3. § 1. Indien de aanvrager als bouwheer optreedt, legt hij het voorontwerp van de voorgestelde werken samen met het ramend bestek ter goedkeuring aan het bestuur voor.

Vóór de aanbesteding van de werken worden de aankondiging van de opdracht en het definitief project met een uitvoerig ramend bestek door de aanvrager ter goedkeuring aan het bestuur voorgelegd. Het project moet conform de opties zijn die na afloop van de plenaire vergadering bepaald zijn.

Indien het bestuur binnen 60 dagen na ontvangst van een volledig dossier verzuimt te beslissen, wordt het project geacht goedgekeurd te zijn.

§ 2. De studie over de openbare verlichting wordt verricht door de openbare instellingen die voor de exploitatie ervan zorgen. De werken worden in opdracht van deze instellingen uitgevoerd.

De studie over de netwerken voor watervoorziening kan verricht worden door de openbare instellingen die voor de exploitatie ervan zorgen. De werken worden onder voorbehoud van artikel 6 in opdracht van deze instellingen uitgevoerd.

Art. 4. Indien de aanvrager als bouwheer optreedt, wordt het resultaat van de aanbesteding van de werken aan het bestuur ter goedkeuring van de Minister voorgelegd, waarbij het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest definitief wordt vastgesteld. De aanwijzing van de aannemers wordt vooraf aan het bestuur ter goedkeuring voorgelegd.

De aanvrager dient alle inlichtingen te verstrekken die voor het toezicht over de uitvoering van de werken nodig worden geacht.

Art. 5. Indien de aanvrager als bouwheer optreedt, wordt de eindafrekening van de werken door hem overgemaakt binnen twee maanden na het einde van de werken.

De aanvrager stelt het bestuur in kennis van de datum van oplevering van de werken en stuurt een afschrift van het proces-verbaal van oplevering.

Art. 6. Indien het Gewest als bouwheer optreedt, gunt de Minister een overheidsopdracht voor aanneming van diensten met een ontwerper voor de studie, de directievoering en het toezicht over de uitvoering van de uitrustingswerken.

De Minister bepaalt de schaal alsmede de wijze van verdeling en uitbetaling van erelonen die toegekend worden aan de exploitatie-instellingen, belast met de studie, de directievoering en het toezicht op de werken voor watervoorziening. De uitvoering van deze werken maakt deel uit van de uitrustingswerken. Voor de werken die overeenkomstig artikel 50, § 1 van de Waalse Huisvestingscode, naar de gemeente worden overgedragen, moet ze zich vóór de aanbestedingsprocedure van de uitrustingswerken ertoe verbinden voor de betaling van werken of gedeelten van werken te zorgen waarvan de kosten niet door het Gewest worden gedragen.

Voor de werken die ten laste vallen van de aanvrager of derde personen moeten ze ook vóór de aanbestedingsprocedure van de uitrustingswerken instaan voor de betaling ervan.

Art. 7. De maximale oppervlakte van speelterreinen waarvoor het Gewest een tegemoetkoming verleent, wordt vastgesteld op grond van de volgende regels die samen worden toegepast :

1° 15 m² per woning voor een groep van maximum 50 woningen, met een maximumoppervlakte van 500 m²;

2° 7 m² per bijkomende woning tot en met 120 woningen;

3° 3 m² per bijkomende woning boven het aantal van 120 woningen.

Art. 8. In het kader van de verkavelingsverrichtingen in de zin van artikel 45, § 1, 6°, van de Waalse Huisvestingscode dient de aanvrager het bestuur een halfjaarlijkse opgave van de verkoop van percelen te bezorgen.

Bij deze opgave worden volgende documenten gevoegd :

1° een afschrift van elke tijdens de betrokken periode verleden verkoopakte;

2° de opgave van de oppervlakten van woningen, die berekend worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald;

3° een door de burgemeester afgeleverd attest, waarbij de stand van de werkzaamheden in de woning wordt bepaald. De woning wordt geacht gebouwd te zijn wanneer de ruwbouw beëindigd is.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

Namen, 16 maart 1999.

W. TAMINIAUX

Bijlage

Gemeentebestuur van

Betreft : Uitrusting van de wijk

Bestek nr.

Overdracht van de werken

PROCES-VERBAAL VAN OVERGEDRAGEN VOORZIENINGEN

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 50;

Gelet op het besluit van 11 februari 1999 waarbij de toepassingswijze wordt bepaald voor de artikelen 44 tot en met 53 van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 50;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van (datum).....;

Overwegende dat de onder referte vermelde werken uitgevoerd zijn overeenkomstig het goedgekeurde project dat op..... naar de gemeente werd gestuurd.

Overwegende dat de definitieve oplevering van de werken op..... verleend is bij bezichtiging van..... in aanwezigheid van een gemeenteafgevaardigde, wordt vastgesteld wat volgt :

De infrastructuurvoorzieningen worden in de staat waarin ze zich bevinden, kosteloos naar de gemeente overgedragen en bij de gemeentewegen ingedeeld.

De eventuele overdracht van de eigendom van de grond waarbij de uitrustingswerken ingedeeld werden moet met de instemming van de betrokken aanvrager worden geregeld.

Een afschrift van dit proces-verbaal wordt aan het bestuur overgemaakt.

Opgemaakt te, op

Voor de aanbestedende overheid.....

Voor echt verklaard op.....

De Minister van Huisvesting

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 maart 1999 houdende uitvoering van het besluit van 11 februari 1999 waarbij de toepassingswijze wordt bepaald voor de artikelen 44 tot en met 53 van de Waalse Huisvestingscode.

Namen, 16 maart 1999.

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 99 — 1162

[C - 99/27302]

16 MARS 1999. —**Arrêté ministériel portant exécution des arrêtés du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatifs à l'octroi d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements sociaux, de transit, d'insertion et moyens, ainsi que la démolition d'un bâtiment non améliorable**

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé;

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 29, 30, 31, 32, 33, 35 à 43;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi d'une aide en vue de la création de logements sociaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi d'une aide en vue de la démolition d'un bâtiment non améliorable;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi d'une aide en vue de la création de logements de transit;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi d'une aide en vue de la création de logements d'insertion;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi d'une aide en vue de la création de logements moyens;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions,

Arrête :

Article 1^{er}. Préalablement à l'introduction de la demande, le demandeur sollicite auprès de l'administration l'enquête de salubrité dont question à l'article 40 du Code wallon du logement.

Cette enquête est établie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions.

A défaut de recevoir le rapport de salubrité dans les 45 jours à dater de la réception de sa demande, le demandeur peut introduire sa demande de subvention.

Art. 2. Le demandeur introduit une demande de subvention en double exemplaire auprès de l'administration, au moyen du formulaire type fourni par celle-ci.**Art. 3. § 1^{er}.** Le demandeur fixe la date de l'assemblée plénière et convoque les parties, lorsqu'une assemblée plénière est prévue et que la demande de subvention a été déclarée complète.

Au moins 15 jours avant la date retenue, le demandeur fait parvenir un exemplaire du dossier complet à chacune des parties.

Sont convoqués à cette assemblée :

- 1° le représentant du demandeur qui dresse le procès-verbal de l'assemblée;
- 2° un représentant de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble visé;
- 3° un représentant de l'administration;
- 4° le fonctionnaire délégué ou son représentant;
- 5° s'il échet, la personne chargée de l'enquête de salubrité;
- 6° lorsque la demandeur l'estime nécessaire, tout représentant d'une autre administration ou d'un service public.

La présidence est assurée par le représentant de l'administration. Il peut la déléguer au demandeur.

§ 2. Au cours de l'assemblée plénière, une visite sur place a lieu et le dossier présenté par le demandeur est examiné. Chaque participant émet un avis et fait part, s'il y a lieu, de ses remarques, suggestions et propositions.

L'assemblée plénière approuve l'avant-projet sous réserve des conditions déterminées lors de cette réunion.

Le procès-verbal de l'assemblée plénière détermine :

- 1° l'opportunité de procéder à l'affectation envisagée;
- 2° si nécessaire, le caractère améliorable de l'immeuble proposé pour l'opération;
- 3° le nombre et le type de logements projetés ainsi que l'importance des travaux envisagés.

Dans les quinze jours qui suivent la réunion, le demandeur notifie, aux parties concernées, le procès-verbal qui reprend en outre, tous les avis, suggestions et propositions formulées. Celui-ci est réputé approuvé, à défaut de remarque dans les quinze jours de sa notification.

L'administration transmet le procès-verbal définitif au Ministre.

Sur la base de ces décisions, le demandeur introduit le cas échéant, une demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme.

Art. 4. Dans les 60 jours de la réception d'une demande de subvention, l'administration notifie au demandeur la conformité de la demande au présent arrêté.

Le délai est augmenté du délai nécessaire pour fournir les renseignements complémentaires demandés par l'administration.

Art. 5. Dans les douze mois de la notification de la promesse d'intervention et avant adjudication des travaux, le demandeur présente à l'approbation de l'administration, l'avis de marché et le projet des travaux proposés. Celui-ci doit être conforme à l'affectation définie dans la notification de la promesse d'intervention.

A défaut d'une décision de l'administration dans les 60 jours de la réception d'un dossier complet, le projet est réputé accepté.

Art. 6. Le résultat de l'adjudication des travaux est transmis à l'administration en vue d'obtenir l'accord du Ministre portant fixation définitive du montant de l'intervention de la Région.

La désignation des adjudicataires est soumise à l'accord préalable de l'administration.

Art. 7. Toute modification relative au nombre de logements, aux superficies habitables, à l'affectation ou à la nature des travaux ne peut être exécutée sans accord préalable de l'administration.

Art. 8. Dans les deux mois de la fin des travaux, le demandeur transmet à l'administration le décompte final des travaux.

Art. 9. Le demandeur avertit l'administration de la date de réception des travaux. Il transmet une copie du procès-verbal de réception.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Namur, le 16 mars 1999.

W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1162

[C - 99/27302]

16. MÄRZ 1999 — Ministerialerlaß zur Durchführung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Sozial-, Übergangs-, Eingliederungs-, und Durchschnittswohnungen sowie für den Abbruch eines nicht verbesserungsfähigen Gebäudes

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 29, 30, 31, 32, 33, 35 bis 43;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung einer Beihilfe für die Schaffung von Sozialwohnungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung einer Beihilfe für den Abbruch eines nicht verbesserungsfähigen Gebäudes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung einer Beihilfe für die Schaffung von Übergangswohnungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung einer Beihilfe für die Schaffung von Eingliederungswohnungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung einer Beihilfe für die Schaffung von Durchschnittswohnungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen,

Beschließt:

Artikel 1 - Vor der Einreichung des Antrags ersucht der Antragsteller die Verwaltung um die Durchführung einer in Artikel 40 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Untersuchung bezüglich der gesundheitlichen Zuträglichkeit.

Diese Untersuchung erfolgt nach dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen.

Wenn der Antragsteller den Bericht über die gesundheitliche Zuträglichkeit innerhalb von 45 Tagen nach Eingang seines Antrags nicht bekommen hat, ist er berechtigt, seinen Antrag auf Zuschuß einzureichen.

Art. 2 - Der Antragsteller reicht einen Antrag auf Zuschuß in doppelter Ausfertigung bei der Verwaltung anhand des von ihr bereitgestellten Musterformulars ein.

Art. 3 - § 1. Der Antragsteller bestimmt das Datum der Plenarversammlung und ruft die Parteien zusammen, wenn eine Plenarversammlung vorgesehen ist und wenn der Antrag auf Zuschuß für vollständig erklärt worden ist.

Mindestens fünfzehn Tage vor dem berücksichtigten Datum übermittelt der Antragsteller ein Exemplar der vollständigen Akte an jede der Parteien.

Die folgenden Personen werden zu dieser Versammlung zusammengerufen:

1° der Vertreter des Antragstellers, der das Protokoll der Versammlung aufnimmt;

2° ein Vertreter der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das betroffene Gebäude befindet;

3° ein Vertreter der Verwaltung;

4° der beauftragte Beamte oder sein Vertreter;

5° gegebenenfalls die mit der Untersuchung bezüglich der gesundheitlichen Zuträglichkeit beauftragte Person;

6° wenn der Antragsteller es für notwendig erachtet, jeder Vertreter einer anderen Verwaltung oder eines öffentlichen Dienstes.

Der Vertreter der Verwaltung führt den Vorsitz. Er kann diese dem Antragsteller übertragen.

§ 2. Im Laufe der Plenarversammlung findet eine Besichtigung an Ort und Stelle statt und wird die vom Antragsteller eingereichte Akte überprüft. Jeder Teilnehmer äußert seine Meinung und teilt gegebenenfalls seine Bemerkungen, Empfehlungen und Vorschläge mit.

Die Plenarversammlung genehmigt den Vorentwurf vorbehaltlich der im Laufe dieser Versammlung bestimmten Bedingungen.

Das Protokoll der Plenarversammlung bestimmt:

- 1° die Zweckmäßigkeit, die berücksichtigte Maßnahme zu treffen;
- 2° gegebenenfalls die Verbesserungsfähigkeit des für die Maßnahme vorgesehenen Gebäudes;
- 3° die Anzahl und Art von geplanten Wohnungen sowie den Umfang der berücksichtigten Arbeiten.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Versammlung stellt der Antragsteller den betroffenen Parteien das Protokoll, das außerdem die gesamten geäußerten Meinungen, Empfehlungen und Vorschläge angibt, zu. Ohne Bemerkung innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Zustellung wird das Protokoll als genehmigt betrachtet.

Die Verwaltung übermittelt dem Minister das endgültige Protokoll.

Auf der Grundlage dieser Beschlüsse reicht der Antragsteller ggf. einen Antrag auf Städtebaubescheinigung oder -genehmigung ein.

Art. 4 - Innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang eines Antrags auf Zuschuß teilt die Verwaltung dem Antragsteller mit, ob der Antrag den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses entspricht.

Die Frist wird um den Zeitraum verlängert, der notwendig ist, um die zusätzlichen von der Verwaltung beantragten Auskünfte zu erteilen.

Art. 5 - Innerhalb von zwölf Monaten nach der Zustellung der Beteiligungszusage und vor der Ausschreibung der Arbeiten legt der Antragsteller der Verwaltung die Auftragsbekanntmachung und den Entwurf der vorgeschlagenen Arbeiten zur Zustimmung vor. Dieser Entwurf muß mit der in der zugestellten Beteiligungszusage festgelegten Zweckbestimmung übereinstimmend sein.

Ohne Beschluß der Verwaltung innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang der vollständigen Akte wird der Entwurf als angenommen betrachtet.

Art. 6 - Das Ergebnis der Ausschreibung der Arbeiten wird der Verwaltung übermittelt, um das Einverständnis des Ministers über die endgültige Festlegung des Betrags der Beteiligung der Region zu bekommen.

Die Bezeichnung der Auftragnehmer wird zur vorherigen Zustimmung der Verwaltung vorgelegt.

Art. 7 - Jede Abänderung betreffend die Anzahl der Wohnungen, die bewohnbaren Flächen, die Zweckbestimmung oder die Art der Arbeiten darf nicht ohne die vorherige Zustimmung der Verwaltung vorgenommen werden.

Art. 8 - Innerhalb von zwei Monaten nach dem Ende der Arbeiten übermittelt der Antragsteller der Verwaltung die Endabrechnung der Arbeiten.

Art. 9 - Der Antragsteller benachrichtigt die Verwaltung über das Datum der Abnahme der Arbeiten. Er übermittelt eine Abschrift des Protokolls der endgültigen Abnahme.

Art. 10 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1999 im Kraft.

Namur, den 16. März 1999

W. TAMINIAUX

—

VERTALING

N. 99 — 1162

[C - 99/27302]

16 MAART 1999. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van de besluiten van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming toegekend wordt aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van sociale woningen, transitwoningen, integratiewoningen en middelgrote woningen, alsmede voor de sloping van een onverbeterbaar gebouw

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 29, 30, 31, 32, 33, 35 tot en met 43;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Waalse Gewest een tegemoetkoming toegekend wordt aan rechtspersonen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen voor de sloping van een onverbeterbaar gebouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van transitwoningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van integratiewoningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij het Gewest een tegemoetkoming verleent aan rechtspersonen voor de oprichting van middelgrote woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald,

Besluit :

Artikel 1. Alvorens de aanvraag in te dienen verzoekt de aanvrager het bestuur om het gezondheidsverslag bedoeld in artikel 40 van de Waalse Huisvestingscode.

Dit verslag wordt opgemaakt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald.

Indien het gezondheidsverslag niet binnen 45 dagen na ontvangst van de aanvraag aan de aanvrager wordt gericht, mag hij de subsidieaanvraag indienen.

Art. 2. De aanvrager dient een subsidieaanvraag in twee exemplaren in bij het bestuur d.m.v. het door het bestuur bezorgde modelformulier.

Art. 3. § 1. De aanvrager bepaalt de datum van de plenaire vergadering en roept de partijen bijeen zodra een plenaire vergadering gepland is en de subsidieaanvraag volledig wordt verklaard. Ten minste 15 dagen vóór de gekozen datum doet de aanvrager één exemplaar van het volledig dossier aan iedere partij toekomen.

Voor deze vergadering worden de volgende personen bijeengeroepen :

- 1° de vertegenwoordiger van de aanvrager die notulen van de vergadering opstelt;
- 2° één vertegenwoordiger van de gemeente op het grondgebied waarvan het betrokken gebouw gelegen is;
- 3° één vertegenwoordiger van het bestuur;
- 4° de afgevaardigde ambtenaar of zijn vertegenwoordiger;
- 5° in voorkomend geval, de persoon belast met het gezondheidsverslag;
- 6° wanneer de aanvrager het nodig acht, iedere vertegenwoordiger van een ander bestuur of een openbare dienst.

Het voorzitterschap wordt door de vertegenwoordiger van het bestuur waargenomen. Hij kan het aan de aanvrager opdragen.

§ 2. Tijdens de plenaire vergadering wordt een bezichtiging ter plaatse verricht en het door de aanvrager voorgelegde dossier behandeld. Iedere deelnemer brengt advies uit en deelt in voorkomend geval zijn opmerkingen, suggesties en voorstellen mede.

De plenaire vergadering keurt het voorontwerp goed onder voorbehoud van de tijdens deze vergadering bepaalde voorwaarden.

De notulen van de plenaire vergadering bepalen :

- 1° of de geplande bestemming al dan niet gegeven wordt;
- 2° zo nodig, de verbeterbaarheid van het gebouw waarvoor de verrichting gepland is;
- 3° het aantal en het type geplande woningen alsmede de omvang van de vooropgestelde werken.

Binnen vijftien dagen na de vergadering deelt de aanvrager de betrokken partijen de notulen mede waarin alle adviezen, geuite suggesties en voorstellen vermeld staan. Deze notulen worden geacht goedgekeurd te zijn indien geen bezwaar binnen vijftien dagen na kennisgeving ervan ingediend is.

De definitieve notulen worden door het bestuur aan de Minister overgemaakt.

Op grond van deze beslissingen dient de aanvrager, in voorkomend geval, een aanvraag in om een stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning.

Art. 4. Binnen 60 dagen na ontvangst van een subsidieaanvraag stelt het bestuur de aanvrager in kennis van de conformiteit van de aanvraag met dit besluit.

De termijn wordt met de nodige duur verlengd om de aanvullende inlichtingen aan het bestuur te verstrekken dat erom verzocht heeft.

Art. 5. Binnen twaalf maanden na kennisgeving van de tegemoetkomingsbelofte en vóór de aanbesteding van de werken worden de aankondiging van de opdracht en het project met de geplande werken door de aanvrager ter goedkeuring aan het bestuur voorgelegd. Het project moet conform de bestemming zijn die bepaald is in de kennisgeving van de tegemoetkomingsbelofte.

Indien het bestuur binnen 60 dagen na ontvangst van een volledig dossier verzuimt te beslissen wordt het project geacht goedgekeurd te zijn.

Art. 6. Het resultaat van de aanbesteding van de werken wordt aan het bestuur ter goedkeuring van de Minister voorgelegd, waarbij het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest definitief wordt vastgesteld. De aanwijzing van de aannemers wordt vooraf aan het bestuur ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 7. Iedere wijziging in het aantal woningen, de bewoonbare oppervlakten, de bestemming of de aard van de werken kan pas worden aangebracht na goedkeuring door het bestuur.

Art. 8. Binnen twee maanden na het einde van de werken wordt de eindafrekening van de werken aan het bestuur door de aanvrager overgemaakt.

Art. 9. De aanvrager stelt het bestuur in kennis van de datum van definitieve oplevering van de werken. Hij stuurt een afschrift van het proces-verbaal van definitieve oplevering.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

Namen, 16 maart 1999.

W. TAMINIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09447]

Désignation

Par arrêté royal du 28 février 1999, M. Lucien Nouwynck, avocat général près la cour d'appel de Bruxelles, reste désigné comme conseiller général à la Politique criminelle.

[99/09448]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 12 avril 1999, entrant en vigueur le 6 mai 1999, est acceptée la démission de M. Guily, P., de ses fonctions de juge suppléant au tribunal de police de Saint-Nicolas.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 11 avril 1999 sont nommés juge suppléant :

- au tribunal de première instance :
 - d'Anvers, Mme Dumez, A., avocat;
 - de Liège, M. Noirhomme, L., avocat;
 - de Verviers, M. Henry, P., avocat;
- au tribunal de commerce :
 - de Nivelles, M. Renard, J., avocat;
 - de Courtrai :
 - M. Vynckier, J., avocat;
 - Mme Vuylsteke, T., avocat;
 - de Huy, Mme Fabbricotti, M., avocat, juge suppléant à la justice de paix du canton de Hamoir;
 - de Charleroi, M. Cornil, P., avocat;
- à la justice de paix :
 - du canton de Beringen, M. Savelkoul, Ch., avocat;
 - du canton de Genk, M. Daenen, Y., avocat;
 - du canton de Tongres, M. Scheepers, J., avocat.

Il est nommé simultanément juge suppléant à la justice de paix du canton de Fouron-Saint-Martin;

- du canton de Saint-Josse-ten-Noode, M. Dumont de Chassart, F., avocat;
- du canton de Zaventem, M. Desmet, J., avocat;
- du canton d'Audenarde, M. Sobrie, M., licencié en droit, notaire à la résidence de Munkzwalm;
- du canton de Renaix, M. de Clippele, M., avocat;
- du canton de Zottegem, M. Pluym, L., avocat;
- du second canton d'Ostende, Mme Aерcke, B., avocat;
- du second canton de Courtrai, M. Martyn, G., avocat;
- du canton de Wervik, M. Vanstaen, J., avocat;
- du canton de Saint-Nicolas, M. Seghers, M., avocat;
- du canton de Limbourg, M. Schmits, P., avocat;
- du canton de Verviers, M. Cramilion, J.-M., avocat;

— du canton de Florenville, M. Michel, L., avocat.

Il est nommé simultanément juge suppléant à la justice de paix du canton d'Etalle;

- du canton Comines, Mme Saintrond, M., avocat;
- au tribunal de police de Bruges, M. De Maesschalck, Ch., avocat.

Par arrêté royal du 12 avril 1999, M. Vandeputte, D., avocat, est nommé juge suppléant à la justice de paix du canton de Torhout.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles, sous pli recommandé à la poste.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09447]

Aanstelling

Bij koninklijk besluit van 28 februari 1999 blijft de heer Lucien Nouwynck, advocaat-generaal bij het hof van beroep te Brussel, aangewezen als adviseur-generaal voor het Strafrechtelijk beleid.

[99/09448]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 12 april 1999, dat in werking treedt op 6 mei 1999, is aan de heer Guily, P., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Sint-Niklaas.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 11 april 1999 zijn benoemd tot plaatsvervangend rechter :

- in de rechtbank van eerste aanleg te :
 - Antwerpen, Mevr. Dumez, A., advocaat;
 - Luik, de heer Noirhomme, L., advocaat;
 - Verviers, de heer Henry, P., advocaat;
- in de rechtbank van koophandel te :
 - Nijvel, de heer Renard, J., advocaat.
- Kortrijk :
 - de heer Vynckier, J., advocaat;
 - Mevr. Vuylsteke, T., advocaat;
- Hoei, Mevr. Fabbricotti, M., advocaat, plaatsvervangend rechter in het vredegerecht van het kanton Hamoir.
- Charleroi, de heer Cornil, P., advocaat;
- in het vredegerecht :
 - van het kanton Beringen, de heer Savelkoul, Ch., advocaat;
 - van het kanton Genk, de heer Daenen, Y., advocaat;
 - van het kanton Tongeren, de heer Scheepers, J., advocaat.

Hij wordt gelijktijdig benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vredegerecht van het kanton Sint-Martens-Voeren;

- van het kanton Sint-Joost-ten-Node, de heer Dumont de Chassart, F., advocaat;
- van het kanton Zaventem, de heer Desmet, J., advocaat;
- van het kanton Oudenaarde, de heer Sobrie, M., licentiaat in de rechten, notaris ter standplaats Munkzwalm;
- van het kanton Ronse, de heer de Clippele, M., advocaat;
- van het kanton Zottegem, de heer Pluym, L., advocaat;
- van het tweede kanton Oostende, Mevr. Aерcke, B., advocaat;
- van het tweede kanton Kortrijk, de heer Martyn, G., advocaat;
- van het kanton Wervik, de heer Vanstaen, J., advocaat;
- van het tweede kanton Sint-Niklaas, de heer Seghers, M., advocaat;
- van het kanton Limburg, de heer Schmits, P., advocaat;
- van het tweede kanton Verviers, de heer Cramilion, J.-M., advocaat;
- van het kanton Florenville, de heer Michel, L., advocaat.

Hij wordt gelijktijdig benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vredegerecht van het kanton Etalle;

- van het kanton Komen, Mevr. Saintrond, M., advocaat;
- in de politierechtbank te Brugge, de heer De Maesschalck, Ch., advocaat.

Bij koninklijk besluit van 12 april 1999 is de heer Vandeputte, D., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vredegerecht van het kanton Torhout.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

[99/09449]

**Direction générale des Etablissements pénitentiaires
Services extérieurs. — Promotions**

Par arrêtés royaux du 11 avril 1999, Mme Dubois, Christine, psychologue à la prison de Saint-Gilles et Mme Sinnaeve, Godelieve, psychologue à la prison centrale de Louvain, sont promues par avancement de grade, à partir du 1^{er} novembre 1998, au grade de psychologue-directeur dans les services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

[99/09449]

**Directoraat-generaal Strafinrichtingen
Buitendiensten. — Bevorderingen**

Bij koninklijke besluiten van 11 april 1999 zijn Mevr. Dubois, Christine, psycholoog bij de gevangenis te Sint-Gillis en Mevr. Sinnaeve, Godelieve, psycholoog bij de centrale gevangenis te Leuven, met ingang van 1 november 1998, bevorderd door verhoging in graad tot de graad van psycholoog-directeur bij de buitendiensten van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE**

[99/16105]

Personnel. — Nomination à titre définitif

Par arrêté royal du 4 mars 1999, Mme Bernard, Elizabeth, est nommée à titre définitif aux services centraux du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, en qualité de vétérinaire, à partir du 1^{er} mars 1998, dans le cadre linguistique français.

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW**

[99/16105]

Personeel. — Benoeming in vast verband

Bij koninklijk besluit van 4 maart 1999 wordt Mevr. Bernard, Elizabeth, met ingang van 1 maart 1998, in vast verband benoemd tot dierenarts in het Frans taalkader bij de centrale diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

[99/16106]

Personnel. — Nomination et promotion

Par arrêté ministériel du 25 mars 1999, M. Bierens, Mathieu, ingénieur industriel-directeur, est promu au 1^{er} janvier 1999, aux services centraux, par avancement barémique à l'échelle de traitement 13B, dans le cadre linguistique néerlandais.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, adresse : Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

[99/16106]

Personeel. — Benoeming en bevordering

Bij ministerieel besluit van 25 maart 1999 wordt de heer Bierens, Mathieu, industrieel ingenieur-directeur, met ingang van 1 januari 1999, bij het hoofdbestuur bevorderd door verhoging in weddenschaal tot de weddenschaal 13B in het Nederlands taalkader.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C - 99/35514]

Ruimtelijke ordening. — Plan van aanleg

MOORSLEDE. — Bij besluit van 26 maart 1999 van de minister vice-president van de Vlaamse regering en Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening, wordt het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1991 houdende goedkeuring van het bijzonder plan van aanleg «Kezelberg (Dadizele)» van de gemeente Moorslede, ingetrokken.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[S - C - 99/29095]

30 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant nomination des membres du jury chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e) et d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 43 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1964 portant création du diplôme de gradué en logopédie et fixation des conditions de collation de ce diplôme;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 avril 1994 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(e) gradué(e), modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1995;

Vu l'arrêté de la Communauté française du 10 mai 1995 fixant le programme de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(e) gradué(e);

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e), d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 avril 1994, 22 avril et 5 juin 1996 et 20 avril 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont nommés président, vice-président, secrétaire et secrétaire-adjointe du jury constitué en vue de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e) et d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie :

Président : M. le Dr. Moriaux, R., Attaché à la Direction générale de la Santé du Ministère de la Communauté française.

Vice-Président : M. Bettens, M., Directeur de la Catégorie paramédicale à la Haute Ecole libre du Hainaut occidental.

Secrétaire : Mme Noel, L., infirmière graduée hospitalière, professeur de pratique professionnelle à la Haute Ecole André Vésale - section paramédicale.

Secrétaire adjointe : Mme Maton, A., Conseillère psychopédagogique - Centre PMS de la Communauté française à Gembloux.

Art. 2. Sont nommés membres de ces jurys :

SECTION : Infirmier(e) gradué(e).

A. Enseignement officiel

Professeurs à la Haute Ecole Francisco Ferrer.

1e année :

M. Buschen.

Mlle Dujardin M.

Mme Fontinoy, N. (professeur à la retraite).

2e année :

Mme Dujardin, M.

Mme Fontinoy, N. (professeur à la retraite).

Dr. Lemaire, P.

Mme Schulmann, M.

3e année :

Mme Bausier-Copinschi.

Mme Favresse, V.

Professeurs à la Haute Ecole provinciale Mons-Centre-Borinage.

1e année :

Mme Busiau, M.

Mme Vilain, M.

2e année :

Mme Busiau, M.

Mme Dupont, C.

Mme Lor, F.

3e année :

Mme Busiau, M.
Mme Ceuleneers, G.
Mme Dupire, S.
Mme Lor, F.
Mme Vilain, M.
Professeur à la Haute Ecole provinciale de Charleroi.

1e, 2e, 3e années :

M. Ricco, L.-R.
Professeurs à la Haute Ecole provinciale du Hainaut Occidental.

1e année :

Mme Boussa, C.

2e année :

Mme Baudenne, M.
Mme Michiels, A.

3e année :

Mme Conratte, J.
Mme Durieux, C.
Mme Van de Vijver.
Professeurs à la Haute Ecole de la Province de Liège « André Vésale ».

1e année :

Mr. Decrescenzo, M.

2e année :

Mme Haid, F.
Mme Rigo, M.J.
Mme Léonard, A.

3e année :

Mme Fagnant, B.
Mme Malchaire, B.
Mme Rigo, M.J.
Mme Therasse, C.
Professeurs à la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg « Schuman ».

1e année :

Mme Alaime-Lagneau, M.
Mme Cornette, M.P.
Mme Delvenne, M.
Mme Guerisse, K.
Dr. Namur, M.
Mme Wilmotte, M.-T.

2e année :

Mme Charlier, D (professeur à la retraite).
Mme Delvenne, M.
Mme Destenay, C.
Mme Gaspard, J.
M. le Dr. Namur, M.
Mme Orban, C.
Mme Watlot-Delcominette, M.
Mme Wilmotte-Namur, M.-T.

3e année :

Mme Alaime-Lagneau, M.
Mme Debiasio-Poncin, G.
Mme Destenay, C.
Mme Watlot-Delcominette, M.
Mme Wilmotte-Namur, M.T.
Professeurs à la Haute Ecole de la Province de Namur.

2e année :

Mme Chaway, P.

Mme Plasman, J.

3e année :

Mme Plasman, J.

Professeurs à la Haute Ecole de la Province de Liège « André Vésale ».

2e année :

Dr. Benmouna, A.

3e année :

Mme Rentmeister, N.

Professeur à l'institut de Renaix.

3e année :

Mme Deplechin, A.

B. Enseignement libre.

Professeur à la Haute Ecole Galilée.

3° année :

Mme Reinbold, A.

Professeurs à la Haute Ecole Ilya Prigogine.

1e année :

M. Moeschal, M.

2e année :

Mme Modave, M.L.

Mme Pasuch, V.

3e année :

Dr. Blondiau, P. (professeur à la retraite).

Dr. Wibail, C.

Professeurs à la Haute Ecole Galilée.

1e année :

Mme Paggi-Denis, M.

M. Myaux, G.

Mme Ruidant, I.

2e année :

Mme Cottin, S.

Mme Manise, A.

Dr. Navez, L.

Mme Paggi-Denis, M.

3e année :

Mme Dardenne, S.

Dr. Noblesse, D.

Professeurs à la Haute Ecole Léonard de Vinci.

1e année :

le Dr. De Cock, A.

Mme Henry, F.

2e année :

Mme Van Hees, G.

3° année :

Mme Goubeau, M.

Mme Ruppel, B.

Mme Van Hees, G.

Professeurs à la Haute Ecole Léonard de Vinci.

1e année :

Samain, T.

2e année :

Dr. Cailteux-Steyns.

Mme Paul, T.

3e année :

Mme Briffoz- Detourbe;
Dr. Moriau, M.
Mme Mouton I.
Mme Paul, T.
Professeurs à la Haute Ecole Charleroi-Europe.

2e année :

Mme Baudoux- Carollo.
M. Decallonne, L.
Mme Focant.

3e année :

Dr. Aupaix, M.
Mme Baudoux-Carollo.
M. Decallonne, L.
Mme Focant.
Professeurs à la Haute Ecole Roi Baudouin.

1e année :

Mme Demoustier, V.

2e année :

Mme Loutte-Rodrique, D.
Mme Mariscal, S.
M. Mignolet, A.

3e année :

M. Mignolet, A.
Professeurs à la Haute Ecole Libre du Hainaut Occidental.

2e année :

Mme Collie-Botquin, C.
Mme Henno, M.P.
Sœur Vermaut, P.

3e année :

Bettens, M.
Mme Brotcorne, M.F.
Professeurs à la Haute Ecole Mosane d'enseignement supérieur.

1e année :

Mme Dombret, C.

2e année :

Mme Dombret, C.
Mme Lorent, V.
Mme Palumbo, S.

3e année :

Mme Dombret, C.
Mme Dumont, V.
Mme Lorent.
Mme Thibaut, F.
Professeurs à la Haute Ecole namuroise catholique - Henac.

1e année :

Mme Lobet, M.

2e année :

Dr. Amand, J.

3e année :

Dr. Bauvin, G.

Compétences particulières.1e année :

M. le Dr. Gueur, C., Médecin-Inspecteur au service de l'inspection médicale scolaire - Ministère de la Communauté française.

M. Lamaye, J.C., Docteur en sciences - Institut d'Hygiène à Mons.

Section : Accoucheuse.A. Enseignement officiel.

Professeurs à la Haute Ecole Franscico Ferrer.

1e année :

M. Buschen.

Mme Dujardin, M.

Mme Fontinoy, N. (professeur à la retraite).

2e année :

Mme Dujardin, M.

Mme Fontinoy, N. (professeur à la retraite).

Mme Galez, F.

Professeurs à la Haute Ecole provinciale de Mons-Borinage-Centre.

1e année :

Mme Busiau, M.

Mme Vilain, M.

Professeur à la Haute Ecole de Charleroi - Université du Travail.

1e année et 2e année :

Mr. Ricco, L.-R.

Professeur à la Haute Ecole provinciale du Hainaut Occidental.

1e année :

Mme Boussa, C.

Professeurs à la Haute Ecole de la Province de Liège André Vésale.

1e année :

M. De Crescenzo, M.

Professeurs à la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg « Schuman ».

1e année :

Mme Alaïme-Lagneau, M.

Mme Cornette M.P.

Mme Delvenne, M.

Mme Guerisse, K.

Dr. Namur, M.

Mme Wilmotte-Namur, M.T.

2e année :

Mme Charlier, D.

Mme Delvenne, M.

Mme Destenay, C.

Mme Gaspard, J.

Dr. Namur, M.

Mme Orban, C.

Mme Watlot, M.

Professeur à la Haute Ecole de la Province de Namur.

2e année :

M. Plasman, J.

Professeur à la Haute Ecole de la Province de Liège André Vésale.

2e année :

Dr. Benmouna, A.

B. Enseignement libre.

Professeurs à la Haute Ecole libre de Bruxelles - Ilya Prigogine.

1e année :

Mr. Moeschal, M.

2e année :

Dr. Alexander, S.

Mme Modave, M.-L.

Professeurs à la Haute Ecole Galilée.

1e année :

Mme Paggi-Denis, M.

Mr. Myaux, G.

Mme Ruidant, I.

Professeurs à la Haute Ecole Léonard de Vinci.

1e année :

Dr. De Cock, A.

Mme Ruppel, B.

Professeurs à la Haute Ecole Léonard de Vinci.

1e année :

M. Samain, T.

2e année :

Dr. Cailteux-Steyns, M.

Mme Paul, T.

Professeurs à la Haute Ecole catholique Charleroi- Europe.

2e année :

Mme Baudoux-Carollo.

Mr. Decallonne, L.

Dr. Pestiaux, J.-L.

Professeurs à la Haute Ecole Roi Baudouin.

1e année :

Mme Demoustier, V.

2e année :

Mignolet, A.

Mme Rodrique-Loutte, D.

Mme Mariscal, S.

Professeurs à la Haute Ecole Mosane d'enseignement supérieur.

1e année :

Mme Dombret, C.

2e année :

Mme Dombret, C.

Mme Carlisi, V.

Professeurs à la Haute Ecole catholique »HENAC«.

1e année :

Mme Lobet, M.P.

2e année :

Dr. Amand, J.

Dr. Delforge J.P.

Compétences particulières.1e année :

Dr. Gueur, C., Médecin-Inspecteur au service de l'inspection médicale scolaire - Ministère de la Communauté française.

Mr. Lamaye, J.C. - Docteur en sciences - Institut d'hygiène à Mons.

Sections : Kinésithérapie et Ergothérapie.A. Enseignement Officiel.

Professeurs à la haute Ecole de la Communauté française « Paul-Henri Spaak ».

1e année :

Mme Houssa-Heilporn, A.

2e année :

Mme Houssa-Heilporn, A.

M. Saliez, J.-P.

3e année :

Mme Houssa-Heilporn, A.

M. Saliez, J.P.

Professeurs à la Haute Ecole provinciale de Charleroi - Université du travail.

1e année :

Roose, G.

2e année :

Roose, G.

3e année :

M. Roose, G.

Professeur à la Haute Ecole Provinciale du Hainaut Occidental.

1e année :

M. Fontaine, S.

Professeurs à la Haute Ecole de la Province de Liège « André Vésale ».

1e année :

Dr. Dreezen, E.

Leballue, D.

2e année :

Dr. Dreezen, E.

M. Leballue, D.

3e année :

Dr. Dreezen, E.

Professeurs à la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg « Schuman ».

1e, 2e, 3e années :

Mme Delvenne, M.

M. Grave, J.

Dr. Namur, M.

B. Enseignement libre.

Professeur à la Haute Ecole «Léonard de Vinci».

1e année :

Mme Chaidron, E.

Mme Staes, L.

2e et 3e années :

Mme Staes, L.

Professeurs à la Haute Ecole Charleroi Europe.

1e année :

Bouffioux, E.

M. Calicis, L.

Mme De Bruyne, C.

2e et 3e années :

Bouffioux, E.

M. Calicis, L.

Professeurs à la Haute Ecole Ilya Prigogine.

1e, 2e et 3e années :

Antoine, A.

Lefevre P.

M. Penta, A.

1e 2e et 3e années :

Mme Dehouck, M.

Compétences particulières.

Pour les trois années :

M. Heueux, P., Directeur à la Haute Ecole provinciale de Charleroi - catégorie paramédicale.

Section : Logopédie.A. Enseignement officiel.

Professeurs à la Haute Ecole provinciale Mons-Borinage-Centre.

1e année :

Mme Lelong, O.

Mme Deveille.

2e année :

Mme Lelong, O.

Mme Pierard, B.

Mme Virgule, R.

3e année :

Mme Deveille.

Mme Lelong, O.

Mme Virgule, R.

Professeurs à la Haute Ecole de la Communauté française « Schuman ».

1e, 2e et 3e année :

Mme Delvenne, M.

Dumont, R.

Mme Heyde, C.

Professeurs à la Haute Ecole de la Ville de Liège.

1e et 2e années :

Mme Mahy, M.F.

Professeurs à la Haute Ecole de la Province de Liège « André Vésale ».

1e année :

Mme De Coster, M.

2e et 3e année :

Mme Desneux.

B. Enseignement libre.

Professeurs de la Haute Ecole Léonard de Vinci.

1e année :

Mme Doucet, C.

Dr. Fayt, C.

M. Nederlandt, P.

2e année :

Mme Doucet, C.

Dr. Fayt, C.

Mme Hubin.

Mme Lahaye, A.

Nederlandt, P.

Verheyden, P.

3e année :

Buxan, P.

Mme Doucet, C.

M. Nederlandt, P.

Compétences particulières.

Lebacqz, J. - Chercheur au département de physiologie à la Faculté de Médecine de Louvain à Woluwe.

Art. 3. Cette liste n'est pas exhaustive. Elle peut être modifiée en raison des besoins en respectant, dans la mesure du possible, la parité entre membres du personnel de l'enseignement officiel et membres du personnel de l'enseignement libre.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

Bruxelles, le 30 novembre 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[S - C - 99/29095]

30 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd(e) verpleger(st)er, gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger(-ster), gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 43 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw en verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 1960;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1964 tot instelling van het diploma van gegradueerde in de logopedie en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994 houdende de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw en gegradueerd(e) verpleger of verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1995 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs ter verkrijging van de diploma's van vroedvrouw en gegradueerd(e) verpleger of verpleegster.

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap belast met het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd(e) verpleger(-ster) en gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger(-ster), gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 april 1994, 22 april en 5 juni 1996 en 20 april 1998,

Besluit :

Artikel 1. Worden benoemd tot voorzitter, ondervoorzitter, secretaris en adjunct-secretaris van de examencommissie van de Franse Gemeenschap belast met het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd(e) verpleger(-ster) en gespecialiseerd(e) gegradueerd(e) verpleger(-ster), gegradueerde in de kinesitherapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie :

Voorzitter : De heer Dr. Moriaux, R., Attaché bij het Algemeen Bestuur Gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Ondervoorzitter : De heer Bettens, M. Directeur van de paramedische categorie « Haute Ecole libre du Hainaut Occidental ».

Secretaris : Mevr. Noel, L., gegradueerde ziekenhuisverpleegster, praktijkleraar aan de « Haute Ecole André Vésale » - paramedische afdeling.

Adjunct-secretaris : Mevr. Maton A, Psychopedagogisch adviseur - PMS - Centrum van de Franse Gemeenschap te Gembloers.

Art. 2. Worden benoemd tot leden van die examencommissies :

AFDELING : Gegradueerd(e) verpleger(-ster).

A. Officieel onderwijs.

Leraren aan de « Haute Ecole Francisco Ferrer ».

1e jaar :

De heer Buschen.

Juffr. Dujardin, M.

Mevr. Fontinoy, N. (in ruste gestelde leraar).

2e jaar :

Mevr. Dujardin, M.

Mevr. Fontinoy, N. (in ruste gestelde leraar).

Dr. Lemaire, P.

Mevr. Schulmann, M.

3e jaar :

Mevr. Bausier-Copinschi.

Mevr. Favresse, V.

Leraren aan de « Haute Ecole provinciale Mons-Centre-Borinage ».

1e jaar :

Mevr. Busiau, M.

Mevr. Vilain, M.

2e jaar :

Mevr. Busiau, M.

Mevr. Dupont, C.

Mevr. Lor, F.

3e jaar :

Mevr. Busiau, M.

Mevr. Ceuleneers, G.

Mevr. Dupire, S.

Mevr. Lor, F.

Mevr. Vilain, M.

Leraar aan de « Haute Ecole provinciale de Charleroi ».

1e 2e 3e jaar :

De heer Ricco, L.-R.

Leraren aan de « Haute Ecole provinciale du Hainaut Occidental ».

1e jaar :

Mevr. Boussa, C.

2e jaar :

Mevr. Baudenne, M.

Mevr. Michiels, A.

3e jaar :

Mevr. Conratte, J.

Mevr. Durieux, C.

Mevr. Van de Vijver.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Province de Liège "André Vésale" ».

1e jaar

De heer Decrescenzo, M.

2e jaar :

Mevr. Haid, F.

Mevr. Rigo, M.J.

Mevr. Léonard, A.

3e jaar :

Mevr. Fagnant, B.

Mevr. Malchaire, B.

Mevr. Rigo, M.J.

Mevr. Therasse, C.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg "Schuman" »

1e jaar :

Mevr. Alaime-Lagneau, M.

Mevr. Cornette, M.P.

Mevr. Delvenne, M.

Mevr. Guerisse, K.

Dr. Namur, M.

Mevr. Wilmotte, M.-T.

2e jaar :

Mevr. Charlier, D. (in ruste gestelde leraar).

Mevr. Delvenne, M.

Mevr. Destenay, C.

Mevr. GASPARD J.

De heer Dr. Namur, M.

Mevr. Orban, C.

Mevr. Watlot-Delcominette, M.

Mevr. Wilmotte-Namur, M.-T.

3e jaar :

Mevr. Alaime-Lagneau, M.

Mevr. Debiasio-Poncin, G.

Mevr. Destenay, C.

Mevr. Watlot- Delcominette, M.

Mevr. Wilmotte-Namur, M.T.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Province de Namur ».

2e jaar :

Mevr. Chaway, P.

Mevr. Plasman, J.

3e jaar :

Mevr. Plasman, J.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Province de Liège "André Vésale" ».

2e jaar :

Dr. Benmouna, A.

3e jaar :

Mevr. Rentmeister, N.

Leraar aan het « Institut de Renaix ».

3e jaar :

Mevr. Deplechin, A.

B. Vrij onderwijs.

Leraar aan de « Haute Ecole Gallée ».

3e jaar :

Mevr. Reinbold, A.

Leraren aan de « Haute Ecole Ilya Prigogine ».

1e jaar :

Moeschal, M.

2e jaar :

Mevr. Modave, ML

Mevr. Pasuch, V.

3e jaar :

Dr. Blondiau, P. (in ruste gestelde leraar).

Dr. Wibail, C.

Leraren aan de « Haute Ecole Gallée ».

1e jaar :

Mevr. Paggi-Denis, M.

De heer Myaux, G.

Mevr. Ruidant, I.

2e jaar :

Mevr. Cottin, S.

Mevr. Manise, A.

Dr. Navez, L.

Mevr. Paggi-Denis, M.

3e jaar :

Mevr. Dardenne, S.

Dr. Noblesse, D.

Leraren aan de « Haute Ecole Léonard de Vinci ».

1e jaar :

De heer Dr. De Cock, A.

Mevr. Henry, F.

2e jaar :

Mevr. Van Hees, G.

3e jaar :

Mevr. Goubeau, M.

Mevr. Ruppel, B.

Mevr. Van Hees, G.

Leraren aan de « Haute Ecole Léonard de Vinci ».

1e jaar :

De heer Samain, T.

2e jaar :

Dr. Cailteux-Steyns, M.

Mevr. Paul, T.

3e jaar :

Mevr. Briffoz-Detourbe.

Dr. Moriau, M.

Mevr. Mouton I.

Mevr. Paul, T.

Leraren aan de « Haute Ecole Charleroi-Europe ».

2e jaar :

Mevr. Baudoux-Carollo.

De heer Decallonne, L.

Mevr. Focant.

3e jaar :

Dr. Aupaix, M.

Mevr. Baudoux-Carollo.

M. Decallonne, L.

Mevr. Focant.

Leraren aan de « Haute Ecole Roi Baudouin ».

1e jaar :

Mevr. Demoustier, V.

2e jaar :

Mevr. Loutte-Rodrique, D.

Mevr. Mariscal, S.

Mignolet, A.

3e jaar :

De heer Mignolet, A.

Leraren aan de « Haute Ecole Libre du Hainaut Occidental ».

2e jaar :

Mevr. Collie-Botquin, C.

Mevr. Henno, M.P.

Zuster Vermaut, P.

3e jaar :

Bettens, M.

Mevr. Brotcorne, M.F.

Leraren aan de « Haute Ecole Mosane d'enseignement supérieur ».

Mevr. Dombret, C.

2e jaar :

Mevr. Dombret, C.

Mevr. Lorent, V.

Mevr. Palumbo, S.

3e jaar :

Mevr. Dombret, C

Mevr. Dumont, V.

Mevr. Lorent.

Mevr. Thibaut, F.

Leraren aan de « Haute Ecole namuroise catholique - « HENAC ».

1e jaar :

Mevr. Lobet, M.

2e jaar :

Dr. Amand, J.

3e jaar :

Dr. Bauvin, G.

Bijzondere bevoegdheden.

1e jaar :

Dr. Gueur, C., Arts-Inspecteur bij de dienst voor medische schooltoezicht - Ministerium van de Franse Gemeenschap.

De heer Lamaye, J.C - Doctor in de wetenschappen - « Institut d'Hygiène » te Bergen.

Afdeling : Vroedvrouw.

A. Officieel onderwijs.

Leraren aan de « Haute Ecole Fransisco Ferrer ».

1e jaar :

De heer Buschen.

Mevr. Dujardin, M.

Mevr. Fontinoy N. (in ruste gestelde leraar).

2e jaar :

Mevr. Dujardin, M.

Mevr. Fontinoy, N. (in ruste gestelde leraar).

Mevr. Galez, F.

Leraren aan de « Haute Ecole provinciale de Mons - Borinage - Centre ».

1e jaar :

Mevr. Busiau, M.

Mevr. Vilain, M.

Leraar aan de « Haute Ecole de Charleroi - Université du Travail ».

1e jaar en 2e jaar :

De heer Ricco, L.-R.

Leraar aan de « Haute Ecole provinciale du Hainaut occidental ».

1e jaar :

Mevr. Boussa, C.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Province de Liège André Vésale ».

1e jaar :

De heer De Crescenzo, M.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg Schuman ».

1e jaar :

Mevr. Alaime-Lagneau, M.

Mevr. Cornette, M.P.

Mevr. Delvenne, M.

Mevr. Guerisse, K.

Dr. Namur, M.

Mevr. Wilmotte-Namur, M.T.

2e jaar :

Mevr. Charlier, D.

Mevr. Delvenne, M.

Mevr. Destenay, C.

Mevr. Gaspard, J.

Dr. Namur, M.

Mevr. Orban, C.

Mevr. Watlot.

Leraar aan de « Haute Ecole de la Province de Namur ».

2e jaar :

Mevr. Plasman, J.

Leraar aan de « Haute Ecole de la Province de Liège - André Vésale ».

2e jaar :

Dr. Benmouna, A.

B. Vrij onderwijs.

Leraren aan den Haute Ecole libre de Bruxelles - llya Prigogine.

1e jaar :

De heer Moeschal, M.

2e jaar :

Dr. Alexander, S.

Mevr. Modave, M.-L.

Leraren aan de « Haute Ecole Gallée ».

1e jaar :

Mevr. Paggi-Denis, M.

De heer Myaux, G.

Mevr. Ruidant, I.

Leraren aan de « Haute Ecole Léonard de Vinci ».

1e jaar :

Dr. De Cock, A.

Mevr. Ruppol, B.

Leraren aan de « Haute Ecole Léonard de Vinci.

Samain, T.

2e jaar :

Dr. Cailteux-Steyns, M.

Mevr. Paul, T.

Leraren aan de « Haute Ecole catholique Charleroi - Europe ».

2e jaar :

Mevr. Baudoux-Carollo.

De heer Decallonne, L.

Dr. Pestiaux, J.-L.

Leraren aan de « Haute Ecole Roi Baudouin ».

1e jaar :

Mevr. Demoustier, V.

2e jaar :

De heer Mignolet, A.

Mevr. Rodrique-Loutte, D.

Mevr. Mariscal, S.

Leraren aan de « Haute Ecole Mosane d'enseignement supérieur ».

1e jaar :

Mevr. Dombret, C.

2e jaar :

Mevr. Dombret, C.

Mevr. Carlisi, V.

Leraren aan de « Haute Ecole catholique « HENAC ».

1e jaar :

Mevr. Lobet, M.P.

2e jaar :

Dr. Amand, J.

Dr. Delforge, J.P.

Bijzondere bevoegdheden.1e jaar :

Dr. Gueur, C. - Arts-Inspecteur bij de dienst voor medische schooltoezicht - Ministerium van de Franse Gemeenschap.

De heer Lamaye, J.C - Doctor in de wetenschappen - « Institut d'Hygiene » te Bergen.

Afdelingen : Kinesithérapie en Arbeidstherapie.

A. Officieel onderwijs.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Communauté française « Paul-Henri Spaak ».

1e jaar :

Mevr. Houssa-Heilporn, A.

2e jaar :

Mevr. Houssa-Heilporn, A.

De heer Saliez, J.-P.

3e jaar :

Mevr. Houssa-Heilporn, A.

De heer Saliez, J.-P.

Leraren aan de « Haute Ecole provinciale de Charleroi - Université du travail ».

1e jaar :

De heer Roose, G.

2e jaar :

De heer Roose, G.

3e jaar :

De heer Roose, G.

Leraar aan de « Haute Ecole Provinciale du Hainaut Occidental ».

1e jaar :

De heer Fontaine, S.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Province de Liège « André Vésale ».

1e jaar :

Dr. Dreezen, E.

De heer Leballue, D.

2e jaar :

Dr. Dreezen, E.

De heer Leballue, D.

3e jaar :

Dr. Dreezen, E.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg « Schuman ».

1e 2e 3e jaar :

Mevr. Delvenne, M.

De heer Grave, J.

Dr. Namur, M.

B. Vrij onderwijs.

Leraar aan de « Haute Ecole « Léonard de Vinci ».

1e jaar :

Mevr. Chaidron, E.

Mevr. Staes, L.

2e en 3e jaar :

Mevr. Staes, L.

Leraren aan de « Haute Ecole Charleroi Europe ».

1e jaar :

Bouffioulx, E.

De heer Calicis, L.

Mevr. De Bruyne, C.

2e en 3e jaar :

Bouffioulx, E.

De heer Calicis, L.

Leraren aan de « Haute Ecole Ilya Prigogine ».

1e 2e en 3e jaar :

De heer Antoine, A.

De heer Lefevre, P.

De heer Penta, A.

1e 2e et 3e jaar :

Mevr. Dehouck, M.

Bijzondere bevoegdheden.Voor de drie jaren :

De heer Heureux, P., Directeur aan de « Haute Ecole provinciale de Charleroi » - paramedische categorie.

AFDELING : Logopedie.A. Officieel Onderwijs.

Leraren aan de « Haute Ecole provinciale Mons-Borinage-Centre ».

1e jaar :

Mevr. Lelong, O.

Mevr. Deveille.

2e jaar :

Mevr. Lelong, O.

Mevr. Pierard, B.

Mevr. Virgule R.

3e jaar :

Mevr. Deveille.

Mevr. Lelong, O.

Mevr. Virgule, R.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Communauté française « Schuman »

1e 2e en 3e jaar :

Mevr. Delvenne, M.

De heer Dumont, R.

Mevr. Heyde, C.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Ville de Liège ».

1e en 2e jaar :

Mevr. Mahy, M.F.

Leraren aan de « Haute Ecole de la Province de Liege "André Vésale" »

1e jaar :

Mevr. De Coster, M.

2e en 3e jaar :

Mevr. Desneux.

B. Vrij onderwijs.

Leraren aan de « Haute Ecole Léonard de Vinci ».

1e jaar

Mevr. Doucet, C.

Dr. Fayt, C.

De heer Nederlandt, P.

2e jaar :

Mevr. Doucet, C.

Dr. Fayt, C.

Mevr. Hubin.

Mevr. Lahaye, A.

De heer Nederlandt, P.

De heer Verheyden, P.

3e jaar :

De heer Buxan, P.

Mevr. Doucet, C.

De heer Nederlandt, P.

BIJZONDERE BEVOEGDHEDEN

Lebacqz, J., Onderzoeker aan het departement voor fysiologie aan de Faculteit voor Geneeskunde van Louvain te Woluwe.

Art. 3. Die lijst is niet uitvoerig. Ze wordt gewijzigd volgens de behoeften. Voor zover mogelijk houden die wijzigingen rekening met de gelijke vertegenwoordiging van de personeelsleden van het officieel onderwijs en van de personeelsleden van het vrij onderwijs.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn met 31 december 2000.

Brussel, 30 november 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27297]

9 DECEMBRE 1998. — Arrêté ministériel reconnaissant à l'usage d'activité économique industrielle certains terrains situés sur le territoire de la commune de Mouscron, zone dite « Zone industrielle de Mouscron II »

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, 3^o alinéa;

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment les articles 30 et 31;

Vu le décret du 15 mars 1990 insérant dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique un article 30bis, un article 31bis et un article 32bis;

Vu la délibération du 20 février 1998 du conseil d'administration de l'IEG sollicitant l'autorisation de procéder à l'expropriation de terrains situés sur le territoire de la commune de Mouscron, zone dite "Zone industrielle de Mouscron II" en vue de leur affectation à l'usage d'activité économique industrielle;

Vu le plan d'affectation et d'expropriation ci-annexé figurant lesdits terrains;

Vu le dossier annexé à la délibération susvisée constatant que les formalités prescrites par l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 ont été remplies;

Vu qu'aucune réclamation n'a été introduite au cours de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 au 28 janvier 1998;

Vu l'avis favorable des administrations consultées au cours de l'instruction du dossier, exception faite des services extérieurs de la Direction générale de l'Agriculture, la parcelle en cause étant exploitée par un agriculteur;

Attendu que même si cette emprise est encore occupée par un agriculteur, elle fait partie de la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur et que son exclusion empêcherait une mise en oeuvre rationnelle de la destination lui conférée;

Vu le plan de secteur de Mouscron-Comines adopté par arrêté royal du 17 janvier 1979, lequel a affecté les terrains en cause en zone d'activité économique industrielle;

Considérant que l'acquisition des terrains situés dans ladite zone est sollicitée sur base de l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;

Considérant la nécessité pour l'intercommunale de pouvoir satisfaire au plus vite à la demande des investisseurs et de mettre lesdits terrains à leur disposition,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a lieu d'affecter à l'usage d'activité économique industrielle les terrains délimités par un liseré rose au plan ci-annexé situés sur le territoire de la commune de Mouscron, zone dite "Zone industrielle de Mouscron II".

Art. 2. L'intercommunale IEG à Mouscron est autorisée à procéder à l'expropriation de ces terrains.

Namur, le 9 décembre 1998.

R. COLLIGNON

—

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 99/27297]

9 DECEMBER 1998. — Ministerieel besluit tot erkenning van de industriële bestemming van bepaalde gronden gelegen in de "Zone industriële de Mouscron II", op het grondgebied van de gemeente Moeskroen

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, § 1, derde lid;

Gelet op de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, inzonderheid op de artikelen 30 en 31;

Gelet op het decreet van 15 maart 1990 tot invoeging, in de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, van een artikel 30bis, een artikel 31bis en een artikel 32bis;

Gelet op de beraadslaging van 20 februari 1998 van de raad van bestuur van de Intercommunale "I.E.G. » waarbij de toelating wordt gevraagd om over te gaan tot de onteigening van gronden gelegen in de "Zone industrielle de Mouscron II", op het grondgebied van de gemeente Moeskroen, met het oog op hun industriële bestemming;

Gelet op het bijgaande bestemmings- en onteigeningsplan waarop die gronden voorkomen;

Gelet op het bij bovenvermelde beraadslaging gevoegde dossier waarbij is vastgesteld dat de bij artikel 30 van de wet van 30 december 1970 voorgeschreven formaliteiten vervuld zijn,

Overwegende dat tijdens het openbaar onderzoek dat tussen 14 januari 1998 en 28 januari 1998 plaatsvond, geen bezwaar werd ingebracht;

Gelet op het gunstig advies van de tijdens de behandeling van het dossier geraadpleegde besturen, met uitzondering van de buitendiensten van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, daar het betrokken perceel door een landbouwer wordt uitgebaut;

Overwegende dat de in te nemen grond, hoewel nog door een landbouwer gebruikt, deel uitmaakt van het in het gewestplan opgenomen industriegebied en dat de uitsluiting ervan een rationele verwezenlijking van de bestemming van dit gebied zou verhinderen;

Gelet op het bij koninklijk besluit van 17 januari 1979 aangenomen gewestplan Moeskroen-Komen, waarbij de betrokken gronden een industriële bestemming hebben gekregen;

Overwegende dat om de aankoop van de in het betrokken gebied gelegen gronden wordt gevraagd overeenkomstig artikel 30 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie;

Overwegende dat de intercommunale zo spoedig mogelijk moet kunnen ingaan op het verzoek van de investeerders die over bovenvermelde gronden wensen te beschikken,

Besluit :

Artikel 1. De op het bijgaande plan met een rooskleurige rand voorgestelde gronden, gelegen in de "Zone industrielle de Mouscron II", op het grondgebied van de gemeente Moeskroen, moeten een industriële bestemming krijgen.

Art. 2. De intercommunale « I.E.G. » te Moeskroen wordt ertoe gemachtigd deze gronden te onteigenen.

Namen, 9 december 1998.

R. COLLIGNON

TABLEAU D'EMPRISES
TABEL VAN DE GRONDINNEMINGEN

N° emprise Grondin- ning Nr.	S ^{on} cad. Kad. s ^{ie}	N° parcelle Perceelnr.	Propriétaire Eigenaar	Adresse Adres	Localité Gemeente
1	B	494a	M. DUMORTIER Alphonse	Rue des Drumes, 2	7700 MOUSCRON
			M. DUMORTIER Bernard	Drumesstraat, 2	7700 MOESKROEN
			Mme DUMORTIER Chantal	Rue de l'Enfer, 8	8587 ESPIERRES
			Mme DUMORTIER Marie	Quai Vifquin, 20	7500 TOURNAI
			M. DUMORTIER Francis	Rue du Bilemont, 350	7700 MOUSCRON
				Bilemontstraat, 305	7700 MOESKROEN
				Rue de la Rousselerie, 101	7700 MOUSCRON
					7700 MOESKROEN

Le plan peut être consulté auprès de l'administration communale de et à Mouscron.

Het plan ligt ter inzage bij het gemeentebestuur van Moeskroen.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SECRETARIAT PERMANENT
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[C - 99/08147]

Recrutement d'attachés, d'expression française (m/f) (rang A6)
AFW9910A. — Erratum

A la page 12636 du *Moniteur belge* du 16 avril 1999, dans la rubrique "Procédure de sélection" : 1.1. Epreuve écrite du concours de recrutement d'attachés (m/f) (rang A6), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne, le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, il faut lire comme suit les deux derniers paragraphes : "Pour réussir et pour être admis à l'épreuve suivante, les candidats doivent obtenir au moins 60 points sur 100 au total de l'épreuve ainsi que dans chacune des deux parties et se classer parmi les 1 900 (à la place de 1 600) premiers candidats ayant satisfait à l'épreuve (voir point 4.1 - Classement - du règlement d'examen). En fonction des possibilités de recrutement et compte tenu de leur classement à la première épreuve, ces 1 900 (à la place de 1 600) candidats seront convoqués par groupes en vue de participer à la deuxième épreuve".

[C - 99/08148]

Recrutement de gradués, d'expression française (m/f) (rang B3)
AFW9926B. — Erratum

A la page 12639 du *Moniteur belge* du 16 avril 1999, dans la rubrique "Procédure de sélection" : 1.1. Epreuve écrite du concours de recrutement de gradués (m/f) (rang B3), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne, le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, il faut lire comme suit les deux derniers paragraphes : "Pour réussir et pour être admis à l'épreuve suivante, les candidats doivent obtenir au moins 60 points sur 100 au total de l'épreuve ainsi que dans chacune des deux parties et se classer parmi les 2 000 (à la place de 1 600) premiers candidats ayant satisfait à l'épreuve (voir point 4.1 - Classement - du règlement d'examen). En fonction des possibilités de recrutement et compte tenu de leur classement à la première épreuve, ces 2 000 (à la place de 1 600) candidats seront convoqués par groupes en vue de participer à la deuxième épreuve".

[C - 99/08149]

Recrutement d'assistants, d'expression française (m/f) (rang C3)
AFW9920C. — Erratum

A la page 12641 du *Moniteur belge* du 16 avril 1999, dans la rubrique "Procédure de sélection" : 1.1. Epreuve écrite du concours de recrutement d'assistants (m/f) (rang C3), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne, le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, il faut lire comme suit les deux derniers paragraphes : "Pour réussir et pour être admis à l'épreuve suivante, les candidats doivent obtenir au moins 60 points sur 100 au total de l'épreuve ainsi que dans chacune des deux parties et se classer parmi les 3 200 (à la place de 2 000) premiers candidats ayant satisfait à l'épreuve (voir point 4.1 - Classement - du règlement d'examen). En fonction des possibilités de recrutement et compte tenu de leur classement à la première épreuve, ces 3 200 (à la place de 2 000) candidats seront convoqués par groupes en vue de participer à la deuxième épreuve".

VAST SECRETARIAAT
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL

[C - 99/08147]

Werving van Franstalige attachés (m/v) (rang A6)
AFW9910A. — Erratum

Op bladzijde 12636 van het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 1999, in de rubriek "Selectieprocedure" : 1.1. Schriftelijke proef van het vergelijkend wervingsexamen van Franstalige attachés (m/v) (rang A6) voor het Ministerie van het Waals Gewest, het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer en de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren, dienen de laatste twee paragrafen als volgt te worden gelezen : "Om te slagen en om tot de volgende proef te worden toegelaten, moeten de sollicitanten ten minste 60 punten op 100 voor de totale proef en voor elk van de twee gedeelten behalen en zich rangschikken onder de eerste 1 900 (in plaats van de eerste 1 600) sollicitanten die voor de proef slagen (zie punt 4.1 - Rangschikking - van het examenreglement). Volgens het aantal wervingsmogelijkheden en rekening houdend met hun rangschikking voor het eerste gedeelte, zullen die 1 900 (in plaats van 1 600) geslaagden per groep voor het tweede gedeelte worden opgeroepen".

[C - 99/08148]

Werving van Franstalige gegradueerden (m/v) (rang B3)
AFW9926B. — Erratum

Op bladzijde 12639 van het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 1999, in de rubriek "Selectieprocedure" : 1.1. Schriftelijke proef van het vergelijkend wervingsexamen van Franstalige gegradueerden (m/v) (rang B3) voor het Ministerie van het Waals Gewest, het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer en de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren, dienen de laatste twee paragrafen als volgt te worden gelezen : "Om te slagen en om tot de volgende proef te worden toegelaten, moeten de sollicitanten ten minste 60 punten op 100 voor de totale proef en voor elk van de twee gedeelten behalen en zich rangschikken onder de eerste 2 000 (in plaats van de eerste 1 600) sollicitanten die voor de proef slagen (zie punt 4.1 - Rangschikking - van het examenreglement). Volgens het aantal wervingsmogelijkheden en rekening houdend met hun rangschikking voor het eerste gedeelte, zullen die 2 000 (in plaats van 1 600) geslaagden per groep voor het tweede gedeelte worden opgeroepen".

[C - 99/08149]

Werving van Franstalige assistenten (m/v) (rang C3)
AFW9920C. — Erratum

Op bladzijde 12641 van het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 1999, in de rubriek "Selectieprocedure" : 1.1. Schriftelijke proef van het vergelijkend wervingsexamen van Franstalige assistenten (m/v) (rang C3) voor het Ministerie van het Waals Gewest, het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer en de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren, dienen de laatste twee paragrafen als volgt te worden gelezen : "Om te slagen en om tot de volgende proef te worden toegelaten, moeten de sollicitanten ten minste 60 punten op 100 voor de totale proef en voor elk van de twee gedeelten behalen en zich rangschikken onder de eerste 3 200 (in plaats van de eerste 2 000) sollicitanten die voor de proef slagen (zie punt 4.1 - Rangschikking - van het examenreglement). Volgens het aantal wervingsmogelijkheden en rekening houdend met hun rangschikking voor het eerste gedeelte, zullen die 3 200 (in plaats van 2 000) geslaagden per groep voor het tweede gedeelte worden opgeroepen".

[C - 99/08150]

**Recrutement d'adjoints, d'expression française (m/f) (rang D3)
AFW9930D. — Erratum**

A la page 12645 du *Moniteur belge* du 16 avril 1999, dans la rubrique "Procédure de sélection" : 1.1. Epreuve écrite du concours de recrutement d'adjoints (m/f) (rang D3), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne, le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, il faut lire comme suit les deux derniers paragraphes : "Pour réussir et pour être admis à l'épreuve suivante, les candidats doivent obtenir au moins 60 points sur 100 au total de l'épreuve ainsi que dans chacune des deux parties et se classer parmi les 1 800 (à la place de 1 000) premiers candidats ayant satisfait à l'épreuve (voir point 4.1 - Classement - du règlement d'examen). En fonction des possibilités de recrutement et compte tenu de leur classement à la première épreuve, ces 1 800 (à la place de 1 000) candidats seront convoqués par groupes en vue de participer à la deuxième épreuve".

[C - 99/08151]

**Recrutement d'opérateurs, d'expression française (m/f) (rang E3)
AFW9940E. — Erratum**

A la page 12647 du *Moniteur belge* du 16 avril 1999, dans la rubrique "Procédure de sélection" : 1.1. Epreuve écrite du concours de recrutement d'opérateurs (m/f) (rang E3), d'expression française, pour le Ministère de la Région wallonne, le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports et les organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, il faut lire comme suit les deux derniers paragraphes : "Pour réussir et pour être admis à l'épreuve suivante, les candidats doivent obtenir au moins 60 points sur 100 au total de l'épreuve ainsi que dans chacune des deux parties et se classer parmi les 2 500 (à la place de 1 400) premiers candidats ayant satisfait à l'épreuve (voir point 4.1 - Classement - du règlement d'examen). En fonction des possibilités de recrutement et compte tenu de leur classement à la première épreuve, ces 2 500 (à la place de 1 400) candidats seront convoqués par groupes en vue de participer à la deuxième épreuve".

[C - 99/08150]

**Werving van Franstalige adjuncten (m/v) (rang D3)
AFW9930D. — Erratum**

Op bladzijde 12645 van het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 1999, in de rubriek "Selectieprocedure" : 1.1. Schriftelijke proef van het vergelijkend wervingsexamen van Franstalige adjuncten (m/v) (rang D3) voor het Ministerie van het Waals Gewest, het Waals Ministerie voor Uitrustingen en Vervoer en de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren, dienen de laatste twee paragrafen als volgt te worden gelezen : "Om te slagen en om tot de volgende proef te worden toegelaten, moeten de sollicitanten ten minste 60 punten op 100 voor de totale proef en voor elk van de twee gedeelten behalen en zich rangschikken onder de eerste 1 800 (in plaats van de eerste 1 000) sollicitanten die voor de proef slagen (zie punt 4.1 - Rangschikking - van het examenreglement). Volgens het aantal wervingsmogelijkheden en rekening houdend met hun rangschikking voor het eerste gedeelte, zullen die 1 800 (in plaats van 1 000) geslaagden per groep voor het tweede gedeelte worden opgeroepen".

[C - 99/08151]

**Werving van Franstalige operateurs (m/v) (rang E3)
AFW9940E. — Erratum**

Op bladzijde 12647 van het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 1999, in de rubriek "Selectieprocedure" : 1.1. Schriftelijke proef van het vergelijkend wervingsexamen van Franstalige operateurs (m/v) (rang E3) voor het Ministerie van het Waals Gewest, het Waals Ministerie voor Uitrustingen en Vervoer en de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest ressorteren, dienen de laatste twee paragrafen als volgt te worden gelezen : "Om te slagen en om tot de volgende proef te worden toegelaten, moeten de sollicitanten ten minste 60 punten op 100 voor de totale proef en voor elk van de twee gedeelten behalen en zich rangschikken onder de eerste 2 500 (in plaats van de eerste 1 400) sollicitanten die voor de proef slagen (zie punt 4.1 - Rangschikking - van het examenreglement). Volgens het aantal wervingsmogelijkheden en rekening houdend met hun rangschikking voor het eerste gedeelte, zullen die 2 500 (in plaats van 1 400) geslaagden per groep voor het tweede gedeelte worden opgeroepen".

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[99/09436]

**Organisation judiciaire
Constitution d'une réserve de recrutement néerlandophone
pour le concours d'assistant de médiation**

Classement des lauréats du concours :

- | | |
|----------------------------|--------------------------|
| 1. Dumon, Eva | 13. Duchateau, Enid |
| 2. Gooijer, Anke | 15. Verhamme, Anjie |
| 3. Vermeersch, Delphine | 16. Cracco, Astrid |
| 4. Onghena, Katelijne | 16. Rommelaere, Nele |
| 5. Van Droogenbroeck, Bram | 18. Milbou, Marjolijne |
| 6. Dillen, Nele | 19. Walraet, Leentje |
| 7. Smets, Ellen | 20. Naegels, Christine |
| 8. Van Neder, Stéphanie | 21. Peetermans, Hedwig |
| 9. Deckers, Karen | 22. Valckenaere, Katrien |
| 10. Geerts, Veerle | 23. Steurs, Marleen |
| 11. Wuyts, Anna | 23. Peeters, Roel |
| 11. Hagens, Sandra | 25. De Wit, Marie-Jeanne |
| 13. Verheecke, Greet | 26. Van Parys, Veerle |

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09436]

**Rechterlijke Organisatie
Samenstelling van een Nederlandstalige wervingsreserve
voor het vergelijkend examen van bemiddelingsassistent**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten :

- | |
|---------------------------|
| 27. De Smet, Andy |
| 28. Sleurs, Karolien |
| 29. Masure, Didier |
| 30. Boudin, Machteld |
| 31. Mullens, Kris |
| 32. Declercq, An |
| 33. Goossens, Dominique |
| 34. Dewulf, Marc |
| 35. Voorspoels, Ghislaine |
| 36. Van de Voorde, Sofie |
| 37. De Clercq, Barbara |
| 38. Daelemans, Ann |
| 39. Decock, Minda |

[99/09437]

**Constitution d'une réserve de recrutement francophone
pour le concours d'assistant de médiation**

Classement des lauréats du concours :

1. Strappazon, Aurore
2. Jonette, Sandra
3. Claus, Valérie
4. Remy, Grégory
5. Schmit, Christine
6. Clamar, Laurence
7. Dupuis, Christophe
8. Depasse, Virginie
9. Chaufforeau, Anne
10. Rivir, Virginie
11. Boucau, Valérie
11. Lemaire, Valérie
13. Gorissen, France-Odile
14. Jacquet, Florence

14. Jeanmart, Fabian
16. Chevalier, Sabrina
16. Preud'homme, Pascale
18. Bonniver, Ingrid
19. Lardinois, Laurence
20. Schumer, Nathalie
21. Botton, Stéphanie
21. Brennenraedts, Dominique
23. Jeugmans, Laetitia
24. Brauwerts, Christiane
25. Janmart, Isabelle
26. Grifgnée, Béatrice
27. Degauquier, Nathalie
27. Tenret, Valérie

29. Gengoux, Martine
29. Duyck, Hélène
29. Reyns, Michelle
32. Bauwens, Isabelle
33. Goderis, Yannick
33. Van Ham, Christelle
35. Denis, Thérèse
35. de Mandat de Grancey, Aude
37. Boulanger, Nicole
37. Biasoli, Florence
39. Etienne, Sabine
40. Cosyns, Valérie
41. Donati, Orane
42. Feuillen, Florence
43. Hernay, Mireille

[99/09437]

**Samenstelling van een Franstalige wervingsreserve
voor het vergelijkend examen van bemiddelingsassistent**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten :

[99/09438]

**Constitution d'une réserve de recrutement néerlandophone
pour le concours d'assistant social**

Classement des lauréats du concours :

1. Dumon, Eva
2. Vermeersch, Delphine
3. Gooijer, Anke
3. Castelein, Anne
5. Onghena, Katelijne
6. Verheecke, Greet
6. Smets, Ellen
8. Van Neder, Stéphanie
9. Deckers, Karen
10. Geerts, Veerle
11. Wuyts, Anna
11. Hagens, Sandra
13. Dillen, Nele

14. Duchateau, Enid
15. Verhamme, Anjie
16. Peetermans, Hedwig
16. Cracco, Astrid
18. Eloot, Nele
18. Meelberghs, Heidi
20. Milbou, Marjolijne
21. Walraet, Leentje
22. Naegels, Christine
23. Valckenaere, Katrien
24. Van Parys, Veerle
25. Steurs, Marleen
26. Dewulf, Marc

27. De Wit, Marie-Jeanne
28. Sleurs, Karolien
29. Daelemans, Ann
30. Peeters, Roel
31. Declercq, An
31. Goossens, Dominique
33. Mullens, Kris
34. De Smet, Andy
35. Masure, Didier
36. Boudin, Machteld
37. De Cauwer, Nadine
38. De Clercq, Barbara
39. Vandebeek, Wim

[99/09438]

**Samenstelling van een Nederlandstalige wervingsreserve
voor het vergelijkend examen van maatschappelijk assistent**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten :

[99/09439]

**Constitution d'une réserve de recrutement francophone
pour le concours d'assistant social**

Classement des lauréats du concours :

1. Strappazon, Aurore
2. Gregoire, Mauricette
2. Claus, Valérie
4. Remy, Grégory
4. L'Heureux, Delphine
6. Clamar, Laurence
7. Dupuis, Christophe
8. Depasse, Virginie
9. Rivir, Virginie
10. Cuypers, Valérie
11. Coucau, Valérie
11. Lemaire, Valérie
13. Gorissen, France-Odile

14. Jacquet, Florence
15. Chevalier, Sabrina
15. Preud'homme, Pascale
17. Bonniver, Ingrid
18. Lardinois, Laurence
19. Schumer, Nathalie
20. Jeugmans, Laetitia
20. Hamel, Marc
22. Clarenne, Corinne
22. Grifgnée, Béatrice
24. Suray, Angélique
24. Degauquier, Nathalie
24. Tenret, Valérie

27. Duyck, Hélène
27. Reyns, Michelle
29. Bauwens, Isabelle
30. Goderis, Yannick
31. de Mandat de Grancey, Aude
31. Denis, Thérèse
33. Legrain, Sophie
33. Biasoli, Florence
33. Boulanger, Nicole
36. Thurion, Jacqueline
37. Breuskin, Martine
37. Gobbesso, Fabienne
37. Feuillen, Florence

[99/09439]

**Samenstelling van een Franstalige wervingsreserve
voor het vergelijkend examen van maatschappelijk assistent**

Rangschikking van de geslaagde kandidaten :

[99/09450]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

- juge suppléant à la justice de paix du canton de Hamoir : 1;
- juge suppléant au tribunal de police de Saint-Nicolas : 1 (à partir du 6 mai 1999).

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

[99/09450]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- plaatsvervangend rechter in het vredegericht van het kanton Hamoir : 1;
- plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Sint-Niklaas : 1 (vanaf 6 mei 1999).

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DES FINANCES**Administration de la trésorerie**

[99/03225]

MINISTERIE VAN FINANCIEN**Administratie der thesaurie**

[99/03225]

**CODE
376****EMPRUNT A LOTS 1933**

Liste officielle du tirage n° 486 (quarante et unième année)
du 18 mars 1999

OBLIGATIONS A AMORTIR

9 groupes, soit 90 obligations de 1 050 francs chacune,
à rembourser par lot à partir du 1^{er} octobre 1999

HUIT LOTS DE } **50 000** } **FRANCS**
ACHT LOTEN VAN } **FRANK**

UN LOT DE } **100 000** } **FRANCS**
EEN LOT VAN } **FRANK**

Liste des groupes d'obligations sortis par lot aux
tirages de la quarante et unième année (n° 481 à 486)
et remboursables à partir du 1^{er} octobre 1999.

23 511 à (tot)	23 520	109 391 à (tot)	109 400	229 821 à (tot)	229 830	428 381 à (tot)	428 390	650 141 à (tot)	650 150
25 111 "	25 120	130 911 "	130 920	237 411 "	237 420	504 381 "	504 390	667 001 "	667 010
37 471 "	37 480	121 221 "	121 230	262 901 "	262 910	504 431 "	504 440	698 491 "	698 500
43 761 "	43 770	144 681 "	144 690	268 751 "	268 760	528 161 "	528 170	732 351 "	732 360
44 691 "	44 700	151 821 "	151 830	279 861 "	279 870	531 621 "	531 630	748 411 "	748 420
53 191 "	53 200	155 561 "	155 570	303 491 "	303 500	557 731 "	557 740	763 041 "	763 050
67 571 "	67 580	158 951 "	158 960	313 781 "	313 790	557 881 "	557 890	796 781 "	796 790
72 651 "	72 660	161 581 "	161 590	316 091 "	316 100	576 481 "	576 490	802 681 "	802 690
77 401 "	77 410	169 101 "	169 110	380 621 "	380 630	577 191 "	577 200	815 841 "	815 850
94 391 "	94 400	221 861 "	221 870	394 521 "	394 530	606 471 "	606 480	835 591 "	835 600
105 571 "	105 580	222 761 "	222 770	422 031 "	422 040	608 731 "	608 740	835 691 "	835 700
107 151 "	107 160								

LOTENLENING 1933

Officiële lijst van de loting n° 486 (eenenveertigste jaar)
van 18 maart 1999

AF TE LOSSEN OBLIGATIES

9 groepen, zegge 90 obligaties van 1 050 frank elk,
terug te betalen met lot vanaf 1 oktober 1999

	25 111 à (tot)	25 120
GROUPES GROEPEN	151 821 "	151 830
	155 561 "	155 570
	169 101 "	169 110
	229 821 "	229 830
	303 491 "	303 500
	380 621 "	380 630
	576 481 "	576 490
	GROUPE GROEP	557 881 à (tot)

Lijst van de groepen obligaties uitgekomen met lot bij de
lotingen van het eenenveertigste jaar (nrs 481 tot 486)
en terugbetaalbaar vanaf 1 oktober 1999.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[S - C - 99/23004]

**Sociétés mutualistes
Mutualités et unions nationales de mutualités
Approbation de modifications statutaires**

En application de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, l'Office de contrôle a approuvé :

1) les modifications des taux des cotisations perçues par la mutualité « Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Mechelen » (104), établie à Mechelen, décidées par le conseil d'administration le 2 novembre 1998;

2) la modification de l'article 70 et le nouvel article 79bis des statuts de la mutualité « CARITAS – Fédération des Mutualités chrétiennes du Brabant wallon » (109), établie à Nivelles, ainsi que les modifications des taux des cotisations perçues, décidées par l'assemblée générale le 27 novembre 1998;

3) la modification de l'article 87 des statuts de la mutualité « Christelijke Mutualiteit Kortrijk » (111), établie à Kortrijk, décidée par l'assemblée générale le 18 décembre 1998;

4) les modifications des taux des cotisations perçues par la mutualité « Christelijke Mutualiteit Roeselare » (113), établie à Roeselare, ainsi que les modifications des articles 52 et 62A et B des statuts, décidées respectivement par le conseil d'administration le 10 novembre 1998 et par l'assemblée générale le 17 décembre 1998;

5) la nouvelle version des statuts de la société mutualiste « Objectief Gezondheid Vlaanderen » (280/01), établie à Aalst, décidées par l'assemblée générale extraordinaire le 12 février 1999;

6) les modifications des taux des cotisations perçues par la mutualité « Socialistische Mutualiteit Antwerpen » (301), établie à Antwerpen, décidées par le conseil d'administration le 19 novembre 1998;

7) les statuts (sauf l'article 122), en ce compris les dispositions statutaires des nouveaux services « matériel endoscopique et de viscérosynthèse », « diabète », « vaccins », « soins dentaires préventifs », « kinésithérapie périnatale », « garde d'enfants malades à domicile », « télévigilance – système d'alarme », « mariage » et « cas dignes d'intérêt et exceptionnels », de la mutualité « Mutualité libérale du Brabant – Liberale Mutualiteit van Brabant » (403), établie à Bruxelles, ainsi que les modifications des taux des cotisations (en ce compris la diminution des taux des cotisations pour le service soins de santé « petits risques » pour indépendants), décidées par l'assemblée générale le 12 décembre 1998;

8) les modifications des articles 2 (sauf pour ce qui est de la mention « indemnité école primaire »), 6, 7, 49, 54 et 61 des statuts de la mutualité « Mutualité libérale Centre-Charleroi-Mons » (409), établie à La Louvière, les dispositions statutaires relatives à l'octroi d'une prime de mariage ou de remariage (nouvel article 47, alinéas 1 et 2), la dissolution du service « indemnités journalières » (ancien article 47), la nouvelle numérotation à partir de l'article 64, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 18 décembre 1998;

9) les modifications des articles 6, 8, 9, 43, 51, 52, 53, 59, 63, 64 et 67 des statuts de la mutualité « Mutualité libérale des Arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et de Dour » (413), établie à Tournai, l'abrogation de l'article 68, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 13 décembre 1998;

10) les modifications des articles 2, 41, 52, 54, 55, 56, 66, 80, 83, 86, 87, 88, 90 et 91 des statuts de la mutualité « Liberale Mutualiteit – Vlaams Gewest » (417), établie à Asse, les dispositions statutaires du nouveau service « garde des enfants malades », ainsi que les modifications des taux des cotisations (en ce compris la diminution des taux des cotisations pour le service soins de santé « petits risques » pour indépendants), décidées par l'assemblée générale le 12 décembre 1998 et par le conseil d'administration le 4 février 1999;

11) les modifications des articles 46, 53, 56, 56bis, 59bis, 60, 61 et 61bis des statuts de la mutualité « Bund Ostbelgische Krankenkasse » (515), établie à Büllingen, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 21 janvier 1999;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 99/23004]

**Maatschappijen van onderlinge bijstand
Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen
Goedkeuring van statutenwijzigingen**

In toepassing van artikel 11, § 1, lid 3, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Controledienst goedgekeurd :

1) de wijzigingen van de bijdragen geïnd door het ziekenfonds « Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Mechelen » (104), gevestigd te Mechelen, beslist door de raad van bestuur van 2 november 1998;

2) de wijziging aan het artikel 70 en het nieuw artikel 79bis van de statuten van het ziekenfonds « CARITAS – Fédération des Mutualités chrétiennes du Brabant wallon » (109), gevestigd te Nivelles, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 27 november 1998;

3) de wijziging aan het artikel 87 van de statuten van het ziekenfonds « Christelijke Mutualiteit Kortrijk » (111), gevestigd te Kortrijk, beslist door de algemene vergadering van 18 december 1998;

4) de wijzigingen van de bijdragen geïnd door het ziekenfonds « Christelijke Mutualiteit Roeselare » (113), gevestigd te Roeselare, alsook de wijzigingen van de artikelen 52 en 62A en B van de statuten, beslist respectievelijk door de raad van bestuur van 10 november 1998 en door de algemene vergadering van 17 december 1998;

5) de nieuwe versie van de statuten van de maatschappij van onderlinge bijstand « Objectief Gezondheid Vlaanderen (280/01) », gevestigd te Aalst, beslist door de buitengewone algemene vergadering van 12 februari 1999;

6) de wijzigingen van de bijdragen geïnd door het ziekenfonds « Socialistische Mutualiteit Antwerpen » (301), gevestigd te Antwerpen, beslist door de raad van bestuur van 19 november 1998;

7) de statuten (behalve het artikel 122), met inbegrip van de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten « endoscopisch en viscerosynthesemateriaal », « diabetes », « vaccins », « preventieve tandverzorging », « perinatale kinesitherapie », « thuisoppas van zieke kinderen », « noodoproep – alarmsysteem », « huwelijk » en « behartenswaardige en uitzonderlijke gevallen », van het ziekenfonds « Liberale Mutualiteit van Brabant – Mutualité libérale du Brabant » (403), gevestigd te Brussel, alsook de wijzigingen van de bijdragen (met inbegrip van de bijdragevermindering voor de dienst geneeskundige verzorging « kleine risico's » voor zelfstandigen), beslist door de algemene vergadering van 12 december 1998;

8) de wijzigingen aan de artikelen 2 (behalve wat betreft de vermelding van de dienst « tussenkomst basisschool »), 6, 7, 49, 54 en 61 van de statuten van het ziekenfonds « Mutualité libérale Centre-Charleroi-Mons » (409), gevestigd te La Louvière, de statutaire bepalingen betreffende de toekenning van een huwelijkspremie of bij hertrouw (nieuw artikel 47, 1e en 3e lid), de ontbinding van de dienst « dagelijkse vergoedingen » (oud artikel 47), de hernaummering vanaf artikel 64, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering op 18 december 1998;

9) de wijzigingen aan de artikelen 6, 8, 9, 43, 51, 52, 53, 59, 63, 64 en 67 van de statuten van het ziekenfonds « Mutualité libérale des Arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et de Dour » (413), gevestigd te Tournai, de afschaffing van het artikel 68, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 13 december 1998;

10) de wijzigingen aan de artikelen 2, 41, 52, 54, 55, 56, 66, 80, 83, 86, 87, 88, 90 en 91 van de statuten van het ziekenfonds « Liberale Mutualiteit – Vlaams Gewest » (417), gevestigd te Asse, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst « thuisoppas zieke kinderen », alsook de wijzigingen van de bijdragen (met inbegrip van de bijdragevermindering voor de dienst geneeskundige verzorging « kleine risico's » voor zelfstandigen), beslist door de algemene vergadering van 12 december 1998 en door de raad van bestuur van 4 februari 1999;

11) de wijzigingen aan de artikelen 46, 53, 56, 56bis, 59bis, 60, 61 en 61bis van de statuten van het ziekenfonds « Bund Ostbelgische Krankenkasse » (515), gevestigd te Büllingen, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 21 januari 1999;

12) les modifications des articles 2 (sauf pour ce qui est de la mention des services « garde des enfants malades », « soins urgents à l'étranger » et « convalescence »), 7, 10, 42, 56, 58, 67, 68, 69 et 70 des statuts de la mutualité « Mutualité SECUREX - Ziekenfonds SECUREX » (516), établie à Bruxelles, les dispositions statutaires des nouveaux services « homéopathie » et « information aux membres », la nouvelle numérotation à partir de l'article 72, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 3 décembre 1998;

13) les modifications des articles 2, 6, 44, 46ter, 58, 70bis, 72, 74, 77, 79, 83, 92, 93, 95, 95bis, 96, 97 et 114 des statuts de la mutualité « Onafhankelijk Ziekenfonds Vlaanderen » (526), établie à Gent, les dispositions statutaires du nouveau service « homéopathie », la nouvelle numérotation à partir de l'article 74, l'abrogation des dispositions transitoires, ainsi que les modifications des taux des cotisations (en ce compris la diminution des taux des cotisations pour le service soins de santé « petits risques » pour indépendants), décidées par l'assemblée générale le 21 novembre 1998.

12) de wijzigingen aan de artikelen 2 (behalve wat betreft de vermelding van de diensten « thuisopvang van zieke kinderen », « dringende verzorging in het buitenland » en « herstelkuren »), 7, 10, 42, 56, 58, 67, 68, 69 en 70 van de statuten van het ziekenfonds « Ziekenfonds SECUREX - Mutualité SECUREX » (516), gevestigd te Brussel, de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten « homeopathie » en « voorlichting van de leden », de hernummering vanaf artikel 72, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 3 december 1998;

13) de wijzigingen aan de artikelen 2, 6, 44, 46ter, 58, 70bis, 72, 74, 77, 79, 83, 92, 93, 95, 95bis, 96, 97 en 114 van de statuten van het ziekenfonds « Onafhankelijk Ziekenfonds Vlaanderen » (526), gevestigd te Gent, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst « homeopathie », de hernummering vanaf artikel 74, de schrapping van de overgangsbepalingen, alsook de wijzigingen van de bijdragen (met inbegrip van de bijdragevermindering voor de dienst geneeskundige verzorging « kleine risico's » voor zelfstandigen), beslist door de algemene vergadering van 21 november 1998.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

[C - 99/00288]

1^{er} MARS 1999. — Dépenses électorales. — Elections des Chambres fédérales, du Parlement européen et des Conseils de Région et de Communauté du 13 juin 1999. — Communiqué. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande du communiqué du Ministre de l'Intérieur du 1^{er} mars 1999 relatif aux dépenses électorales - élections des Chambres fédérales, du Parlement européen et des Conseils de Région et de Communauté du 13 juin 1999 (*Moniteur belge* du 9 mars 1999), établie par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 99/00288]

1 MAART 1999. — Verkiezingsuitgaven. — Verkiezingen van de Federale Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden van 13 juni 1999. — Bericht. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het bericht van de Minister van Binnenlandse Zaken van 1 maart 1999 betreffende de verkiezingsuitgaven - verkiezingen van de Federale Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden van 13 juni 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 9 maart 1999), opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN

[S - C - 99/00288]

1. MÄRZ 1999 — Wahlausgaben — Wahlen der Föderalen Kammern, des Europäischen Parlaments und der Regional- und Gemeinschaftsräte vom 13. Juni 1999 — Bericht — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Berichts des Ministers des Innern vom 1. März 1999 zu den Wahlausgaben - Wahlen der Föderalen Kammern, des Europäischen Parlaments und der Regional- und Gemeinschaftsräte vom 13. Juni 1999, erstellt von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen des Beigeordneten Bezirkskommissariats in Malmedy.

MINISTERIUM DES INNERN

1. MÄRZ 1999 — Wahlausgaben — Wahlen der Föderalen Kammern, des Europäischen Parlaments und der Regional- und Gemeinschaftsräte vom 13. Juni 1999 — Bericht (1)

Tabelle zur Festlegung der zugelassenen Höchstbeträge für Wahlausgaben in Ausführung von Artikel 2 des Gesetzes vom 4. Juli 1989 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen der Föderalen Kammern und über die Finanzierung und die offene Buchführung der politischen Parteien, abgeändert durch das Gesetz vom 19. November 1998 (2)

A) Abgeordnetenkommer

1. Listen, auf denen Kandidaten bei den Wahlen der Abgeordnetenkommer vom 21. Mai 1995 gewählt worden sind

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Wahlkreis	Anzahl eingetragene Wähler 1995	Zugelassener Höchstbetrag pro Kandidaten entsprechend der Anzahl Kandidaten in Kolonne (6)	Politische Partei	Anzahl Kandidaten am Kopf der Liste entsprechend der Anzahl der am 21. Mai 1995 gewählten Kandidaten	Gesamtanzahl betroffener Kandidaten
Antwerpen	677 963	1 299 148	AGALEV	1	2
			SP	2	3
			VL. BLOK	4	5
			VU	1	2
			VLD	3	4
			CVP	3	4

(1) Wahlkreis	(2) Anzahl eingetragene Wähler 1995	(3) Z u g e l a s s e n e r Höchstbetrag pro Kandidaten ent- sprechend der Anzahl Kandida- ten in Kolonne (6)	(4) Politische Partei	(5) Anzahl Kandidaten am Kopf der Liste entsprechend der Anzahl der am 21. Mai 1995 gewählten Kandi- daten	(6) Gesamtanzahl betroffener Kandidaten
Mecheln- Turnhout	524 906	1 084 868	AGALEV SP VL. BLOK VLD CVP	1 3 1 1 4	2 4 2 2 5
Nivelles	233 082	676 315	PS PRL-FDF PSC	2 2 1	3 3 2
Mons-Soignies	279 063	740 688	PS ECOLO PRL-FDF PSC	3 1 1 1	4 2 2 2
Tournai-Ath- Mouscron	206 671	639 339	PS PRL-FDF PSC	2 1 1	3 2 2
Charleroi-Thuin	373 677	873 148	PS ECOLO PRL-FDF PSC FN	3 1 2 2 1	4 2 3 3 2
Lüttich	389 456	895 238	PS ECOLO PRL-FDF PSC	4 1 2 2	5 2 3 3
Huy-Waremme	120 294	518 412	PS ECOLO	1 1	2 2
Verviers	178 977	600 568	PS-SP PRL-FDF PSC	1 2 1	2 3 2
Hasselt-Tongern- Maaseik	541 603	1 108 244	SP VL. BLOK VU VLD CVP	3 1 1 2 4	4 2 2 3 5
Arlon-Marche-en- Famenne-Bastogne- Neufchâteau-Virton	172 114	590 960	PS PRL-FDF PSC	1 1 1	2 2 2
Namur-Dinant- Philippeville	315 801	792 121	PS PRL-FDF PSC	2 2 2	3 3 3
Gent-Eeklo	435 958	960 341	AGALEV SP VL. BLOK VU VLD CVP	1 1 1 1 2 3	2 2 2 2 3 4
Sint-Niklaas- Dendermonde	309 090	782 726	SP VL. BLOK VLD CVP	1 1 2 2	2 2 3 3

(1) Wahlkreis	(2) Anzahl eingetragene Wähler 1995	(3) Z u g e l a s s e n e r Höchstbetrag pro Kandidaten ent- sprechend der Anzahl Kandida- ten in Kolonne (6)	(4) Politische Partei	(5) Anzahl Kandidaten am Kopf der Liste entsprechend der Anzahl der am 21. Mai 1995 gewählten Kandi- daten	(6) Gesamtanzahl betroffener Kandidaten
Aalst-Oudenaarde	294 598	762 437	SP VLD CVP	2 2 2	3 3 3
Löwen	341 004	827 406	SP VLD CVP	2 3 2	3 4 3
Brügge	208 197	641 476	AGALEV SP VLD CVP	1 1 1 1	2 2 2 2
Kortrijk-Roeselare- Tielt	386 930	891 702	SP VL. BLOK VU VLD CVP	2 1 1 1 3	3 2 2 2 4
Veurne-Dixmuiden- Ypern-Ostende	268 294	725 612	SP VLD CVP	1 2 2	2 3 3
Brüssel-Halle- Vilvoorde	941 762	1 668 467	AGALEV SP PS VL. BLOK VU ECOLO PRL-FDF PSC VLD CVP FN	1 2 2 2 1 2 5 1 2 3 1	2 3 3 3 2 3 6 2 3 4 2

2. Listen, auf denen kein Kandidat bei den Wahlen der Abgeordnetenkammer vom 21. Mai 1995 gewählt worden ist oder die im betreffenden Wahlkreis nicht angetreten sind: In diesem Fall bestimmt die politische Partei einen Kandidaten, dem es erlaubt ist, im betreffenden Wahlkreis den in Nr. 1 Kolonne 3 erwähnten Betrag auszugeben

3. Andere ordentliche Kandidaten als die in Nr. 1 und 2 erwähnten Kandidaten und der erste Ersatzkandidat, sofern letzterer nicht unter Nr. 1 oder 2 fällt (Fall, in dem ein Kandidat als ordentlicher Kandidat und als Ersatzkandidat vorgeschlagen wird): 200 000 F pro Kandidaten

4. Andere Ersatzkandidaten als der erste, sofern sie nicht unter Nr. 1 oder 2 fallen: 100 000 F pro Kandidaten

B) Senat

1. Listen, auf denen Kandidaten bei den Wahlen des Senats vom 21. Mai 1995 gewählt worden sind

(1) Wahlkollegium	(2) Anzahl gültiger Stimmabgaben 1995	(3) Z u g e l a s s e n e r Höchstbetrag pro Kandidaten ent- sprechend der Anzahl Kandida- ten in Kolonne (6)	(4) Politische Partei	(5) Anzahl Kandidaten am Kopf der Liste entsprechend der Anzahl der am 21. Mai 1995 gewählten Kandi- daten	(6) Gesamtanzahl betroffener Kandidaten
Französisches	2 241 040	1 918 728	PS ECOLO PRL-FDF PSC	5 2 5 3	6 3 6 4
Niederländisches	3 751 285	2 975 900	AGALEV SP VL. BLOK VU VLD CVP	1 6 3 2 6 7	2 7 4 3 7 8

2. Listen, auf denen kein Kandidat bei den Wahlen des Senats vom 25. Mai 1995 gewählt worden ist oder die im betreffenden Wahlkollegium nicht angetreten sind: In diesem Fall bestimmt die politische Partei einen Kandidaten, dem es erlaubt ist, im betreffenden Wahlkollegium den in Nr. 1 Kolonne 3 erwähnten Betrag auszugeben

3. Andere ordentliche Kandidaten als die in Nr. 1 und 2 erwähnten Kandidaten und der erste Ersatzkandidat, sofern letzterer nicht unter Nr. 1 oder 2 fällt (Fall, in dem ein Kandidat als ordentlicher Kandidat und als Ersatzkandidat vorgeschlagen wird): 400 000 F pro Kandidaten

4. Andere Ersatzkandidaten als der erste, sofern sie nicht unter Nr. 1 oder 2 fallen: 200 000 F pro Kandidaten
Brüssel, den 1. März 1999.

Der Minister des Innern
L. VAN DEN BOSSCHE

Mitteilungen

(1) Der Bericht zur Festlegung der zugelassenen Höchstbeträge für Wahlausgaben für die Wahlen des Europäischen Parlaments und der Regional- und Gemeinschaftsräte ist im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Dezember 1998, deutsche Fassung *Belgisches Staatsblatt* vom 9. März 1999, veröffentlicht worden.

(2) Das Gesetz vom 19. November 1998, das die zugelassenen Höchstbeträge für Wahlausgaben für die Wahl der Föderalen Gesetzgebenden Kammern ändert, ist im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Dezember 1998, offizielle deutsche Übersetzung *Belgisches Staatsblatt* vom 12. März 1999, veröffentlicht worden.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

[C - 99/00305]

6 AVRIL 1999. — Avis relatif à la circulaire du 15 décembre 1998 relative à l'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la régularisation de situations particulières, et à l'actualisation d'autres circulaires du Ministre de l'Intérieur

A. Circulaire du 15 décembre 1998 relative à l'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la régularisation de situations particulières (*Moniteur belge*, 19 décembre 1998).

Pour des raisons organisationnelles, les demandes de régularisation basées sur les dispositions de la deuxième partie de cette circulaire ne peuvent être réceptionnées à partir du 16 mars 1999 à l'adresse du World Trade Center donnée dans le préambule de cette partie (p. 40497).

L'adresse à laquelle la Cellule Régularisations peut être jointe reste, jusqu'à avis contraire, la suivante :

Office des étrangers, 11^{ème} Direction, Bureau G - Régularisations, North Gate II, Bd E. Jacqmain 152, Boîte 1, 1000 Bruxelles, tél. : 02/205.54.11.

Il est conseillé aux personnes ayant envoyé une demande de régularisation au World Trade Center, Tour II, Bd E. Jacqmain 162, 1000 Bruxelles, entre la date du 16 mars 1999 et la date de parution du présent avis au *Moniteur belge*, d'envoyer une copie de celle-ci à l'adresse indiquée au paragraphe précédent.

B. Actualisation d'autres circulaires.

1. Circulaire du 1^{er} juillet 1994 concernant la délivrance de titres de séjour et des autorisations d'occupation (permis de travail) à des étranger(ères), victimes de la traite des êtres humains (*Moniteur belge*, 7 juillet 1994; err., *Moniteur belge*, 27 août 1994).

La référence aux bureaux et fonctionnaires de l'Office des étrangers compétents, indiquée à la fin de cette circulaire, n'est plus exacte.

A l'heure actuelle, le bureau compétent et coordinateur est le Bureau des Recherches (tél. : 02/205.54.11), et plus précisément :

- Mme K. Vertenten pour les cas néerlandophones;
- M. M. Renard pour les cas francophones.

2. Circulaire du 24 mars 1995 relative au registre d'attente (*Moniteur belge*, 13 mai 1995).

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 99/00305]

6 APRIL 1999. — Bericht betreffende de omzendbrief van 15 december 1998 over de toepassing van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en de regularisatie van bijzondere situaties en betreffende de actualisering van andere omzendbrieven uitgaande van de Minister van Binnenlandse Zaken

A. Omzendbrief van 15 december 1998 over de toepassing van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en de regularisatie van bijzondere situaties (*Belgisch Staatsblad*, 19 december 1998).

Om organisatorische redenen kunnen de aanvragen tot regularisatie die gebaseerd zijn op de bepalingen van het tweede gedeelte van de bovenvermelde omzendbrief niet vanaf 16 maart 1999 ontvangen worden op het World Trade Center adres zoals aangegeven in de preambule van het tweede gedeelte van de betrokken omzendbrief (zie p. 40497).

De Cel Regularisaties van de Dienst Vreemdelingenzaken kan tot nader order bereikt worden op het volgende adres :

Dienst Vreemdelingenzaken, 11^e Directie, Bureau G-Regularisaties, North Gate II, E. Jacqmainlaan 152, bus 1, 1000 Brussel, tel.: 02/205.54.11.

Personen die tussen 16 maart 1999 en de datum van publicatie van onderhavig bericht in het *Belgisch Staatsblad* een aanvraag tot regularisatie verzonden hebben naar World Trade Center, Toren II, E. Jacqmainlaan 152, bus 1, te 1000 Brussel, worden aangeraden om een kopie van hun aanvraag te zenden naar het in de vorige paragraaf vermeld adres.

B. Actualisering van andere omzendbrieven.

1. Omzendbrief van 1 juli 1994 betreffende de afgifte van verblijfs- en arbeidsvergunningen (arbeidskaarten) aan vreemdelingen, slachtoffers van mensenhandel (*Belgisch Staatsblad*, 07 juli 1994, err. 27 augustus 1994).

De verwijzing in het laatste gedeelte van de omzendbrief naar bepaalde bureau's en ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken is niet meer correct.

Op dit ogenblik is het bevoegd bureau binnen de Dienst Vreemdelingenzaken, het Bureau Opsporingen (tel.: 02/205.54.11), dat een coördinerende rol heeft in deze materie en meer bepaald :

- Mevr. K. VERTENTEN, voor de Nederlandstalige dossiers;
- De heer M. RENARD, voor de Franstalige dossiers.

2. Omzendbrief van 24 maart 1995 betreffende het wachtregister (*Belgisch Staatsblad*, 13 mei 1995).

Les numéros de téléphone de la cellule « Registre d'attente » de l'Office des étrangers, indiqués à la fin de cette circulaire, ne sont plus exacts. Toute information au sujet de cette circulaire peut être obtenue aux numéros de téléphone suivants : 02/205.54.83 ou 205.54.84.

3. Circulaire du 5 février 1996 relative aux conditions et aux cas dans lesquels un étranger, dont l'absence du Royaume est supérieure à un an, peut être autorisé à y revenir (*Moniteur belge*, 27 février 1996).

Les numéros de téléphone et de fax indiqués à la fin de cette circulaire sont toujours valables, sauf le numéro de fax du bureau AN, qui est le numéro 02/205.57.79.

4. Directives du 13 janvier 1997 à l'Office des étrangers, aux parquets, aux services de police, aux services de l'inspection des lois sociales et de l'inspection sociale relatives à l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains (*Moniteur belge*, 21 février 1997).

Le point 10.1. de cette circulaire comporte les numéros de téléphone de référence à l'Office des étrangers.

Si les numéros de téléphone de la centrale et de la permanence sont toujours valables, le numéro de téléphone de la direction générale ne l'est plus. Tout renseignement au sujet des directives précitées peut par contre être obtenu auprès du Bureau des Recherches (n° de téléphone : 02/205.50.13).

5. Circulaire du 27 octobre 1997 relative à l'octroi d'une autorisation de séjour pour une durée illimitée aux personnes déplacées bosniaques qui séjournent sur le territoire belge et à l'allocation d'une prime de retour et de réinstallation à celles d'entre elles qui retournent volontairement dans leur pays (*Moniteur belge*, 18 novembre 1997).

Au point I, B. (Décision quant à l'autorisation de séjour), de cette circulaire, il est précisé que la décision d'octroi d'une autorisation de séjour aux personnes visées est prise par l'Office des étrangers sur la base d'un rapport d'intégration établi par l'administration communale.

A la suite d'une restructuration de l'Office des étrangers, ce rapport ne doit plus être transmis au bureau RF/Europe mais au bureau G, l'adresse restant identique.

En outre, les numéros de téléphone de l'Office des étrangers, indiqués à la fin du point I de cette circulaire pour les cas individuels, ne sont plus valables. Tout renseignement relatif à l'objet de ce point peut être obtenu auprès du bureau G de l'Office des étrangers : n° 02/205.59.73 pour les cas francophones et n° 02/205.54.68 pour les cas néerlandophones.

Bruxelles, le 6 avril 1999.

Le directeur général,
S. Schewebach.

De opgegeven telefoonnummers van de « Sectie Wachtregister » van de Dienst Vreemdelingenzaken in het laatste gedeelte van de omzendbrief zijn niet meer correct. Elke inlichting aangaande het onderwerp van deze omzendbrief kan verkregen worden op de volgende telefoonnummers : 02/205.54.83 of 02/205.54.84.

3. Omzendbrief van 5 februari 1996 betreffende de gevallen waarin en van de voorwaarden waaronder een vreemdeling, wiens afwezigheid uit het Rijk langer dan één jaar duurt, kan gemachtigd worden er terug te keren (*Belgisch Staatsblad*, 27 februari 1996).

De opgegeven telefoon- en faxnummers in het laatste deel van de omzendbrief zijn nog altijd correct. Enkel het faxnummer van bureau AN is veranderd, namelijk 02/205.57.79.

4. Richtlijnen van 13 januari 1997 aan de Dienst Vreemdelingenzaken, parketten, politiediensten, inspectie van de sociale wetten en de sociale inspectie omtrent de bijstand aan slachtoffers van mensenhandel (*Belgisch Staatsblad*, 21 februari 1997).

Punt 10.1 van deze omzendbrief bevat de dienstige telefoonnummers van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Het nummer van de centrale en van de permanentie zijn nog altijd correct, dit in tegenstelling tot het nummer van de algemene directie, dat niet meer dienstig is. Elke inlichting aangaande de betrokken richtlijnen kunnen bekomen worden bij het Bureau Opsporingen (tel.: 02/205.50.13).

5. Omzendbrief van 27 oktober 1997 betreffende het verlenen van een verblijfsmachtiging tot verblijf voor onbeperkte duur aan Bosnische ontheemden die op het Belgisch grondgebied verblijven en betreffende het verlenen van een terugkeer- en herinstallatiepremie aan de Bosnische ontheemden die vrijwillig terugkeren naar hun land (*Belgisch Staatsblad*, 18 november 1997).

In punt I, B, van deze omzendbrief (beslissing betreffende de machtiging tot verblijf), wordt gesteld dat de beslissing betreffende het verlenen van de machtiging tot verblijf wordt genomen door de Dienst Vreemdelingenzaken op basis van een integratieverslag dat opgesteld wordt door de bevoegde gemeente.

Ingevolge een reorganisatie van de Dienst Vreemdelingenzaken dient dit rapport niet meer overgemaakt te worden aan bureau RN/Europa, maar aan bureau G, zelfde adres.

Ook de opgegeven telefoonnummers van de Dienst Vreemdelingenzaken in het laatste gedeelte van punt I van deze omzendbrief zijn niet meer correct. Elke inlichting aangaande punt I kan bekomen worden bij bureau G van de Dienst Vreemdelingenzaken: tel. : 02/205.54.68 voor Nederlandstalige dossiers en 02/205.59.73 voor Franstalige dossiers.

Brussel, 6 april 1999.

De directeur-generaal,
S. Schewebach.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Wetenschap, Innovatie en Media

[C - 99/35512]

Oproep tot kandidaten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1999, blz. 11885, werd de oproep gepubliceerd tot kandidaten voor de aanwerving in statutair verband van één navorsers voor de afdeling Wetenschappen en van één navorsers voor de afdeling Technologie en Innovatie.

Bovenaan stond echter verkeerdelijk « departement Leefmilieu en Infrastructuur »; het moet worden « departement Wetenschap, Innovatie en Media ».

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Vacances

L'Université libre de Bruxelles annonce la vacance d'un poste de chargé de cours temps plein, à la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, à partir du 1^{er} octobre 1999, pour les cours :

PEDA044 — Introduction aux sciences de l'éducation (théorie 30 h) (1^{re} candidature en sciences psychologiques et de l'éducation).

PEDA045 — Analyse des systèmes éducatifs et éducation comparée (théorie 30 h - T.P. 30 h) (2^e candidature en sciences psychologiques et de l'éducation).

PEDA034 — Aspects pédagogiques de l'usage des technologies de l'éducation et des médias (théorie 30 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation).

PEDA035 — Travaux pratiques en aspects pédagogiques de l'usage des technologies de l'éducation et des médias (T.P. 30 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation).

PEDA006 — Questions de pédagogie dans l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire (théorie 15 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation).

PEDA007 — Etude comparative des curricula et évaluation des systèmes éducatifs (théorie 15 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation).

PEDA046 — Méthodes de recherche en éducation (théorie 15 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation).

PEDA047 — Travaux pratiques de méthodes de recherche en éducation (T.P. 30 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation).

Poste au cadre : 98-A-ORD-069 (E) (1.00 ETP).

« Si le candidat retenu n'appartient ni au personnel enseignant, ni au personnel scientifique, ni au personnel définitif du Fonds national de la Recherche scientifique (travaillant à l'U.L.B.), il sera engagé pour un terme fixé ne pouvant pas être supérieur à cinq ans.

A l'issue de cette période et moyennant une décision du conseil d'administration de l'Université, son engagement fera l'objet d'une nomination à durée indéterminée sur le budget de fonctionnement de l'Université. »

La candidature et le *curriculum vitae* (selon le modèle disponible à la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, C.P. 122, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles) doivent être adressés en deux exemplaires :

un exemplaire à M. le recteur de l'Université, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles;

un exemplaire au doyen de la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation,

avant le 15 mai 1999. (19262)

L'Université libre de Bruxelles annonce la vacance, à la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, à partir du 1^{er} octobre 1999, des cours suivants :

PEDA020 — Méthodes d'évaluation des apprentissages (théorie 15 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation, 1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences psychologiques (spécialisation : psychologie des apprentissages et des déficiences).

PEDA008 — Conceptions pédagogiques et institutions d'enseignement en Belgique et en Europe (théorie 15 h) (agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (toutes orientations)).

PEDA027 — Travaux pratiques de méthodes d'évaluation des apprentissages (T.P. 30 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation).

Postes au cadre :

98-A-CCO-001 (B) (0.10 ETP);

98-A-CCO-071 (E) (0.10 ETP).

La candidature et le *curriculum vitae* (selon le modèle disponible à la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, C.P. 122, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles) doivent être adressés en deux exemplaires :

un exemplaire à M. le recteur de l'Université, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles;

un exemplaire au doyen de la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation,

avant le 15 mai 1999.

(19263)

L'Université libre de Bruxelles annonce la vacance, à la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, à partir du 1^{er} octobre 1999, des cours suivants :

PSYC046 — Cognition sociale (théorie 30 h) (2^e candidature en sciences psychologiques et de l'éducation; cours à option de la 2^e candidature en philosophie et lettres : information et communication, orientation communication, information et journalisme, de la 3^e année du grade d'ingénieur de gestion et des 1^{re} et 2^e licences en sociologie, orientation gestion des ressources humaines).

PSYC186 — Formation dans les organisations et les institutions (théorie 30 h - exercices 30 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences de l'éducation, 1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences psychologiques (spécialisations : psychologie industrielle et commerciale et psychologie sociale);

partim théorie 30 h : 2^e licence en sciences du travail, orientation gestion de la formation et de la transition professionnelle, à horaire décalé).

PSYC187 — Psychologie sociale des émotions (théorie 30 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences psychologiques (spécialisation : psychologie sociale).

PSYC188 — Psychologie des organisations (théorie 30 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences psychologiques (spécialisations : psychologie industrielle et commerciale et psychologie sociale); cours à option des 1^{re}, 2^e et 3^e licences en sciences de l'éducation).

PSYC214 — Psychologie politique et négociation (théorie 30 h - T.P. 30 h) (1^{re}, 2^e ou 3^e licence en sciences psychologiques (spécialisation : psychologie sociale); cours à option des 1^{re}, 2^e et 3^e licences en sciences psychologiques (spécialisation : psychologie industrielle et commerciale).

Poste au cadre : 98-A-CCO-051 (E) (0.70 ETP).

La candidature et le *curriculum vitae* (selon le modèle disponible à la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, C.P. 122, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles) doivent être adressés en deux exemplaires :

un exemplaire à M. le recteur de l'Université, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles;

un exemplaire au doyen de la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation,

avant le 15 mai 1999.

(19264)

L'Université libre de Bruxelles annonce la vacance, à la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, à partir du 1^{er} octobre 1999, du cours suivant :

PSYC215 — Introduction à la psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent (théorie 30 h) (1re licence interuniversitaire en logopédie).

Poste au cadre : 98-C-CCO-027 (HO) (0.10 ETP).

La candidature et le *curriculum vitae* (selon le modèle disponible à la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation, C.P. 122, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles) doivent être adressés en deux exemplaires :

un exemplaire à M. le recteur de l'Université, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles;

un exemplaire au doyen de la Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation,

avant le 15 mai 1999. (19265)

ERASMUSHOGESCHOOL BRUSSEL

—
 Departement Horteco (vacature C/1999/ATP/001)

Ambt : medewerker (B1) studentenadministratie.

Karakter : contractueel bediende bepaalde duur (van 16 augustus 1999 tot 31 december 1999) met mogelijkheid tot verlenging vanaf 1 januari 1999.

Vereiste diploma's : diploma van een opleiding van het hoger onderwijs van één cyclus. Bij voorkeur graduaat communicatie of gelijkwaardig.

Bijzondere toewijzingsvoorwaarden : ervaring niet vereist.

Volume van de opdracht : 100 %.

Duur : vanaf 16 augustus 1999 contractueel bediende tot 31 december 1999, met mogelijkheid tot verlenging.

Omstandige taakomschrijving :

Helpen verzamelen, verwerken en rapporteren van gegevens, opmaken van documenten na toetsing aan de reglementering en/of procedures en uitvoering van administratieve taken teneinde bij te dragen tot een correcte en tijdelijke afhandeling van dossiers binnen het kader van een klantgerichte aanpak.

Grondige kennis van het voor deze taken te gebruiken informatica-materiaal is vereist.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen, wordt men verzocht, per aangetekend schrijven, een dossier samen te stellen bestaande uit :

een schriftelijke en gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae*;

eventuele attesten van beroepservaring binnen en buiten het onderwijs.

De kandidaturen dienen gericht te zijn aan :

Erasmushogeschool Brussel, ter attentie van de heer Frank Roos, algemeen directeur, Nijverheidskaai 170, 1070 Brussel, en dit tot en met de tiende dag na het verschijnen van deze oproep in het *Belgisch Staatsblad*, met vermelding van de betrekking waarvoor men zich kandidaat stelt.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de centrale administratie, dienst personeel, tel. 02/523 37 37, of op het departement Horteco, op het nr. 02/251 04 48. (19296)

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN

—
 Vacante mandaten van assistierend en bijzonder academisch personeel voor het academiejaar 1998-1999, 18e lijst.

Internetadres : <http://www.kuleuven.ac.be/vacatures>.

De rector van de K.U.Leuven maakt bekend dat de onderstaande mandaten vacant worden gesteld.

Als u wilt solliciteren voor één van deze functies, dient u hiervoor C3-formulieren te gebruiken. Deze kan u aanvragen op de dienst academisch personeel, Krakenstraat 3, 3000 Leuven, tel. 016/32 40 88, of op het administratief secretariaat van de faculteit.

Deze formulieren, één exemplaar per kenmerk, moeten vóór 6 mei 1999 teruggestuurd worden naar de rector, per adres : dienst academisch personeel, Krakenstraat 3, 3000 Leuven.

Alleen kandidaten die zich tijdens hun universitaire studies hebben onderscheiden, komen in aanmerking.

Faculteit economische en toegepaste economische wetenschappen

Kenmerk : 99/18 - 13.00.01/00131 - Cera-Holding.

Functie : halftijds wetenschappelijk medewerker of bursaal, Centrum voor economie en ethiek, voor een periode van twee jaar (te starten tussen 1 mei en 1 augustus 1999).

Diploma : lic. EW/TEW, Hir met filosofische belangstelling, ofwel lic. filosofie of andere sociale wetenschap met belangstelling voor bedrijfsleven.

Opdracht : literatuurstudie van het project « Onderzoek naar de betekenis en de consequenties van een aantal waardeconflicten bij zelfstandige ondernemers »; enquête opstellen en verwerken; organisatie colloquium met voorbereiden publicatie; contacten met opdrachtgevers en stuurgroep van het project.

Kenmerk : 99/18 - 13.12.00/10100.

Functie : voltijds assistent, departement toegepaste economische wetenschappen, vanaf heden voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : lic. EW/TEW, Hir GGS EW/TEW, MBA.

Opdracht : assistentie verlenen bij onderwijs en onderzoek in de richting bedrijfseconomie en strategie; hulp bij begeleiden van eindverhandelingen in deze richting; supervisie van examens; waarnemen van ombudsfuncties.

Faculteit wetenschappen

Kenmerk : 99/18 - 22.18.13/00132 - EU-project.

Functie : voltijds wetenschappelijk medewerker (post-doctoraal), departement biologie, afdeling fysiologie en biochemie van planten en micro-organismen.

Diploma : doctor in de wetenschappen, liefst met ervaring in de moleculaire biologie of de biochemie.

Opdracht : moleculair biologisch onderzoek op het trehalosemetabolisme in de opportunistisch-pathogene gist *Candida albicans* (i.s.m. Janssens Pharmaceutica).

Faculteit toegepaste wetenschappen

Kenmerk : 99/18 - 24.15.00/10572.

Functie : voltijds assistent, departement elektrotechniek - ESAT, vanaf 1 juni 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : burgerlijk ingenieur elektronica.

Opdracht : voorbereiding doctoraat; didactische taken; dienstverlening.

Kenmerk : 99/18 - 24.19.00/10606.

Functie : voltijds assistent, departement burgerlijke bouwkunde, vanaf heden voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : burgerlijk ingenieur bouwkunde of burgerlijk ingenieur architect.

Opdracht : begeleiding van oefeningen, practica en seminaries inzake bouwmaterialen, consumptiecomponenten, vernieuwbouw; onderzoek inzake cement- en betontechnologie. (19298)

FACULTE UNIVERSITAIRE DES SCIENCES AGRONOMIQUES DE GEMBLoux

Nominations

Par décision du conseil d'administration du 26 juin 1998,

Marianne Sindic est nommée en qualité de chargé de cours associé à dater du 1^{er} septembre 1998.

Par décision du conseil d'administration du 25 septembre 1998,

Hugues Prevot est nommé en qualité d'informaticien stagiaire à dater du 1^{er} octobre 1998.

Par décision du conseil d'administration du 30 octobre 1998,

Yves Verhaege est nommé en qualité d'ingénieur industriel stagiaire à dater du 1^{er} octobre 1998;

Christophe Blecker est nommé en qualité de premier assistant à dater du 1^{er} novembre 1998.

Monique Delhaye est nommée en qualité de conseiller à dater du 1^{er} décembre 1998.

Anne Mottet est nommée en qualité de conseiller à dater du 1^{er} décembre 1998.

Par décision du conseil d'administration du 20 novembre 1998,

Marie-France Destain est nommée en qualité de professeur à dater du 1^{er} octobre 1999.

Philippe Lebailly est nommé en qualité de professeur à dater du 1^{er} octobre 1999.

Par décision du conseil d'administration du 18 décembre 1998,

Jean-Claude Verbrugge est nommé en qualité de professeur extraordinaire à dater du 1^{er} janvier 1999.

Par décision du conseil d'administration du 29 janvier 1999,

Marc Aubinet est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

François Bera est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Bernard Bodson est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Jacques Hebert est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

André Leclercq est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Georges Lognay est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Hugo Magein est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Jean Poelaert est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Robert Renaville est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Bruno Schiffers est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

André Toussaint est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Bernard Wathélet est nommé en qualité de chargé de cours à temps partiel à dater du 1^{er} octobre 1998.

Démissions honorables

Par décision du conseil d'administration du 30 octobre 1998,

Démission honorable de ses fonctions de professeur ordinaire est accordée à Arsène Burny, à dater du 1^{er} octobre 1999.

Démission honorable de ses fonctions de professeur ordinaire est accordée à François Malaisse, à dater du 1^{er} octobre 1999. (19297)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Entr'Acte, naamloze vennootschap,
Piereputstraat 12, te 9031 Afsnee**

Jaarvergadering d.d. 1 mei 1999, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (8638)

**Rubelko, naamloze vennootschap,
Oude Baan 17, 2980 Zoersel**

H.R. Antwerpen 292737 – BTW 448.400.514

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 mei 1999, te 11 uur. — Agenda : Verslag van de raad van bestuur. Beslissing in het kader van art. 103 en 104 van de vennootschappenwet. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. Bestemming van het resultaat. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur. Benoemingen. Allerlei. (8639)

**Immo Dewel, naamloze vennootschap,
Ambachtelijke Zone De Waerde 2073, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 74984 – BTW 439.289.244

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 mei 1999, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (8640)

**Gent Motors, naamloze vennootschap,
Zwijnaardesteeweg 143, 9000 Gent**

H.R. Gent 160403 – BTW 442.763.032

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 mei 1999, te 11 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8641)

**Indoor Collection, naamloze vennootschap,
Nijverheidsweg 32, 2240 Massenhoven**

H.R. Antwerpen 296823 – BTW 450.099.497

Jaarvergadering op 1 mei 1999, te 9 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. Bestemming resultaat. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur. Benoemingen. Allerlei. (8642)

**Meddet, naamloze vennootschap,
Tisselrietweg 31, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 73390 – BTW 437.664.394

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 mei 1999, om 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8643)

**Patrimoniaire Orban, société anonyme,
boulevard Frère Orban 17, 4000 Liège**

R.C. Liège 160518 – T.V.A. 434.055.105

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} mai 1999, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (8644)

**Etablissements Pugh & Co International, société anonyme,
boulevard Louis Schmidt 3-4, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 207669

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 1^{er} mai 1999, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et commissaires. 5. Divers. (8645)

**Etablissements A. Radermecker & Co, société anonyme,
chaussée de Lille 59, 7784 Warneton**

Assemblée générale annuelle le 1^{er} mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : Examen du bilan et du compte de résultats et décharge à donner. Renouvellement de mandats d'administrateurs. Divers. (8646)

**Deloge, société anonyme,
rue de Birmingham 131, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 563693

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juin 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (8647)

**Fibo, société anonyme,
rue Langeveld 111, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 454032 – T.V.A. 415.592.045

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement des mandats. 6. Divers. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée. (8648)

**Simon frères, société anonyme,
avenue Newton 4, 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 67009 – T.V.A. 400.586.937

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 10 mai 1999, à 15 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats et affectation de ces résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Election administrateurs. 5. Divers. (8649)

**Fejeco, société anonyme,
rue des Peupliers 19, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 333176 – T.V.A. 403.353.219

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 11 mai 1999, à 14 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998 et comptes de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires éventuelles. 6. Divers. (8650)

**PPI, S.A., société anonyme,
Parc industriel de la Vallée du Hain 13A, 1440 Braine-le-Château**

R.C. Nivelles 73933 – T.V.A. 449.126.331

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Affectation du solde bénéficiaire. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations. 6. Divers. (8651)

**Laboratoire de Contrôle et d'Analyse,
en abrégé : « L.C.A. », société anonyme,
avenue Jean Jaurès 46, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 447589 – T.V.A. 423.642.946

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège de la société le 10 mai 1999, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture et approbation du rapport du conseil d'administration. 2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat de l'exercice. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. Les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions des statuts. (8652)

**Pierson C'est Bon - Assureurs Conseils, société anonyme,
avenue de Jassans 58, 1342 Ottignies-Louvain-la-Neuve**

R.C. Nivelles 45124 – T.V.A. 421.313.659

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8653)

**Must & Cie, société anonyme,
rue Limnander 29, à 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 513459 – T.V.A. 435.823.275

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes au 31 décembre 1998. 3. Décharge à donner aux administrateurs pour les opérations de l'exercice. 4. Affectation du résultat. 5. Divers. (8654)

Atelier Crombez et Baeyens Successeurs de Crombez & Trivier, société anonyme, rue Sans-Souci 131, 1050 Bruxelles

R.C. Bruxelles 260569 – T.V.A. 400.469.646

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Communication en vertu de l'article 60 des L.C.S.C. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Approbation des émoluments. 5. Décharge au conseil d'administration. 6. Articles 103-104 des L.C.S.C. Rapport spécial. (8655)

Les Entreprises Emile Robijns et fils, société anonyme, en liquidation

R.C. Bruxelles 56137 – T.V.A. 402.097.959

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 1999, à 10 heures, au siège social, Mail 9, 1083 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport du liquidateur. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Motifs qui ont empêché la clôture de liquidation. 4. Décharge au liquidateur. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8656)

« S.A. Direct Market Services N.V. », en abrégé : « D.M.S. », société anonyme, rue Vandenbranden 69, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 494007 – T.V.A. 431.564.183

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8657)

Armor International S.A., société anonyme, chemin de Levromont 13, à 1380 Ohain

R.C. Nivelles 75714 – T.V.A. 428.272.816

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8658)

Eagle Trading Company, société anonyme, chaussée de Louvain 523, 1380 Lasne

R.C. Nivelles 80150 – T.V.A. 438.450.490

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8659)

Maisons et Terrains, société anonyme, rue Général Lotz 80, bte 4, à 1180 Bruxelles

R.C. Bruxelles 208950 – T.V.A. 403.308.083

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels et de résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (8660)

S.A. Financial RJDC, société anonyme, avenue Franklin Roosevelt 11, à 1050 Bruxelles

R.C. Bruxelles 528432 – T.V.A. 439.797.604

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Nominations. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8661)

Général Transport, société anonyme, rue de l'Etang 113-117, 1040 Bruxelles

R.C. Bruxelles 225320 – T.V.A. 405.694.085

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 11 mai 1999, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8662)

Import-Export Cars Belgium, société anonyme, avenue de Jéricho 4, à 1420 Braine-l'Alleud

R.C. Nivelles 43631 – T.V.A. 420.053.352

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions et nominations d'administrateurs. 6. Reconduction de mandats. 7. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8663)

Voyage l'Etoile, société anonyme, chaussée Reine Astrid 11, à 1420 Braine-l'Alleud

R.C. Nivelles 52231 – T.V.A. 426.977.865

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Lecture et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire de titres au porteur doit effectuer le dépôt de ses titres cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée. (8664)

Gamma, société anonyme, avenue Houzeau 88b, 1180 Bruxelles

R.C. Bruxelles 203509 – T.V.A. 403.384.396

L'assemblée générale statutaire se tiendra le mardi 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Lecture et approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. Dépôt des titres et procurations au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée. (8665)

Hoviplast, société anonyme, chaussée de Soignies 87, à 7830 Hoves

R.C. Mons 88546 – T.V.A. 402.728.558

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats 1998. 3. Divers. (8666)

**Heyver, société anonyme,
avenue de l'Indépendance Belge 26, à 1081 Koekelberg**

R.C. Bruxelles 573010 – T.V.A. 450.703.669

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Prière de se conformer à l'article 19 des statuts. (8667)

**Immobilière du Prince d'Orange,
en abrégé : « I.P.O. », société anonyme,
chaussée de Waterloo 1313E, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 407368 – T.V.A. 417.524.325

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira le 11 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion, rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. (8668)

**Laba, société anonyme,
avenue des Pagodes 445, à 1020 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 440282 — NN 422.497.158

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Rémunération des administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8669)

**Société civile immobilière de Dieleghem, société anonyme,
rue de l'Eglise Saint-Etienne 3, 1380 Lasne**

R.C. Nivelles 64730 – T.V.A. 419.765.619

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes sociaux au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Ratifications opérations spéciales. (8670)

**La Glacière, société anonyme,
rue de la Glacière 38, à 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 574452 – T.V.A. 451.170.160

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations. 6. Divers. (8671)

**Chemical Products R. Borghgraef, société anonyme,
rue Bollinckx 271-273, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 148392 – T.V.A. 405.726.551

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Emoluments. 5. Divers. Les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (8672)

**Immobilière des Casernes, société anonyme,
avenue des Casernes 24, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 602362 — NN 457.365.292

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation du résultat. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. (8673)

**Kinservices Express, en abrégé : « K.S.E. », société anonyme,
chaussée de Wavre 13A, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 555598 – T.V.A. 446.601.856

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 11 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et comptes de résultat (1998). 2. Décharge à donner aux administrateurs. 3. Affectation du résultat. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. (8674)

**Jadoul, société anonyme,
avenue de la Couronne 236, à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 57214 – T.V.A. 400.434.113

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. (8675)

**L'Immobilière Fourmanoît, société anonyme, en liquidation,
chemin du Croly 99, à Quenast (Rebecq)**

R.C. Nivelles 84419 — NN 403.357.177

Assemblée générale ordinaire le mardi 11 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du liquidateur. 2. Situation à fin d'exercice. 3. Exposé des motifs qui ont empêché la clôture de liquidation. 4. Divers. Dépôt des titres, cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (8676)

**Castel's, société anonyme,
chaussée de Dinant 1455, 5100 Wépion**

R.C. Namur 66498 – T.V.A. 450.420.488

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Maintien de la société en activité. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8677)

**Pi Diffusion, société anonyme,
rue de Hennin 71-73, à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 550945

A la demande du conseil d'administration, il est convoqué une assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le 11 mai 1999, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et du rapport du commissaire. 2. Examen des comptes annuels et comptes de résultats arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs et commissaire. 5. Renouvellement du mandat du commissaire. 6. Divers. (8678)

**Defy, société anonyme,
chaussée de Wavre 19, à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 501380 – T.V.A. 432.719.176

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 11 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Affectation du résultat. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. (8679)

**Stockimmo, société anonyme,
rue de l'Abbaye 48/4, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 555550 – T.V.A. 446.186.241

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire au siège social le 11 mai 1999, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. (8680)

**Belimmo, société anonyme,
avenue Montjoie 49, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 435768 – T.V.A. 417.491.661

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Administrateurs - nominations statutaires. 5. Affectation du résultat. 6. Divers. (8681)

**Bureau d'Expertises et Coordinations immobilières,
en abrégé : « Beci », société anonyme,
rue E. Cavell 63, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 457225 – T.V.A. 418.008.236

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et compte de résultats. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8682)

**Partam, société anonyme,
chaussée de Bruxelles 426, à 1410 Waterloo**

R.C. Nivelles 57537 — NN 428.262.720

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 11 mai 1999, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux mandataires. Dépôt des titres, se conformer aux statuts. (8683)

**Immobilière du Dieweg,
société civile sous forme de société anonyme,
avenue du Dieweg 37, 1180 Bruxelles**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 2280

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8684)

**Almofa, société anonyme,
rue de Calevoet 110, à 1180 Bruxelles (Uccle)**

R.C. Bruxelles 525376 – T.V.A. 438.807.511

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le mardi 11 mai 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et du compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8685)

**« S.A. Masson-Draguet N.V. », société anonyme,
Parc Industriel, Vallée du Hain 22, à 1440 Wauthier-Braine**

R.C. Nivelles 46671 – T.V.A. 403.022.627

Assemblée générale ordinaire le mardi 11 mai 1999, à 14 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Conformément aux statuts, les procurations permettant de se faire représenter par les votes lors de l'assemblée générale ordinaire devront être déposées au siège social, deux jours ouvrables au moins avant la date de l'assemblée. Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit effectuer, conformément aux statuts, le dépôt de ses titres au moins huit jours avant l'assemblée, au siège de la société, ou produire un certificat de dépôt en banque avant l'ouverture de la séance. (8686)

Jacky Difussion, société anonyme, à 1050 Bruxelles

R.C. Bruxelles 448339 – T.V.A. 423.743.114

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 18 heures, au siège social, chaussée d'Ixelles 136, à 1050 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner au conseil d'administration. 5. Démission, nomination. 6. Divers. (8687)

**Société pour le Développement commercial eurafricain,
en abrégé : « Sodecal », société anonyme,
rue de Livourne 13-15, à 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 318460 – T.V.A. 403.167.929

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et du commissaire. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire. 4. Nomination commissaire-réviseur. Dépôt des titres lors de l'assemblée. (8688)

**Transcar, société anonyme,
boulevard de la Cambre 32, à 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 330961 – T.V.A. 403.472.587

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour participer à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8689)

**European Human Environment, en abrégé : « E.H.E. »,
société anonyme, rue Général Lotz 74, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 373718 – T.V.A. 412.722.132

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le 11 mai 1999, à 14 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et du compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. (8690)

Le conseil d'administration.

L'Ecailler du Palais Royal, société anonyme, à Bruxelles

R.C. Bruxelles 342912 – T.V.A. 402.857.727

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social, rue Bodenbroeck 18, à Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. (8691)

**Debrus-Tensi, société anonyme,
avenue de l'Armée 7, à 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 266742 – T.V.A. 419.044.849

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Lecture des comptes annuels et du compte de résultats. 3. Approbation des documents précités. 4. Décharge aux membres du conseil d'administration. 5. Affectation du résultat. 6. Elections statutaires. (8692)

**La Résidence, société anonyme,
route d'Obourg 77, à 7000 Mons**

R.C. Mons 117492 — NN 435.889.690

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Se conformer aux statuts. (8693)

**Château Chenois, société anonyme,
chemin des Postes 260, 1410 Waterloo**

R.C. Nivelles 55574 – T.V.A. 428.668.140

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et de résultats. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (8694)

**Société de Promotion immobilière & commerciale,
en abrégé : « Sopico », société anonyme, à 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 395914 – T.V.A. 415.906.504

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 11 mai 1999, à 16 heures, rue Berckmans 64, à 1060 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (8695)

Cie Gete, société anonyme, à 1050 Bruxelles

R.C. Bruxelles 336030 – T.V.A. 402.733.112

Assemblée générale ordinaire le mardi 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social, avenue des Goélants 11, à Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation du résultat. Dépôt des titres, cinq jours au moins avant la date de l'assemblée. (8696)

Immobilière de Stalle, société anonyme, à Jette

R.C. Bruxelles 197649 – T.V.A. 418.236.878

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 11 mai 1999, à 9 heures, au siège social, avenue Carton de Wiart 74. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats au 31 décembre 1998. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8697)

**Daren, société anonyme,
chaussée de Wavre 19, à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 481997 – T.V.A. 429.226.285

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 11 mai 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Affectation du résultat. 4. Nominations statutaires. 5. Prononciation sur les dispositions de l'article 103 des L.C.S.C. 6. Divers. (8698)

**Flatotel, société anonyme,
boulevard de la Cambre 32, à 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 373564 – T.V.A. 412.630.278

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et compte de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Application de l'article 103 de la loi sur les sociétés commerciales. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Nominations statutaires. 7. Divers. Pour participer à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8699)

**Alva, société anonyme,
champs des Viviers 3, 7070 Le Rœulx**

R.C. Mons 105319 – T.V.A. 417.273.412

L'assemblée générale ordinaire se réunira le mardi 11 mai 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de contrôle du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Elections statutaires. Dépôt des titres suivant l'article 22 des statuts. (8700)

**Madam'm, société anonyme,
rue des Poissonniers 11, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 393623 – T.V.A. 415.429.719

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Communication en vertu de l'article 60 des L.C.S.C. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge du conseil d'administration. 5. Rémunération du capital investi. 6. Divers. (8701)

Taxi Jaune, en néerlandais : « Gele Taxi », société anonyme, rue de l'Étang 113-119, 1040 Bruxelles

R.C. Bruxelles 86200 – T.V.A. 403.469.718

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 11 mai 1999, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapports de gestion. 3. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats au 31 décembre 1998. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8702)

Général Warehouses, société anonyme, rue de l'Étang 113-117, à 1040 Bruxelles

R.C. Bruxelles 510810 – T.V.A. 435.474.966

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Réélections d'administrateurs. 6. Divers. (8703)

Philatelie Corneille Soeteman, société anonyme, rue du Midi 129-133, à 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 468090 – T.V.A. 426.931.741

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira le 11 mai 1999, à 15 heures, au siège social de la société, avec pour ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Article 103 L.S.C.S. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Rémunérations des administrateurs. (8704)

Gambit, société anonyme, avenue Albertijn 15, 1150 Bruxelles

R.C. Bruxelles 594434 – T.V.A. 458.962.077

Assemblée générale ordinaire le 11 mai 1999, à 20 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Rémunération des administrateurs. Dépôt des titres et procurations cinq jours francs avant l'assemblée. (8705)

S.A. Laboratoires pharmaceutiques Trenker, société anonyme, avenue Dolez 480, Uccle (1180 Bruxelles)

R.C. Bruxelles 453037 – T.V.A. 423.960.076

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire de notre société qui se tiendra le 10 mai 1999, à 9 h 30 m, au siège social et qui aura l'ordre du jour suivant, ci-après.

Etant précisé qu'une première assemblée ayant le même ordre du jour s'est tenue devant le notaire Gilberte Raucq le 12 avril 1999 et n'a pas pu délibérer valablement, le quorum de présence n'ayant pas été réuni par application de l'article 70 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Dès lors, la présente assemblée pourra délibérer valablement quel que soit le nombre de titres représentés conformément à l'article précité.

Ordre du jour :

1. Modification de la dénomination sociale, la nouvelle dénomination étant en français « N.V. Laboratoires pharmaceutiques Trenker S.A. », en néerlandais « N.V. Farmaceutische Laboratoria Trenker S.A. » et modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts.

2. Décision d'exprimer le capital en euros et conversion de celui-ci. Modification subséquente des articles 5 et 6 des statuts.

3. Pouvoirs.

Les actionnaires sont priés de se conformer aux articles 22 et 24 des statuts relatifs aux formalités d'admission à l'assemblée et aux procurations. Les titres au porteur doivent être déposés cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

(8706)

Le conseil d'administration.

Het Ven, naamloze vennootschap, De Lusthoven 50, 2370 Arendonk

H.R. Turnhout 44025

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op 11 mei 1999, te 11 uur, op de zetel, De Lusthoven 50, 2370 Arendonk. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Allerlei. (8707)

De Nieuwe Kleine Bareel, naamloze vennootschap, Bredabaan 1147, 2900 Schoten

H.R. Antwerpen 205597 – BTW 416.259.761

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, te 14 uur, op 10 mei 1999. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 2. Jaarverslag raad van bestuur. 3. Decharge aan de bestuurders. 4. Ontslagbevestiging bestuurder. 5. Allerlei. (8708)

Couture Lia Roosens, naamloze vennootschap, Begonialei 7, 2970 Schilde

H.R. Antwerpen 208013 – BTW 416.858.191

Algemene vergadering op 10 mei 1999, om 15 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 2. Jaarverslagen. 3. Decharge aan de raad van bestuur. 4. Allerlei. (8709)

Het Paviljoen, naamloze vennootschap, De Lusthoven 50, 2370 Arendonk

H.R. Turnhout 44026

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op 11 mei 1999, te 10 u. 30 m., op de zetel, De Lusthoven 50, 2370 Arendonk. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Allerlei. (8710)

Marketing Financing & Investment, in het kort : « M.F.I. », naamloze vennootschap, Bosweidelaan 5A, 1640 Sint-Genesius-Rode

H.R. Brussel 407053 – BTW 417.532.837

Jaarvergadering op 11 mei 1999, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar- en resultatenrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor. 5. Diversen. (8711)

**Immo Roosens, naamloze vennootschap,
Hensbergelei 26, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 269197 – BTW 436.736.758

Algemene vergadering op 11 mei 1999, om 11 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 2. Jaarverslagen. 3. Decharge aan de raad van bestuur. 4. Allerlei. (8712)

**Immorode, naamloze vennootschap,
Leuvensebaan 317, 3040 Huldenberg**

H.R. Leuven 65398

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 11 mei 1999, te 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening en van de resultaatverwerking. 3. Ontlasting. 4. Bevestiging van benoeming van bestuurders. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 29 van de statuten. (8713)

**« Deceuninck Plastics Industries », naamloze vennootschap,
Brugsesteenweg 374, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 23108 – BTW 405.548.486

De aandeelhouders worden uitgenodigd om aanwezig te zijn op dinsdag 11 mei 1999, te 8830 Hoogdele (Gits), Brugsesteenweg 164 :

I. Om 10 u. 30 m., ten overstaan van Mr. Geert Vanwijnsberghe, notaris met standplaats te Beveren (Roeselare), voor een buitengewone algemene vergadering met volgende agenda :

1. Na kennisname van het fusievoorstel van 25 maart 1999 opgesteld in toepassing van de artikelen 174/2 en 174/25 van de vennootschappenwet en waarvan de aandeelhouders op de zetel van de vennootschap een kosteloos afschrift hebben kunnen verkrijgen, besluit tot fusie, waarbij de vennootschap bij wijze van fusie door opslorping, de naamloze vennootschap « Deceuninck-Andenne », met zetel te 5210 Andennes (Seilles), rue André Renard 3, overneemt volgens de modaliteiten en tegen de voorwaarden als bepaald in het fusievoorstel hiervoor.

Voorstel van besluit : de vergadering besluit tot fusie door overname van het gehele vermogen van de naamloze vennootschap « Deceuninck-Andenne », volgens de modaliteiten en tegen de voorwaarden als bepaald in het fusievoorstel van 25 maart 1999, neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk op 23 maart 1999.

2. Besluit tot kapitaalverhoging door incorporatie van reserves ten bedrage van F 787 180, om het kapitaal te verhogen van F 330 000 000 tot F 330 787 180, zonder creatie van nieuwe aandelen.

Voorstel van besluit : de vergadering besluit het kapitaal van de vennootschap te verhogen met een bedrag van F 787 180 om het te brengen van F 330 000 000 naar F 330 787 180, door incorporatie van reserves ten belope van voormeld bedrag, zonder creatie van nieuwe aandelen.

Bijgevolg zal de eerste alinea van artikel 5 van de statuten voortaan luiden als volgt :

« Artikel 5. Het kapitaal is vastgesteld op driehonderd dertig miljoen zeventienhonderdveentachtigduizend honderdtachtig (330 787 180) frank, vertegenwoordigd door twee miljoen honderdvijfenvijftigduizend (2 155 000) aandelen zonder vermelding van waarde, die ieder een gelijk deel van het maatschappelijk bezit vertegenwoordigen. »

3. Na kennisname van het verslag van de raad van bestuur overeenkomstig artikel 33bis, § 2, in fine, van de vennootschappenwet, hernieuwing en verhoging van het toegestaan kapitaal van F 330 000 000 naar F 330 787 180.

Voorstel van besluit : de vergadering ontslaat de voorzitter van het voorlezen van het verslag van de raad van bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 33bis, § 2, in fine, van de vennootschappenwet, met het oog op de hernieuwing en verhoging van het bedrag van het toegestaan kapitaal naar F 330 787 180.

De vergadering besluit de raad van bestuur te machtigen om gedurende een periode van vijf jaar, te rekenen van de datum van bekendmaking van onderhavig proces-verbaal in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad*, het kapitaal in één of meerdere malen te verhogen, met een bedrag van F 330 787 180, ook door incorporatie van reserves.

Als gevolg van het hiervoor genomen besluit zullen de tweede en derde alinea van artikel 5 van de statuten voortaan luiden als volgt :

« De raad van bestuur heeft de bevoegdheid om het maatschappelijk kapitaal in één of meerdere malen met driehonderd dertig miljoen zeventienhonderdveentachtigduizend honderd tachtig (330 787 180) frank te verhogen, overeenkomstig artikel 33bis van de vennootschappenwet, ook door incorporaties van reserves.

De aldus toegekende bevoegdheid mag slechts worden uitgeoefend gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf de bekendmaking van de akte statutenwijziging de dato elf mei negentienhonderd negennegentig in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad*. »

4. Besluit tot omzetting van de uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal in het toegestaan kapitaal in euro.

Voorstel van besluit : de vergadering besluit tot omzetting van de uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal in euro. Bijgevolg zal het maatschappelijk kapitaal van F 330 787 180, voortaan uitgedrukt worden in euro, en wel ten bedrage van € 8 200 000. Vervolgens besluit de vergadering om ook de uitdrukking van het toegestaan kapitaal om te zetten in euro. Bijgevolg zal het toegestaan kapitaal van F 330 787 180, voortaan uitgedrukt worden in euro, en wel ten bedragen van € 8 200 000.

De eerste twee alinea's van artikel 5 van de statuten zullen dan ook voortaan luiden als volgt :

« Artikel 5. Het kapitaal is vastgesteld op acht miljoen tweehonderd duizend (8 200 000) euro, vertegenwoordigd door twee miljoen honderdvijfenvijftigduizend (2 155 000) aandelen.

De raad van bestuur heeft de bevoegdheid om het maatschappelijk kapitaal in één of meerdere malen met acht miljoen tweehonderd duizend (8 200 000) euro te verhogen, overeenkomstig artikel 33bis van de vennootschappenwet, ook door incorporaties van reserves. »

5. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten en aan de notaris tot coördinatie van de statuten.

Voorstel van besluit : de vergadering machtigt de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten en machtigt de notaris tot coördinatie van de statuten en neerlegging ervan op de griffie van de bevoegde rechtbank van koophandel.

II. Om 11 uur, voor de jaarlijkse algemene vergadering met volgende agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur over het boekjaar 1998.

2. Verslag van de commissaris-revisor over het boekjaar 1998.

3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.

Voorstel van besluit : de balans en de jaarrekening 1998, inclusief de voorgestelde resultaatverwerking, worden goedgekeurd.

4. Voorstel tot het verlenen van decharge aan de raad van bestuur voor hun beheer.

5. Voorstel tot het verlenen van decharge aan de commissaris-revisor voor zijn opdracht.

6. Statutaire benoemingen. Voorstel tot hernieuwing van het mandaat van commissaris-revisor van B.C.V. Ernst & Young, Bedrijfs-revisoren, vertegenwoordigd door de heer Erik De Lembre en Marc Van Hoecke.

7. Varia.

De aandeelhouders die aan de vergadering wensen deel te nemen, worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten (artikel 31) en hun aandelen ten minste vijf volle werkdagen vóór de vermelde datum neer te leggen op de zetel van de vennootschap of bij een bank in België, die deze neerlegging binnen dezelfde termijn attesteeert aan de vennootschap. (8714)

De raad van bestuur.

Oydonck aan de Leie, naamloze vennootschap, te Deinze

H.R. Gent 139257

De dames en heren aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden in de maatschappelijke zetel, op woensdag 12 mei 1999, om 18 uur, met volgende dagorde: 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring balans en verlies- en winstrekening per 31 december 1998. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Diversen. (8715)

**Marisan, naamloze vennootschap,
Oude Gaveresesteeweg 26, 9820 Merelbeke**

H.R. Gent 161965

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 12 mei 1999, te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda: 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Allerlei. 6. Kapitaalverhoging. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (8716)

**Perga, naamloze vennootschap,
Baaigemstraat 158, 9890 Gavere**

H.R. Gent 159484 – BTW 441.920.419

Gewone algemene vergadering op donderdag 6 mei 1999, te 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde: 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Ontlasting aan bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. Zich schikken naar de statuten. (8717)

**Finabel, naamloze vennootschap,
Ter Pannestraat 2, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 2232 – BTW 405.094.368

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse gewone algemene vergadering te willen bijwonen op maandag 17 mei 1999, om 9 u. 15 m., te Knokke, N.V. Kantoor Gysel, Elizabethlaan 141. — Dagorde: 1. Verslag raad van bestuur. 2. Onderzoek jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen bestuurders. 6. Diversen. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statutaire voorschriften. (8718)

**Ciem, naamloze vennootschap,
Kaarderijstraat 15-17, 9000 Gent**

H.R. Gent 83402 – BTW 400.078.181

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op vrijdag 7 mei 1999, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde: 1. goedkeuring jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 1998. 3. Goedkeuring resultaatverwerking. 4. Kwijting raad van bestuur. 5. Ontslag en benoemingen. 6. Rondvragen. (8719)

**GSV, naamloze vennootschap,
Koolmijnlaan 31, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 40779 – BTW 406.542.341

Algemene vergadering 3 mei 1999, om 20 uur.

Dagorde:

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting bestuurders.
5. Varia. (8720)

**Electro, société anonyme,
route de Saint-Vith 79, 4960 Malmedy**

R.C. Verviers 39118 – T.V.A. 414.722.807

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale qui aura lieu le 5 mai 1999, à 18 heures, à notre siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration.
 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
 3. Affectation des résultats.
 4. Décharge aux administrateurs.
 5. Divers.
- Pour assister, se conformer aux statuts. (8721)

**Eicher, société anonyme,
route de Saint-Vith 79, 4960 Malmedy**

R.C. Verviers 48618 – T.V.A. 420.797.381

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale qui aura lieu le 5 mai 1999, à 16 heures, à notre siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration.
 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
 3. Affectation des résultats.
 4. Décharge aux administrateurs.
 5. Divers.
- Pour assister, se conformer aux statuts. (8722)

**Aerco, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 5, 3581 Beverlo**

H.R. Hasselt 76189 — BTW 440.715.441

De jaarvergadering zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 03/05/99 om 15.00 uur. — Dagorde: 1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (41661)

**Aksent, naamloze vennootschap,
Nijverheidslaan 1536, 3660 Opglabbeek**
H.R. Tongeren 82008 — BTW 425.825.644

De jaarvergadering zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 03/05/99 om 14.00 uur. — Dagorde : 1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (41662)

Rectificatif

**Cobelux, société anonyme,
chaussée de Bruxelles 151, 6040 Charleroi (Jumet)**
R.C. Charleroi 121124 — T.V.A. 416.390.118

Veillez lire dans nos éditions du 30/03/1999 - 06/04/1999 - 03/04/1999 - 02/04/1999 - 10/04/1999 que l'heure de l'assemblée est 11 h 30 au lieu de 10 h. (41663)

**Dego, naamloze vennootschap,
Fleriskotstraat 8, 8400 Oostende**
H.R. Oostende 38617

Jaarvergadering op 03/05/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41664)

**Société anonyme des Habitations sociales
dans l'Agglomération bruxelloise,
rue Haute 298a, 1000 Bruxelles-1**
R.C. Bruxelles 25850

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires se tiendra le lundi 03/05/99, à 11 h 30, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapports du conseil d'administration, du collège des vérificateurs et du commissaire réviseur. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31/12/1998. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs, vérificateurs et commissaire-réviseur. 4. Démission d'un administrateur et désignation d'un administrateur en remplacement. 5. Renouvellement du mandat d'un vérificateur. Pour assister à cette réunion, les actionnaires sont invités à déposer leurs actions ou leur certificat nominatif le 29 avril 1999 au plus tard, soit au siège social, soit à la Générale de Banque ou à ses sièges et agences en province. (41665)

**Jonac International Consulting Actuaries, naamloze vennootschap,
Kastanjelaan 16, 3001 Heverlee**
H.R. Leuven 75463 — BTW 438.556.794

Jaarvergadering op 03/05/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (41666)

**Société de Gestion du Domaine du Bonsoy, société anonyme,
route de Fesschaux, 5542 Blaimont**
R.C. Dinant 26682 — T.V.A. 415.776.840

Assemblée générale ordinaire le 03/05/99 à 11.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport conseil d'administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (41667)

**Société de Gestion mobilière et immobilière "G.M.I",
société anonyme, rue Marcel Tibo 11, 4367 Crisnée**

R.C. Liège 173897

Assemblée générale ordinaire le 01/05/99 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (41668)

**Advice, naamloze vennootschap,
Kalfstraat 14, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 89993 — BTW 445.789.135

Gewone algemene vergadering op zaterdag 1 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandelen dienen minstens vijf dagen vóór de vergadering gedeponeerd te worden op de maatschappelijke zetel. (72380)

**B.F.C., naamloze vennootschap,
Gaversesteenweg 54, 9800 Deinze**

H.R. Gent 172494 — BTW 452.212.218

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 mei 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Bezoldigingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten, inzonderheid art. 16. (72381) De raad van bestuur.

**De Bovenhoek, naamloze vennootschap,
Vandevoordeweg 2, 9770 Kruishoutem**

H.R. Oudenaarde 34043

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 3 mei 1999 om 16 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting raad van bestuur.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (72382) De raad van bestuur.

**Brainbox, naamloze vennootschap,
Bellestraat 30, 9280 Lebbeke**

H.R. Dendermonde 46489 — BTW 445.759.441

Gewone algemene vergadering op zaterdag 1 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandelen dienen minstens vijf dagen vóór de vergadering gedeponeerd te worden op de maatschappelijke zetel. (72383)

**A. Byttebier-Michels, naamloze vennootschap,
Oudenaardestraat 110, 8570 Anzegem (Vichte)**

H.R. Kortrijk 117803

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 3 mei 1999 om 14 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Jaarverslag en verslag commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting raad van bestuur en commissaris.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, zich schikken naar de statuten. (72384) De raad van bestuur.

**Castel Beverlaai, naamloze vennootschap,
Beverlaai 40, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 139949

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 3 mei 1999 om 11 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting bestuurders.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, zich schikken naar de statuten. (72385) De raad van bestuur.

**Charto Travel, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 149, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 75711

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 3 mei 1999 te 18 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (72386) De raad van bestuur.

**Comm'Patibel, naamloze vennootschap,
Sint-Maria-ten-Boslei 2, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 286758 — BTW 445.758.847

Gewone algemene vergadering op zaterdag 1 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Kwijting aan de bestuurders.

4. Rondvraag.

De aandelen dienen minstens vijf dagen vóór de vergadering gedeponeerd te worden op de maatschappelijke zetel. (72387)

**Decoster, naamloze vennootschap,
Korenbloemstraat 52, 8820 Torhout**

H.R. Oostende 39116 — BTW 425.525.736

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 1 mei 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (72388) De raad van bestuur.

**Antwerp Diamond Cutting, naamloze vennootschap,
Pelikaanstraat 62, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 127982 — BTW 404.107.740

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering van 30 april 1999, te 15 uur, te willen bijwonen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Decharge aan de bestuurders.
5. Allerlei. (72389)

**Immocoast, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 29a, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 99404

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 7 mei 1999, om 20 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting raad van bestuur.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, zich schikken naar de statuten. (72390) De raad van bestuur.

**Apotheek De Jehansart, naamloze vennootschap,
F. Rooseveltplaats 40, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 27321 — BTW 423.649.379

Jaarvergadering ten zetel van de vennootschap op 2 mei 1999, om 11 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Ontslag en benoeming van bestuurders; 6. Rondvraag. (72391)

**Kichi, naamloze vennootschap,
Elisabethlaan 96, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 88213

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 7 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Wijziging maatschappelijke zetel.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (72392)

**Lamimmo, naamloze vennootschap,
Kerstmisstraat 15, 3582 Beringen**

H.R. Hasselt 266000 — NN 437.897.986

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 mei 1999 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (72393)

**De Meibloem, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 149, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 75712

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 3 mei 1999 te 14 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting raad van bestuur.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (72394) De raad van bestuur.

**Vachim, naamloze vennootschap,
Kapelstraat 10, 2990 Wuustwezel**

H.R. Antwerpen 248675

De Gewone algemene vergadering gaat door op de zetel van de vennootschap op 1 mei 1999 te 13 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting en benoeming bestuurders. 5. Allerlei. (72395)

**Stichting Veranneman, naamloze vennootschap,
Vandevoordeweg 2, 9770 Kruishoutem**

H.R. Oudenaarde 34044

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 3 mei 1999, om 14 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting raad van bestuur.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (72396) De raad van bestuur.

**Verassfin, naamloze vennootschap,
te Evere, Kerkhof van Brussellaan 73**

—

De aandeelhouders worden opgeroepen tot het bijwonen van de jaarvergadering der aandeelhouders van de naamloze vennootschap « VERASSFIN », met zetel te Evere, Kerkhof van Brussellaan 73, die zal gehouden worden op 3 mei 1999 om 15 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

- a) Jaarverslag.
- b) Jaarrekening : toelichting bij het ontwerp; bespreking; goedkeuring.
- c) Bestemming van het resultaat.
- d) Kwijting aan de raad van bestuur. (72397)

**Verschaeve Construct, naamloze vennootschap,
8930 Menen (Lauwe), Dronckaertstraat 581**

H.R. Kortrijk 93168

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 7 mei 1999 om 15 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting bestuurders.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, zich schikken naar de statuten. (72398) De raad van bestuur.

**Zeewind, naamloze vennootschap,
Klemskerkestraat 34, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 49591 — BTW 449.812.259

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op zaterdag 1 mei 1999 om 14 uur.

Agenda : 1. Behandeling van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Diverse.

Zich schikken naar de statuten. (72399)

**Casier, naamloze vennootschap,
Sint-Elooistraat 2, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 9757 — BTW 405.394.573

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die gehouden wordt voor het ambt en op het kantoor van notaris Ignace Saey, te Deerlijk, Harelbekestraat 81, op maandag 3 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Na kennisname en goedkeuring van de bijzondere verslagen van de raad van bestuur en van de bedrijfsrevisor en kennisgeving aan de vergadering van een staat van activa en passiva die niet meer dan drie maand voordien is opgesteld, besluit tot vroegtijdige ontbinding en invereffeningstelling van de vennootschap.

2. Benoeming van een vereffenaar en vaststelling van zijn machten en vergoeding.

3. Vaststelling van het einde van het mandaat van de bestuurders wegens de ontbinding en invereffeningstelling van de vennootschap.

Een eerste vergadering met zelfde agenda is bijeengekomen voor notaris Ignace Saey op 12 april 1999 doch heeft niet geldig kunnen besluiten vermits het wettelijk kworum niet verenigd was. (72400)

De raad van bestuur.

**Vandewalle, naamloze vennootschap,
Vlamingveld 19, 8490 Jabbeke**

H.R. Brugge 87405 — BTW 441.838.859

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering, gehouden op 12 april 1999, niet kon besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot een tweede buitengewone algemene vergadering, welke zal gehouden worden op 30 april 1999 om 14.30 uur, ten kantore van notaris Patrick Van Hoestenbergh, te Jabbeke, en dewelke geldig zal kunnen besluiten, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, over zelfde volgende agenda :

a) Lezing en onderzoek van de volgende stukken en verslagen, waarvan de aandeelhouders kosteloos een afschrift konden verkrijgen :

— splitsingsvoorstel opgemaakt door de raden van bestuur op 24/12/1998 en neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge op 30/12/1998 en op de griffie van de rechtbank van koophandel te Oostende op 30/12/1998.

— verslag van de raad van bestuur van de naamloze vennootschap « Vanram » en van de bedrijfsrevisor in verband met de niet geldelijke inbreng.

— verslagen van de raden van bestuur en van de bedrijfsrevisor in verband met het splitsingsvoorstel.

b) Besluit tot splitsing, overeenkomstig het splitsingsvoorstel, door inbreng van een gedeelte van het vermogen van de naamloze vennootschap « Vandewalle » in de naamloze vennootschap « Vanram ».

c) Voorafgaande omruiling van de aandelen van de naamloze vennootschap « Vanram ». Voor elk bestaand aandeel worden vijfhonderd nieuwe aandelen toegekend.

d) Kapitaalvermindering in de naamloze vennootschap « Vandewalle » met 2.613.213 frank, om het aldus te brengen van 18.121.000 op 15.507.787 fr., zonder wijziging van het aantal aandelen.

e) Kapitaalverhoging in de naamloze vennootschap « Vanram » met 2.613.213 fr., om het te brengen van 19.500.000 op 22.113.213 fr. en dit door creatie van 32.500 nieuwe aandelen, zonder nominale waarde, van dezelfde aard als de bestaande aandelen.

f) Wijziging van de statuten van beide vennootschappen om ze in overeenstemming te brengen met bovenstaande beslissingen.

g) Verplaatsing van de zetel van de, naamloze vennootschap, Vanram van Brugsesteenweg 23/A naar Brugsesteenweg 25, te Oudenburg (Roksem).

Om de vergadering bij te wonen, zich schikken naar de statuten. (72401)

Administrations publiques et Enseignement technique

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Ville de Wavre

La ville de Wavre recrute un (une) gradué(e) en informatique aux conditions suivantes :

1. être Belge;
2. avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
3. jouir des droits civils et politiques;

4. être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
5. satisfaire aux lois sur la milice;
6. justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer;
7. être âgé de 18 ans au moins à la date de clôture des inscriptions;
8. être titulaire d'un diplôme de gradué(e) en informatique ou équivalent, délivré par un établissement d'enseignement de plein exercice ou par un établissement de cours de promotion sociale;
9. réussir un examen d'aptitude dont le programme est fixé comme suit :

1^{ère} épreuve (écrite) portant sur la formation générale - durée : 4 h 30 m.

Coefficient d'importance 2, minimum requis : 60 % des points :

résumé et commentaire d'un texte ou d'une conférence sur un sujet d'ordre général.

Cette épreuve a pour objet de déceler l'esprit de synthèse et de critique du candidat.

Le travail à fournir doit comporter 2 parties nettement distinctes :

- a) un résumé en texte continu des idées maîtresses développées;
- b) un « exposé » comprenant les remarques et réflexions personnelles ainsi que les critiques jugées opportunes par le récipiendaire.

L'appréciation porte, pour chacune des deux parties du travail, considérées séparément, sur le fond, la forme et l'orthographe.

Les candidats ne sont pas autorisés à prendre des notes.

2^e épreuve (écrite) portant sur des matières déterminées - durée : 4 h 30 m.

Coefficient d'importance 4.

Minimum requis : 60 % pour l'épreuve; 50 % dans chaque branche.

1° Connaissance de base des ordinateurs :

développement historique des micro-ordinateurs et des versions de systèmes d'exploitation y afférents;

calcul binaire;

mémoire centrale et mémoires de masse;

fonctionnement de l'unité centrale;

connaissance et fonctionnement des périphériques;

connaissance et fonctionnement des réseaux (hardware et software).

2° Organisation des fichiers :

méthodes principales d'organisation de fichiers (séquentiel, direct, indexé-séquentiel);

organisation hiérarchique des fichiers;

sécurité des fichiers.

3° Connaissance des langages de programmation Dbase, Clipper.

4° Connaissance approfondie des logiciels MS-Dos, windows 3.11, Windows 95, Word 6, Excel 5, MS-Works 3, Access 2, Wordperfect 5.1.

5° Méthode de programmation structurée.

6° Connaissance des bases de données relationnelles (les différentes formes de normalisation des données).

3^e épreuve : épreuve de conversation.

coefficient d'importance 2.

Minimum requis : 50 % des points.

durée : 20 minutes environ.

entretien à bâtons rompus portant sur des sujets d'ordre général, d'actualité, scolaires ou professionnels permettant d'apprécier les connaissances, la maturité et la culture générale des candidats.

Les candidatures doivent être adressées au collège des bourgmestres et échevins, hôtel de ville, 1300 Wavre, sous pli recommandé, posté le 7 mai 1999 au plus tard.

Renseignements et conditions : service du personnel, tél. 010/23 03 21. (8723)

Province du Brabant wallon

Appel aux candidats prioritaires à une désignation à titre temporaire en application du décret du 6 juin 1994 :

dans l'enseignement de plein exercice :

fondamental;

secondaire et secondaire spécial;

dans l'enseignement de promotion sociale :

secondaire;

supérieur de type court.

A. Conditions de validité.

Les candidatures doivent être envoyées par lettre recommandée à la poste le 31 mai 1999 au plus tard (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante :

Mme la greffière provinciale, Province du Brabant wallon, service du personnel enseignant, bâtiment Folon, chaussée des Nerviens 25, 1300 Wavre.

Les candidatures qui n'auront pas été introduites selon les modalités prescrites seront déclarées irrecevables.

B. Renseignements.

La formule d'inscription, les conditions de désignation ainsi que tout renseignement utile, peuvent être obtenus à l'administration provinciale du Brabant wallon. Nos bureaux se situent au bâtiment Archimède, bloc D, avenue Einstein (zoning nord) à 1300 Wavre, tél. 010/23 60 51-57. (8724)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Wellen

Het O.C.M.W. van Wellen wenst over te gaan tot een aanwerving van een administratief medewerker niveau C in gesco-verband (19/38) (min. 6 m werkloos e.d.).

Parate kennis van : Microsoft : Word-Excel — Access. Algemene administratie SIF- en O.C.M.W.-wetgeving.

Kandidaturen te richten aan de heer voorzitter van het O.C.M.W.-Wellen, Edmond Jans, vóór 26 april 1999.

Verdere inlichtingen te bekomen op tel. 012/74 21 82 t.a.v. de secretaris : R. Sochacki, O.C.M.W.-Wellen, Dorpsplein 11/5, 3830 Wellen. (8725)

Gemeente Wevelgem

Twee functies van aspirant-politieagent/aspirant-politieagente, bij werving te begeven, worden openverklaard.

De betrekkingen van aspirant-politieagent zijn toegankelijk voor mannen en vrouwen.

Algemene voorwaarden :

Belg zijn;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

van onberispelijk gedrag zijn;

voldoen aan de dienstplichtwetten;

lichamelijk geschikt zijn;

De lichamelijke geschiktheid wordt vastgesteld door de arbeidsgeneeskundige dienst waarbij de gemeente is aangesloten.

Gestalte : minimum 1,63 m (blootvoets gemeten) : te bewijzen bij middel van een attest afgeleverd door de arbeidsgeneeskundige dienst waarbij de gemeente is aangesloten (G.S.G.M., Nijverheidslaan 4, 8560 Wevelgem, tel. 056/41 40 41).

minstens 18 jaar oud zijn;

de ouderdom van 35 jaar niet bereikt hebben;

de vereiste diploma's of getuigschriften bezitten, die ten minste gelijkwaardig moeten zijn met deze die in aanmerking worden genomen voor de aanwervingen in betrekkingen van niveau 2 bij de rijksbesturen;

houder zijn van het rijbewijs B;

slagen in de bekwaamheids- en selectieproeven van de Westvlaamse Politie school binnen een periode van drie jaar vóór het indienen van zijn kandidatuur;

De kandidaten zullen gekozen worden tussen diegenen die deel uitmaken van de wervingsreserve opgericht door de Westvlaamse Politie school v.z.w.

De leden van de gemeentepolitie zijn ertoe gehouden bij hun indiensttreding een verklaring te ondertekenen waarbij zij zich akkoord verklaren hun woning op het telefoonnet aan te sluiten. In het geval de woning op dat ogenblik nog niet aangesloten is op het telefoonnet zal dit gebeuren op kosten van het gemeentebestuur.

De gemeenteraad stelt een reglement op inzake de terugbetaling van de kosten voortvloeiend uit deze verplichting.

niet bij de wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen.

De kandidaat dient bij zijn indiensttreding een verklaring te ondertekenen waarin hij verklaart niet te weigeren of zich te zullen onthouden, op welke wijze ook, gebruik te maken van wapens en van andere ter beschikking gestelde verdedigingsmiddelen onder bij de wetten, besluiten en onderrichtingen gestelde voorwaarden.

De leden van de gemeentepolitie zijn ertoe gehouden binnen de drie maanden na de benoeming in vast verband de gemeente Wevelgem of een aanpalende gemeente van Wevelgem te bewonen.

Aan alle benoemingsvoorwaarden, uitgezonderd de lichamelijke geschiktheid, moeten worden voldaan op de uiterste inschrijvingsdatum gesteld voor het indienen van de candidaturen, zijnde 28 mei 1999.

Het bezit van het rijbewijs B is pas vereist bij de benoeming op proef.

De op proef aangestelde kandidaten dienen hun medisch geschiktheidsbewijs voor te leggen vóór het aanvangen van de proeftijd.

De agenten zijn gehouden tot het leveren van prestaties volgens de opgemaakte dienstregeling van toepassing bij het plaatselijk politiekorps.

Dit wil ondermeer zeggen dat zij gehouden kunnen zijn prestaties te leveren op onregelmatige tijdstippen, evenals op zaterdag, zon- en feestdagen.

Zij kunnen eveneens gehouden zijn tot het leveren van nachtprestaties.

De candidaturen moeten eigenhandig geschreven zijn en bij ter post aangetekende brief worden gestuurd aan de heer burgemeester te 8560 Wevelgem, tegen uiterlijk 28 mei 1999, vergezeld van volgende stukken :

getuigschrift van goed zedelijk gedrag (dat getuigschrift mag niet ouder zijn van drie maanden);

uittreksel uit de geboorteakte;

een attest afgeleverd door G.D.G.M. met vermelding van de gestalte, blootvoets gemeten;

militiegetuigschrift (voor de mannelijke kandidaten);

eensluitend verklaard afschrift van diploma of getuigschrift;

eventueel bewijs van voorkeurrecht.

Alle verdere inlichtingen, evenals de functiebeschrijving zijn te bekomen bij de personeelsdienst (tel. 056/43 34 31). (8726)

Eén functie van techniek (m/v) bij de gemeentelijke groendienst bij werving te begeven wordt openverklaard.

De betrekking van techniek bij de gemeentelijke groendienst is toegankelijk voor vrouwen en mannen.

De techniek moet :

de Belgische nationaliteit of een nationaliteit als onderdaan van een lidstaat van E.U. bezitten;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

van goed zedelijk gedrag zijn;

aan de dienstplichtwetten voldoen;

lichamelijk geschikt zijn;

de lichamelijke geschiktheid wordt vastgesteld door de arbeids-geneeskundige dienst waarbij de gemeente is aangesloten;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

houder zijn van het diploma lager secundair technisch onderwijs, specialiteit « tuinbouw » of een gelijkwaardig diploma;

slagen voor een aanwervingsexamen, zoals vastgesteld door de gemeenteraad in zitting van 9 februari 1996;

de techniek zal gehouden zijn prestaties te leveren op onregelmatige tijdstippen, evenals op zaterdag, zon- en feestdagen;

voor zover ze niet strijdig zijn met hogergenoemde bepalingen zijn alle bepalingen van het administratief statuut d.d. 9 februari 1996 op deze aanwerving van toepassing.

Naar aanleiding van het openverklaren van bovengenoemde functie zal een wervingsreserve aangelegd worden met een geldigheidsduur van twee jaar te rekenen vanaf de eerste van de maand die volgt op de datum waarop het proces-verbaal van het laatste examengedeelte is afgesloten.

De aanvragen dienen bij ter post aangetekende brief gestuurd te worden aan de heer burgemeester te 8560 Wevelgem.

De uiterste inschrijvingsdatum is 28 mei 1999, de postdatum op de briefomslag dient als bewijs.

De kandidaten dienen volgende bewijsstukken over te maken uiterlijk op de dag van het afsluiten van de inschrijvingen (28 mei 1999) :

uittreksel uit de geboorteakte;

een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

Dat getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden.

militiegetuigschrift;

afschrift van het diploma van lager secundair technisch onderwijs, specialiteit « tuinbouw » of een gelijkwaardig diploma;

desgevallend bewijzen van prioriteitsrechten.

Alle verdere inlichtingen evenals de functiebeschrijving zijn te bekomen bij de personeelsdienst, tel. 056/43 34 31. (8727)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Genesius-Rode

Het O.C.M.W. van Sint-Genesius-Rode is in volle uitbreiding !

In het kader van het nieuw personeelsstatuut zijn wij op zoek naar volgende dynamische en gemotiveerde medewerk(st)er in statutair verband : 1 halve tijd keukenhulp, voor ons rustoord/RVT « De Groene Linde ».

Wij bieden :

een toffe werksfeer in een dynamisch O.C.M.W.;

een boeiende job in de sociale dienstverlening;

officiële barema's met extra-wettelijke vergoedingen;

aantrekkelijke uurroosters;

professionele ondersteuning door ervaren leidinggevendenden;

reële doorstromingskansen volgens de nieuwe normen van het personeelsstatuut.

Voor meer inlichtingen kan je terecht bij de personeelsdienst van het O.C.M.W., tel. 02/380 55 55.

Alle kandidaturen dienen gezonden te worden aan de voorzitter van het O.C.M.W., Dorpsstraat 74, 1640 Sint-Genesius-Rode. (8728)

Centre public d'aide sociale de Rhode-Saint-Genèse

Le C.P.A.S. de Rhode-Saint-Genèse est en expansion !

Dans le cadre du nouveau statut du personnel, nous sommes à la recherche d'un (une) collaborateur(trice) dynamique et motivé, pour un poste statutaire d'aide-cuisinière (mi-temps) pour notre maison de repos « Le Vert Tileul ».

Les conditions, ainsi que d'autres informations peuvent être obtenues au secrétariat du C.P.A.S., tél. 02/380 55 55.

Les candidatures auxquelles seront jointes les pièces justificatives, doivent être adressées sous pli recommandé au C.P.A.S., Dorpsstraat 74, 1640 Rhode-Saint-Genèse. (8728)

INFOHOS - Vereniging van O.C.M.W.'s

Er wordt een examen ingericht met het oog op de samenstelling van een werfreserve van administratief medewerker.

Voorwaarden :

1. Belg zijn.

2. Diploma van hoger secundair.

3. Lichamelijk geschikt zijn.

4. Van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten.

De inschrijvingskosten voor het examen bedragen BEF 300.

Uiterste datum voor inschrijving : 7 mei 1999.

Alle nodige inlichtingen alsmede het examenprogramma worden gestuurd aan de kandidaten die hun aanvraag, vergezeld van *curriculum vitae*, sturen naar INFOHOS, Ruddershove 10, te 8000 Brugge. (8729)

Gemeente Zedelgem

De gemeente Zedelgem gaat over tot de aanwerving van een gemeentesecretaris (m/v) met voltijdse prestatie in statutair verband.

functie :

leiding en coördinatie van de gemeentelijke diensten;

hoofd van het personeel.

Toelatings- en aanwervingsvoorwaarden :

1. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3. aan de dienstplichtwetten voldoen;

4. lichamelijk geschikt zijn;

5. de Belgische nationaliteit hebben;

6. de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

7. houder zijn van één van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwervingen in de betrekkingen van niveau 1 bij de rijksbesturen,

en van een diploma of getuigschrift uitgereikt na het beëindigen van een volledige cyclus van leergangen administratieve wetenschappen in overeenstemming met het door de Koning vastgestelde minimumprogramma.

Worden vrijgesteld van het diploma of getuigschrift uitgereikt na het beëindigen van een volledige cyclus van leergangen administratieve wetenschappen de kandidaten die houder zijn van volgende diploma's :

- a) doctor of licentiaat in de rechten;
- b) licentiaat in de administratieve wetenschappen;
- c) licentiaat in het notariaat;
- d) licentiaat in de politieke wetenschappen;
- e) licentiaat in de economische wetenschappen en de toegepaste economische wetenschappen;
- f) licentiaat in de handelswetenschappen;
- g) gediplomeerde, na een cyclus van vijf jaar, van de afdeling administratieve wetenschappen van het « Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans » te Brussel, van het Hoger Instituut voor Bestuurs- & Handelswetenschappen te Elsene en van het Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen te Antwerpen;
- h) licentiaat wiens wetenschappelijk diploma werd uitgereikt door de koloniale hogeschool van België te Antwerpen of door het Universitair Instituut voor Overzeese gebieden te Antwerpen, wanneer die studies over ten minste vier jaar liepen;

i) hetzelfde diploma of getuigschrift is eveneens niet vereist voor de kandidaten die houder zijn van een diploma of getuigschrift in aanmerking genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen voor zover de bekwaamheidsakte werd uitgereikt na studies die ten minste zestig uren publiek, administratief en/of burgerlijk recht omvatten.

In afwachting dat de Koning het minimumprogramma heeft uitgewerkt met betrekking tot de leergangen administratieve wetenschappen, worden de diploma's en getuigschriften uitgereikt na het beëindigen van een volledige cyclus van provinciale leergangen administratieve wetenschappen geacht aan de minimumeisen te voldoen.

8. Slagen in een aanwervingsexamen bestaande uit een schriftelijk en een mondeling gedeelte.

Indienen van de kandidaturen.

De aanvragen tot deelname aan het aanwervingsexamen dienen op straffe van uitsluiting onder aangetekende zending uiterlijk op woensdag 12 mei 1999 verstuurd te worden (poststempel geldt als bewijs) aan het college van burgemeester en schepenen, Pater Amaat Vynckelein, 8210 Zedelgem, en vergezeld gaan van :

een uitgebreid *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma.

Verdere inlichtingen.

Een volledige functiebeschrijving, examenprogramma en verdere informatie kan bekomen worden bij de personeelsdienst : Pater Amaat Vynckelein, 8210 Zedelgem, tel. 050/20 90 97.

Het gemeentebestuur van Zedelgem gaat over tot de werving van 2 aspirant-politieagenten (m/v).

Voornaamste aanwervingsvoorwaarden :

Belg zijn;

minimum 18 jaar zijn;

van onberispelijk gedrag zijn;

houder zijn van een diploma of getuigschrift die in aanmerking worden genomen voor de betrekkingen van niveau 2 bij de rijksbesturen;

lichamelijk geschikt zijn en een lichaamslengte hebben van minimum 1,63 m;

slagen in een beoordelingsgesprek georganiseerd door de gemeente.

De kandidaten zullen gekozen worden uit degenen die deel uitmaken van de wervingsreserve opgericht door een erkende politie-school behorend tot het Vlaamse Gewest.

Kandidaturen moeten uiterlijk op 15 mei 1999 aangetekend worden verstuurd aan het college van burgemeester en schepenen, Pater A. Vynckelein 1, te 8210 Zedelgem.

De kandidatuurstelling dient vergezeld te zijn van een *curriculum vitae*, een afschrift van het diploma en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat niet ouder mag zijn dan één maand.

Verdere inlichtingen, functiebeschrijving en de volledige aanwervingsvoorwaarden kunnen bekomen worden op de personeelsdienst tel. 050/20 90 97. (8790)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du second canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht, en date du 12 avril 1999, le nommé M. Amzel, Shmuel, né le 26 novembre 1965, domicilié à Berchem-Sainte-Agathe, rue Georges Simpson 69, mais résidant actuellement à l'Hôpital Erasme, route de Lennik 808, à Anderlecht, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Sylvianne Michielsens, avocat, dont les bureaux sont établis à Anderlecht, rue Georges Moreau 160, et prenant cours depuis le 19 avril 1999, date du dépôt de la requête.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Helga Asselman. (62550)

Justice de paix du second canton d'Ixelles

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Ixelles, en date du 9 avril 1999, la nommée Mme Thissen, Renée, née à Liège le 12 novembre 1905, domiciliée à Ixelles, boulevard Général Jacques 100, au Centre gériatrique d'Ixelles, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Balzat, Dominique, avocat, à 1050 Bruxelles, rue Forestière 22/1.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) De Laet, Jacqueline. (62551)

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Ixelles, en date du 9 avril 1999, la nommée Mme De Cort, Christiane, célibataire, née à Saint-Gilles le 3 août 1923, domiciliée à Ixelles, rue Malibran 39, à Malibran Senior, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Balzat, Dominique, avocat, à 1050 Bruxelles, rue Forestière 22/1.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) De Laet, Jacqueline. (62552)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Suite à la requête, déposée le 18 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, rendue le 31 mars 1999, Mme Raczynski, Appolonia, veuve de Luczak, née à Riemke (Allemagne) le 8 décembre 1913, pensionnée, domiciliée rue Saint-Nicolas 700, 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Luczak, Gérard, officier ingénieur, domicilié rue de Clairefontaine 142, 7160 Chapelle-lez-Herlaimont.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Kaket, Alberte. (62553)

Justice de paix du canton de Spa

Par ordonnance du juge de paix du canton de Spa, rendue le 9 avril 1999, Mme Krawczyk, Irma, née à Liège le 18 décembre 1919, domiciliée à la M.R. « Les Heures claires », avenue Reine Astrid 131, à 4900 Spa, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Mme Benedettini, Antonella, domiciliée Prés à la Cour 10, à 4630 Soumagne.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Houyon, Chantal. (62554)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Spa, rendue le 30 mars 1999, Mme Dambourg, Alice, née à Theux le 7 juillet 1919, domiciliée rue Hovémont 67, 4910 Theux, mais résidant à la maison Sainte-Joséphine, rue Chaussée 25, à 4910 Theux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Rosette, Joseph, domicilié Juslenville Petite 101, 4910 Theux.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Houyon, Chantal. (62555)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Stavelot, en date du trente et un mars mil neuf cent nonante-neuf, Mlle Capon, Claudine, née à Saint-Mard le 13 avril 1965, célibataire, domiciliée à 6730 Tintigny, rue de la Veillée 37, se trouvant actuellement au C.H.S. « L'Accueil », rue du Doyard 15, à 4990 Lierneux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Crespin, Charles, notaire, rue Neuve 113, à 4970 Stavelot.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grogna, Christiane. (62556)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Stavelot, en date du trente et un mars mil neuf cent nonante-neuf, Mlle Gérard, Séverine, née à Malmedy le 30 mai 1980, domiciliée Chauveheid 41, à 4987 Stoumont, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Mme Lambotte, Chantale, épouse Gérard, domiciliée Chauveheid 41, à 4987 Stoumont.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grogna, Christiane. (62557)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 14 avril 1999, M. David Flahs, né à Bruxelles le 30 mars 1981, domicilié à 7608 Wiers, rue Basse 6, résidant au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », Pavillon « Les Genêts », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat, à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 10.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (62558)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 12 avril 1999, Mme Vandennieuwenbroeck, Marie-Louise, née à Guignies le 15 avril 1936, domiciliée à 7500 Tournai, rue Doublet 3/17, résidant au C.H.R. Hôpital civil, service S5, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat, à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 10.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (62559)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 12 avril 1999, Mme Larab, Djamilia, née à Mons le 26 avril 1968, domiciliée à 7500 Tournai, rue Despars 94, résidant au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », Pavillon « Les Pins », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Poncin, Corinne, avocate, domiciliée à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (62560)

Justice de paix du canton de Virton

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton, en date du 12 avril 1999, la nommée Gobert, Josée, veuve Hervet, née à Saint-Léger le 11 janvier 1926, domiciliée à Saint-Léger, rue de Conchibois 10, résidant à Virton (Saint-Mard), M.R.S. Saint-Antoine, rue de Mage-rox 55, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Geneviève Adam, avocat, à Virton, Faubourg d'Arival 72.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) P. Gonry. (62561)

Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

Par ordonnance rendue le 13 avril 1999, rep. 794, par le juge de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre, le nommé Challe, Paul, domicilié à 1150 Bruxelles, maison de repos La Forêt, avenue de Putdael 1, a été déclaré inapte à gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : M. Challe, Pierre, domicilié à 1030 Bruxelles, rue Camille Wolles 24.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (62562)

Vrederegerecht van het eerste kanton Anderlecht

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Anderlecht, verleend op 30 maart 1999, werd Van Wambeke, Yvonne, geboren te Gent op 7 juli 1927, verblijvende in het R.V.T. Van Hellemont, Puccinistraat 22, te 1070 Anderlecht, gedomicilieerd te 1070 Anderlecht, Emile Carpentierstraat 61, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Simeons, Veerle, advocaat, wonende te 1060 Brussel, Fontainasstraat 13, bus 1.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Luc Vanduyck. (62563)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Anderlecht, verleend op 23 maart 1999, werd Bruloot, Arthurine, geboren te Veurne op 29 oktober 1911, verblijvende in het Rusthuis Van Hellemont, Puccinistraat 22, te Anderlecht, gedomicilieerd te 1070 Anderlecht, Wandelingstraat 18, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Gols-Roosen, Gisele, advocaat, wonende te 1082 Brussel, Dr. Schweitzerplein 18.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Luc Vanduyck. (62564)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Anderlecht, verleend op 30 maart 1999, werd Wauters, Jean, geboren te Anderlecht op 21 november 1922, verblijvende in het R.V.T. Van Hellemont, Puccinistraat 22, te 1070 Anderlecht, gedomicilieerd te 1070 Anderlecht, Emile Carpentierstraat 61, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Simeons, Veerle, advocaat, wonende te 1060 Brussel, Fontainasstraat 13, bus 1.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Luc Vanduyck. (62565)

—
Vrederecht van het kanton Halle
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Halle, verleend op 1 april 1999, werd De Pauw, Hendrika, geboren te Asse op 7 maart 1916, verblijvende en gedomicilieerd in « Roos der Koningin », 1501 Buizingen, Nachtegaalstraat 211, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Nowe, Cynthia, advocaat-plaatsvervangend vrederechter, wonende te 1653 Dworp, Krabbos 169.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Jean Deproost. (62566)

—
Vrederecht van het tweede kanton Hasselt
—

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Hasselt, verleend op 7 april 1999, werd Bernaerts, Johanna, geboren te Diepenbeek op 3 juli 1918, huishoudster, opgenomen in het rusthuis « De Visserij », te 3590 Diepenbeek, Visserijstraat 10, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Beerden, Gaby, geboren te Hasselt op 15 juli 1942, arbeidster, wonende te 3590 Diepenbeek, Visserijstraat 67.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 10 maart 1999.

Hasselt, 14 april 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Yvan Janssens. (62567)

—
Vrederecht van het eerste kanton Hasselt
—

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 14 april 1999, gewezen, op verzoekschrift, verklaart Feytons, Maria, wonende te Hasselt, Salvatorhome, Salvatorstraat 20, niet in staat haar goederen te beheren en voegt haar toe als voorlopig bewindvoerder : Biesemans, Simonne, Pietelbeekstraat 134, te Hasselt, dochter van betrokkene.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden. (62568)

—
Vrederecht van het kanton Kapellen
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kapellen, verleend op 30 maart 1999, werd Mevr. Stevens, Josianne, geboren te Hasselt op 18 februari 1937, wonende te Edegem, Baron de Celleslaan 66, doch verblijvende te Ekeren, Klina Sint-Lukas, Laar 40, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Y. De Schryver, advocaat, te 2018 Antwerpen, Peter Benoitstraat 32.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) J. Van Havermaet. (62569)

Vrederecht van het kanton Lier
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 15 april 1999, werd Bogaerts, Odette, geboren te Lier op 31 juli 1942, wonende te 2590 Berlaar, Spoorweglei 33, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Dessel, Christel, wonende te 2500 Lier, Vervlietstraat 32.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 13 april 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (62570)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 15 april 1999, werd De Leeuw, Marcella, geboren te Ternat op 8 juli 1933, wonende te 2570 Duffel, Vlakveld 31, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van den Plas, Chris, met kantoor te 2500 Lier, Gulden sporenlaan 136.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 13 april 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (62571)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 15 april 1999, werd Van Oosterwyck, Maria, geboren te Duffel op 21 juli 1916, wettelijk gedomicilieerd te 2570 Duffel, Kapelstraat 57, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Jacobs, Liliana, wonende te 2570 Duffel, Kapelstraat 57.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 7 april 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (62572)

—
Vrederecht van het kanton Wetteren
—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Wetteren, d.d. 15 april 1999, werd Coopman, Dirk, geboren op 13 november 1959, wonende te 9260 Wichelen, Boterhoek 15B, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg hij toegevoegd als voorlopige bewindvoerder, zijn zuster : Coopman, Monique, wonende te 9340 Wanzele, Nonnenbosstraat 87.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Noël Van den Broeck. (62574)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Wetteren, d.d. 15 april 1999, werd Van de Wiele, Emma Laura, gepensioneerde, geboren te Wichelen op 15 januari 1919, verblijvende in het R.V.T.-Molenkouter, te 9260 Wichelen, Dreefstraat 11A, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg zij toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Mr. Ghislaine Van Kerckhove, advocaat, te 9230 Wetteren, Wegvoeringstraat 62. .

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Noël Van den Broeck. (62575)

*Mainlevée d'administrateur provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du quatorze avril mil neuf cent nonante-neuf, il a été mis fin au mandat de l'administrateur provisoire désigné par ordonnance du 21 avril 1998, soit Wéry, Alain, avocat, dont le cabinet est sis à 6150 Anderlues, rue Paul Janson 40, à Conreur, Josiane, née le 13 juillet 1949, résidant actuellement et domiciliée à 6150 Anderlues, rue Jules Destrée 137.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Pierre Goens. (62576)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 14 avril 1999:

il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 5 décembre 1995, a pris fin suite au décès de M. Bougnet, Pierre, né le 24 octobre 1909, domicilié rue Julien d'Andrimont 29, à 4000 Liège;

il a été mis fin, en conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, à la mission de son administrateur provisoire, Me Brandenburg, Jean-Luc, avocat, domicilié rue Louvrex 55-57, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Gillis, Monique. (62577)

Vrederecht van het kanton Zelzate

Bij beschikking van 16 juni 1992, verleend door de vrederechter van het kanton Zelzate, werd Taets, Marc, advocaat, te Evergem, Stuivenbergstraat 71, aangesteld als voorlopig bewindvoerder over Meerschout, Achiel, geboren te Gent op 10 april 1926, en wonende te Zelzate, Suikerkaai 81, in het P.C. Sint-Jan-Baptist.

Door het overlijden van de beschermde persoon te Zelzate op 6 april 1999, werd, ambtshalve, een einde gesteld aan de opdracht van de voorlopige bewindvoerder, met beschikking van 13 april 1999.

Zelzate, 15 april 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) K. Ries-sauw. (62578)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du second canton de Charleroi

Par jugement du juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 14 avril 1999, il a été mis fin au mandat de Vanden Berghe, Louis, domicilié à Couillet, rue de Nalinnes 21, en sa qualité d'administrateur provisoire de Lambeau, Joséphine, née à Couillet le 22 juillet 1921, domiciliée à Marcinelle, Résidence Sart Saint-Nicolas, rue de Nalinnes 440.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir: Hérinne, Eric, avocat, domicilié à Charleroi, rue Tumelaire 23/18.

Pour extrait certifié conforme: le greffier adjoint principal, (signé) M.P. Dumay. (62579)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Suivant acte n° 99-437, passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 15 mars 1999, M. Gillard, Jacques, domicilié à 1300 Wavre, avenue Duchesse de Lorraine 3, agissant en sa qualité de tuteur de M. Van Cuyck, Robert Clément Noël, né à Bruxelles-1 le 24 décembre 1943, domicilié à Schaerbeek, boulevard A. Reyers 34, placé sous le statut de la minorité prolongée, et en vertu d'une délibération du conseil de famille tenue le 3 février 1999 sous la présidence du juge de paix du premier canton de Schaerbeek, a déclaré accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de Bambust, Marie Jeanne, née à Forest le 3 mai 1909, de son vivant domiciliée à Schaerbeek, boulevard A. Reyers 34, et décédée le 20 septembre 1998 à Schaerbeek.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comprant déclare faire élection de domicile en l'étude du notaire Philippe Jentges, avenue des Mésanges 4, à 1300 Wavre.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

(Signé) Ph. Jentges, notaire. (8730)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op zeven april negentienhonderd negenennegentig, heeft Van Overloop, Jan Juliette Frans, geboren te Antwerpen op 15 januari 1972, wonende te 2930 Brasschaat, Bredabaan 165, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Van Overloop, Charles Roza Frans, geboren te Deurne op 14 april 1942, in leven laatst wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Deken Jozef Lensstraat 2/4, en overleden te Wuustwezel op 26 maart 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Mr. De Roeck, André, te 2018 Antwerpen, Jan Van Rijswijkklaan 6.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, zeven april negentienhonderd negenennegentig.
De adjunct-griffier, (get.) K. Beyers. (8731)

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge op vijftien april negentienhonderd negenennegentig, heeft Mr. Sylvain Colaert, advocaat te 8900 Ieper, Cartonstraat 19, handelend als gevolmachtigde van Vandermarlière, Régis Pierre Maurice, geboren te Komen op 21 september 1947, wonende te 7781 Houthem, Kortewildestraat 56, handelend in eigen naam, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vandermarlière, Pierre Antoine, geboren te Rochecorbon op 23 juni 1915, in leven laatst wonende te 8400 Oostende, Vergeet-mijnietjeslaan 12, bus 3, en overleden te Oostende op 3 januari 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Sylvain Colaert, voornoemd.

Brugge, 15 april 1999.
De hoofdgriffier, (get.) G. De Zutter. (8732)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op vijftien april negentienhonderd negenennegentig, heeft Roelandt, Ria Yvonne, geboren te Serskamp op 9 april 1959, wonende te 9260 Wichelen (Serskamp), Wetterensteenweg 51, bus 1, handelend in haar hoedanigheid van moeder-wettelijke voogdes over haar bij haar inwonende minderjarige kinderen, geboren uit haar huwelijk met wijlen Herman, Guy Herman Remi, van wie zij uit de echt is gescheiden, en zijnde :

Herman, Melissa, geboren te Gent op 10 augustus 1981, en

Herman, Sören, geboren te Gent op 29 september 1988

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Herman, Guy Herman Remi, geboren te Wetteren op 22 juni 1958, in leven laatst wonende te 9230 Wetteren, Brusselsesteenweg 287, en overleden te Wetteren op 25 december 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. J. Van Der Bracht, notaris te 9340 Oordegem, Grote Steenweg 77.

Dendermonde, 15 april 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) E. Verschueren. (8733)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op veertien april negentienhonderd negenennegentig, heeft Mr. Ferdinand Neve, notaris, kantoorhoudende te 9000 Gent, Burgstraat 122, handelend als gevolmachtigde van Poriau, Elsa Maria Felicità, geboren te Ledeborg op 3 september 1923, wonende te 9040 Gent (Sint-Amandsberg), Azaleastraat 35, handelend in eigen naam, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Poriau, Wilfried Frans Norbert, geboren te Ledeborg op 20 juli 1928, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Frank Baurstraat 29/1, en overleden te Gent op 7 april 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen te zijner studie.

Gent, 14 april 1999.

(Get.) Herman Matthys, adjunct-griffier. (8734)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du 14 avril 1999, le tribunal de commerce de Huy a accordé le sursis provisoire à Cornet, Jean-Paul, né le 26 septembre 1958, maçon, et exploitant un débit de boissons sous la dénomination « Le Concorde », domicilié à 4560 Ocquier, Grand-Rue 43, R.C. Huy 40846, T.V.A. 725.281.470.

Le même jugement a désigné Me Anne Dubois, avocat à 4500 Ben Ahin, rue Joseph Wauters 74, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièces à l'appui, au greffe du tribunal de commerce de Huy, quai d'Arona 4, à 4500 Huy, au plus tard le 23 juin 1999.

Les débats sur les éventuelles contestations que formerait le commissaire au sursis et qu'il renverrait devant le tribunal sont fixés à l'audience du mercredi 28 juillet 1999, à 10 heures.

Il sera statué sur l'octroi d'un sursis définitif le lundi 13 septembre 1999, à 9 heures, à l'audience publique du tribunal de commerce de Huy, siégeant au palais de justice, quai d'Arona 4, salle E, 2^e étage.

Le greffier, (signé) Mottet, G. (8735)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 14 april 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd de voorlopige opschorting van betaling toegekend aan de N.V. Bakkerij Vandervaeren, met maatschappelijke zetel gelegen te Overijse, Terhulpesteenweg 437, H.R. Brussel 493352, BTW 431.416.309, hebbende als handelsactiviteit een semi-groothandel in brood- en banketbakkerij.

Als commissaris inzake opvolging opschorting werd benoemd de heer Alain Cludts, met kantoor gelegen te 1780 Wemmel, Merchtensesteenweg 54.

De schuldeisers dienen aangifte te doen van hun schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, uiterlijk op 14 mei 1999.

Ter openbare terechtzitting van de kamer voor gerechtelijke akkoorden, zaal C, d.d. 15 september 1999, te 10 u. 30 m., zal over de definitieve opschorting uitspraak worden gedaan.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) R. Tielemans. (8736)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 13 april 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Topconsulting, met maatschappelijke zetel te 1745 Opwijk, Kerseveldmeers 21, H.R. Brussel 541219, BTW 442.635.645.

Rechter-commissaris: de heer Stephan Ermens.

Curator: Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen op woensdag 19 mei 1999, te 14 uur, in de zaal A.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8741)

Bij vonnis d.d. 13 april 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Network and Environnement Entreprise, met maatschappelijke zetel te 1930 Zaventem, Doggeweg 39, H.R. Brussel 566538, BTW 448.913.921.

Rechter-commissaris: de heer Stephan Ermens.

Curator: Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen op woensdag 19 mei 1999, te 14 uur, in de zaal A.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8742)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Eu égard aux circonstances propre à la faillite, Mme Nadine Mollekens, avocat et curateur, a été, par jugement d.d. 13 avril 1999, remplacée à cette fonction par M. Philippe Noelmans et Mme Cécile Noelmans, avocats à 3700 Tongres, Moerenstraat 33, dans la faillite de la S.P.R.L. Optical Trade, avec siège social à 1000 Bruxelles, rue Capouillet 19-22, T.V.A. 461.285.379.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) R. Tielemans. (8737)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Wegens omstandigheden eigen aan het faillissement werd Mevr. Nadine Mollekens, advocaat en curator bij vonnis d.d. 13 april 1999, vervangen door de curatoren, de heer Philippe Noelmans en Mevr. Cécile Noelmans, advocaten te 3700 Tongeren, Moerenstraat 33, in het faillissement van de B.V.B.A. Optical Trade, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Capouilletstraat 19-22, BTW 461.285.379.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) R. Tielemans. (8737)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 13 avril 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Multi Service Gestion, avec siège social situé à 1950 Kraainem, rue Jef Thumas 10, R.C. Bruxelles 616706, T.V.A. 461.247.470.

Juge-commissaire: M. Stephan Ermens.

Curateur: Me Ilse Van de Mierop, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8738)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 13 april 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Multi Service Gestion, met maatschappelijke zetel te 1950 Kraainem, Jef Thumasstraat 10, H.R. Brussel 616706, BTW 461.247.470.

Rechter-commissaris: de heer Stephan Ermens.

Curator: Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen op woensdag 19 mei 1999, te 14 uur, in de zaal A.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8738)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 13 avril 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Hotel Ambassade, avec siège social situé à 1000 Bruxelles, rue Vanorley 8, R.C. Bruxelles 465762, T.V.A. 426.596.201.

Juge-commissaire: M. Stephan Ermens.

Curateur: Me Ilse Van de Mierop, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.:

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8739)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 13 april 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Hotel Ambassade, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Vanorleystraat 98, H.R. Brussel 465762, BTW 426.596.201.

Rechter-commissaris: de heer Stephan Ermens.

Curator: Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen op woensdag 19 mei 1999, te 14 uur, in de zaal A.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8739)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 13 avril 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de S.P.R.L. Keiberplant, avec siège social situé à 1000 Bruxelles, square Gutenberg 15, R.C. Bruxelles 444987, T.V.A. 420.106.604.

Juge-commissaire: M. Stephan Ermens.

Curateur: Me Ilse Van de Mierop, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.:

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A.

Le curateur, (signé) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8740)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 13 april 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Keiberplant, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Gutenbergsquare 15, H.R. Brussel 444987, BTW 420.106.604.

Rechter-commissaris : de heer Stephan Ermens.

Curator : Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen op woensdag 19 mei 1999, te 14 uur, in de zaal A.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8740)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Aux termes d'un jugement rendu par le tribunal de commerce de Bruxelles en date du 6 avril 1999, la faillite de la S.P.R.L.U. L.F. Immo-Europe, T.V.A. 458.389.633, ayant eu son adresse à 1081 Koekelberg, rue Omer Lepreux 4-10, a été clôturée à défaut d'actif.

La faillie a été déclarée non excusable.

Pour extrait conforme : (signé) Joan Dubaere, curateur. (Pro deo) (8743)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 april 1999 werd het faillissement van de E.B.V.B.A. L.F. Immo-Europe, BTW 458.389.633, met adres te 1081 Koekelberg, Omer Lepreuxstraat 4-10, afgesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Joan Dubaere, curator. (Pro deo) (8743)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 12 avril 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Nathalie Vincent, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue Antoine Dansaert 99, R.C. Bruxelles 563815, T.V.A. 448.540.074, activité commerciale : vente et création de prêt-à-porter.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Sabine Geerts, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers sont invités à faire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans un délai maximum de trente jours à dater du prononcé du jugement.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce à 1000 Bruxelles, palais de justice, place Poelaert.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Sabine Geerts. (8745)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 12 april 1999, werd open verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Nathalie Vincent, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1000 Brussel, Antoine Dansaertstraat 99, H.R. Brussel 563815, BTW 448.540.074, voornaamste handelsactiviteit : verkoop en creatie van prêt-à-porter.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Sabine Geerts, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun aangifte van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 19 mei 1999, om 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te 1000 Brussel, paleis van justitie, Poelaertplein.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Sabine Geerts. (8745)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 13 avril 1999, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Barrett's Cie, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue de l'Ecuyer 29, R.C. Bruxelles 533559, T.V.A. 439.963.294, activité commerciale : débit de boisson.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Sabine Geerts, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers sont invités à faire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans un délai maximum de trente jours à dater du prononcé du jugement.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce à 1000 Bruxelles, palais de justice, place Poelaert.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Sabine Geerts. (8746)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 13 april 1999, werd open verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Barrett's Cie, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1000 Brussel, Schildknaapsstraat 29, H.R. Brussel 533559, BTW 439.963.294, voornaamste handelsactiviteit : drankafname centrale.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Sabine Geerts, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun aangifte van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 19 mei 1999, om 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te 1000 Brussel, paleis van justitie, Poelaertplein.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Sabine Geerts. (8746)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 12 avril 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. First Trading Company, ayant son siège social à 1120 Neder-over-Heembeek, avenue des Croix de Guerre 124/4, R.C. Bruxelles 474806, T.V.A. 427.876.007, activité commerciale : vente de véhicules et pièces de rechange en gros.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Sabine Geerts, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers sont invités à faire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans un délai maximum de trente jours à dater du prononcé du jugement.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce à 1000 Bruxelles, palais de justice, place Poelaert.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8747)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 12 april 1999, werd open verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. First Trading Company, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1120 Neder-over-Heembeek, Oorlogskruisenlaan 124/4, H.R. Brussel 474806, BTW 427.876.007, voornaamste handelsactiviteit : verkoop van voertuigen en wisselstukken in het groot.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Sabine Geerts, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun aangifte van schuldverdering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 19 mei 1999, om 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te 1000 Brussel, paleis van justitie, Poelaertplein.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8747)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 12 avril 1999, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Immobilière B.S.F., ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue Royale 35, R.C. Bruxelles 550981, activité commerciale : société immobilière.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Sabine Geerts, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers sont invités à faire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans un délai maximum de trente jours à dater du prononcé du jugement.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce à 1000 Bruxelles, palais de justice, place Poelaert.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8748)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 12 april 1999, werd open verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Immobilière B.S.F., met maatschappelijke zetel gevestigd te 1000 Brussel, Koningsstraat 35, H.R. Brussel 550981, voornaamste handelsactiviteit : vastgoedvennootschap.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Sabine Geerts, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun aangifte van schuldverdering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 19 mei 1999, om 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te 1000 Brussel, paleis van justitie, Poelaertplein.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8748)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 12 avril 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de M. Gérald Bas, domicilié rue Léopold I 231, à 1020 Bruxelles, exploitant une friture rue Léopold I 233, sous la dénomination La Friterie Léopold, R.C. Bruxelles 623004, T.V.A. 539.662.864, activité commerciale : friterie.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Sabine Geerts, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers sont invités à faire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans un délai maximum de trente jours à dater du prononcé du jugement.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce à 1000 Bruxelles, palais de justice, place Poelaert.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8749)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 12 april 1999, werd open verklaard, op bekentenis, het faillissement van de heer Gérald Bas, wonende te 1020 Brussel, Leopold I-straat 231, handelend een frituur te Leopold I-straat 233, onder de benaming La Friterie Léopold, H.R. Brussel 623004, BTW 539.662.864, voornaamste handelsactiviteit : frituur.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Sabine Geerts, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun aangifte van schuldverdering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 19 mei 1999, om 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te 1000 Brussel, paleis van justitie, Poelaertplein.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8749)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 12 avril 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Groupimex, ayant son siège social à 1120 Neder-over-Heembeek, avenue des Croix de Guerre 124/4, R.C. Bruxelles 470049, T.V.A. 427.252.237, activité commerciale : vente de véhicules et pièces de rechange en gros.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Sabine Geerts, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers sont invités à faire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans un délai maximum de trente jours à dater du prononcé du jugement.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce à 1000 Bruxelles, palais de justice, place Poelaert.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8750)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 12 april 1999, werd open verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Groupimex, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1120 Neder-over-Heembeek, Oorlogskruisenlaan 124/4, H.R. Brussel 470049, BTW 427.252.237, voornaamste handelsactiviteit : verkoop van voertuigen en wisselstukken in het groot.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Sabine Geerts, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun aangifte van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 19 mei 1999, om 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te 1000 Brussel, paleis van justitie, Poelaertplein.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8750)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 12 avril 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Vacances Evasions, ayant son siège social à 1190 Bruxelles, chaussée de Ruisbroek 81a, R.C. Bruxelles 602716, T.V.A. 457.832.278, activité commerciale : location de motorhomes.

Juge-commissaire : M. Carlier.

Curateur : Me Sabine Geerts, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers sont invités à faire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans un délai maximum de trente jours à dater du prononcé du jugement.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce à 1000 Bruxelles, palais de justice, place Poelaert.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8751)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 12 april 1999, werd open verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Vacances Evasions, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1190 Brussel, Ruisbroeksesteenweg 81a, H.R. Brussel 602716, BTW 457.832.278, voornaamste handelsactiviteit : verhuur van motorhomes.

Rechter-commissaris : de heer Carlier.

Curator : Mr. Sabine Geerts, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun aangifte van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op woensdag 19 mei 1999, om 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te 1000 Brussel, paleis van justitie, Poelaertplein.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Sabine Geerts.
(Pro deo) (8751)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 avril 1999, la sixième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.C. CDM Accountancy, dont le siège social était établi à 1160 Bruxelles, avenue Tedesco 24, R.C. Bruxelles 541468, T.V.A. 442.674.742.

Le failli n'est pas excusable.

Le curateur, (signé) Me Françoise Hanssens-Ensch, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17. (Pro deo) (8752)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 8 april 1999 van de zesde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de C.V. CDM Accountancy, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1160 Brussel, Tedescolaan 24, gesloten verklaard wegens ontoereikend aan actief, H.R. Brussel 541468, BTW 442.674.742.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Françoise Hanssens-Ensch, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17. (Pro deo) (8752)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 avril 1999, la sixième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L.U. Tecelec, dont le siège social était établi à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, rue des Combattants 123, R.C. Bruxelles 598970, T.V.A. 456.058.168.

Le failli n'est pas excusable.

Le curateur, (signé) Me Françoise Hanssens-Ensch, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17. (8753)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 8 april 1999 van de zesde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de E.B.V.B.A. Tecelec, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1082 Sint-Agatha-Berchem, Strijdersstraat 123, gesloten verklaard wegens ontoereikend aan actief, H.R. Brussel 598970, BTW 456.058.168.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Mr. Françoise Hanssens-Ensch, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17. (8753)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 12 avril 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Candyplast, ayant son siège social à Jette, rue Léopold 1^{er} 451, R.C. Bruxelles 425644, T.V.A. 420.005.644.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Roland Dupont, rue de l'Industrie 42, bte 2, 1040 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 19 mai 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Roland Dupont. (Pro deo) (8754)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 april 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Candyplast, met maatschappelijke zetel te Jette, Leopoldstraat 451, H.R. Brussel 425644, BTW 420.005.644.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Roland Dupont, Nijverheidsstraat 42, 1040 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 19 mei 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Roland Dupont. (Pro deo) (8754)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 avril 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Tradesco, dont le siège social est établi à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, avenue Vander Meerschen 7, R.C. Bruxelles 599667, T.V.A. 456.889.596.

Juge-commissaire : M. Espagne.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 12 mai 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont. (8755)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 april 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve op bekentenis, het faillissement van de N.V. Tradesco, met maatschappelijke zetel te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Vander Meerschenlaan 7, H.R. Brussel 599667, BTW 456.889.596.

Rechter-commissaris : de heer Espagne.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 12 mei 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont. (8755)

Rectification

Tribunal de commerce de Bruxelles

Au *Moniteur belge* n° 70 du vendredi 9 avril 1999, p. 11806, col. droite, il y a lieu de lire :

« Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 29 mars 1999, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la « S.P.R.L. H.S.D. » en non pas de la « S.A. Drink's Eddy ».

Pour extrait conforme : (signé) Georges-Albert Dal, curateur. (Pro deo) (8744)

Wijziging

Rechtbank van koophandel te Brussel

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 70 van vrijdag 9 april 1999, blz. 11806, kolom rechts, dient men te lezen :

« Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 29 maart 1999, werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de « B.V.B.A. H.S.D. » en niet de « N.V. Drink's Eddy ».

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Georges-Albert Dal, curator. (Pro deo) (8744)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. Pâtisserie de la Coupe, place Mayence 14, à 6040 Jumet, R.C. Charleroi 158947.

La faillite avait été déclarée par jugement du 18 juillet 1995.

Le tribunal a dit qu'il ne se justifie pas de prononcer l'excusabilité de la S.P.R.L. Pâtisserie de la Coupe.

Le curateur, (signé) M. Ghislain. (Pro deo) (8756)

Par jugement du 16 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. Centre de Promotion et Commercialisation européenne.

La faillite avait été déclarée par jugement du 11 avril 1994.

Le tribunal a dit qu'il ne se justifie pas de prononcer l'excusabilité de la S.P.R.L. Centre de Promotion et Commercialisation européenne.

Le curateur, (signé) M. Ghislain. (Pro deo) (8757)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 15 avril 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Pompei, ayant son siège social à 4420 Saint-Nicolas (Liège), rue Ferdinand Nicolay 742, T.V.A. 460.763.460, avec date du début des opérations commerciales le 6 octobre 1997, pour l'activité suivante : restaurant, pizzeria, plats à emporter, organisation de banquets, import-export et vente de produits alimentaires (au siège social, à l'enseigne Pompei).

Le même jugement ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Juge-commissaire : M. André Bruyère.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 25 mai 1999, de 9 h 30 à 11 heures.

Le curateur, (signé) Sophie Bertrand, avocat au barreau de Liège, quai Marcellis 4/11. (8758)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles rendu en date du 12 avril 1999, Mme Antunes Fonseca Leal, Elisabete, née le 31 décembre 1964, domiciliée à 1410 Waterloo, Sentier de l'Eglise 11, a été déclarée en faillite, entreprise de nettoyage.

Curateur : Me Christine Jeegers, avenue de Mérode 8, à 1330 Rixensart.

Les créanciers peuvent introduire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce de Nivelles jusqu'au 12 mai 1999.

Clôture du procès-verbal des créances le 31 mai 1999, à 11 heures, au siège de ce tribunal.

Le curateur, (signé) Christine Jeegers. (8759)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement du 15 avril 1999, le tribunal de commerce de Tournai a déclaré, sur aveu, la faillite de M. Walter Dieu, né à Pâturages (Belgique) le 16 juillet 1958, domicilié et exploitant une boulangerie-pâtisserie à 7321 Harchies, rue de Stambruges 37, R.C. Tournai 80048, T.V.A. 667.351.882.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (14 mai 1999).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 10 juin 1999, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Jean-Louis Deghoy, rue du Chambge 1bis, à 7500 Tournai.

Juge-commissaire : M. Daniel Cappe.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-L. Deghoy. (8760)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Faillissement : B.V.B.A. Devlaeminck Consult, Kerkomsesteenweg 280, 3370 Boutersem, H.R. Leuven 84003, BTW 449.363.683, vonnis rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 13 april 1999.

Rechter-commissaris : P. Peeters.

Curator : D. De Maeseneer, Naamsestraat 39, bus 1, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen vóór 7 mei 1999.

Nazicht schuldvorderingen : 17 mei 1999, te 14 uur.

De curator, (get.) Dirk De Maeseneer. (Pro deo) (8761)

Faillissement : Marcel Alaerts, geboren te Leuven op 30 juli 1952, Jupiterlaan 23, Scherpenheuvel-Zichem, H.R. Leuven 89494, vonnis rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 7 april 1999.

Rechter-commissaris : P. Peeters.

Curator : D. De Maeseneer, Naamsestraat 39, bus 1, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen vóór 27 april 1999.

Nazicht schuldvorderingen : 10 mei 1999, te 15 uur.

De curator, (get.) Dirk De Maeseneer. (Pro deo) (8762)

Faillissement : Vincent Laeremans, geboren te Geetbets op 10 mei 1971, Landenstraat 47, 3350 Drieslinter, H.R. Leuven 92123, BTW 729.365.863, vonnis rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 13 april 1999.

Rechter-commissaris : P. Peeters.

Curator : D. De Maeseneer, Naamsestraat 39, bus 1, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen vóór 7 mei 1999.

Nazicht schuldvorderingen : 17 mei 1999, te 14 u. 15 m.

De curator, (get.) Dirk De Maeseneer. (Pro deo) (8763)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 13 april 1999 werd de datum van staking van betaling van Moltrans B.V.B.A., Turnhoutsebaan 195A, 2480 Dessel, H.R. Turnhout 83148, failliet verklaard op 9 februari 1999, teruggebracht op 9 augustus 1998.

De curator, M. Bruurs, Alphenseweg 2, 2387 Baarle-Hertog. (Pro deo) (8764)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Bij vonnis d.d. 7 april 1999, gewezen door de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, tweede kamer, werd open verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Ninofood, met maatschappelijke zetel gevestigd te Ninove, Pollarestraat 172, H.R. Aalst 60800, BTW 477.467.433.

Staking van de betalingen vastgesteld op 30 maart 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 6 mei 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 1-3, 9300 Aalst.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : 20 mei 1999, te 9 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel.

Rechter-commissaris : de heer Wilfried Bellemans, rechter in handelszaken.

De curator : (get.) Rudy Cobbaert, advocaat te Ninove, Brusselsesteenweg 88. (8765)

Bij vonnis van 13 april 1999, werd, op bekentenis, in faillissement verklaard, B.V.B.A. G.V. Systems, met maatschappelijke zetel te 9300 Aalst, Cumontstraat 2, H.R. Aalst 63391, BTW 453.362.855, met als handelsactiviteit de uitbating van een bezinestation.

Datum van staking van betaling : voorlopig bepaald op 10 april 1999.

Rechter-commissaris : de heer Christophe Meert.

Curator : Dirk Bert, advocaat te 9740 Denderleeuw, Lindestraat 162.

Indiening van de aangifte der schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

Sluïting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : donderdag 27 mei 1999, om 9 uur, in de rechtbank van koop-handel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 1-3, te 9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : (get.) Dirk Bert, curator.
(Pro deo) (8766)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 14 april 1999 van de rechtbank van koophandel van Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard, op beken-tenis, het faillissement van de B.V.B.A. Rotor, uitbating van drank-gelegenheid onder de benaming « Café 't Hemelrijk », met maatschap-pelijke zetel te 9100 Sint-Niklaas, Grote Markt 41, H.R. Sint-Niklaas 55250, BTW 455.367.389.

Staking van betalingen vastgesteld op 13 april 1999.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas, vóór 14 mei 1999.

Afsluïting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen op 26 mei 1999, te 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Antoine Callaert, rechter in handels-zaken.

Curator : Mr. Alain Cleyman, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Park-laan 14.

Voor uittreksel : de curator, (get.) A. Cleyman. (8767)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis der rechtbank van koophandel te Oudenaarde in datum van 13 april 1999, werd, op beken-tenis, in staat van faillissement verklaard : Goderis, Michiel, geboren te Kortrijk op 31 oktober 1940, wonende te 9700 Oudenaarde, Nederstraat 54, en met uitbating te 9700 Oudenaarde, Nederstraat 54, H.R. Oudenaarde 23750, met als activiteit : werkplaats voor het vervaardigen van allerhande maatkle-deren voor heren en jongens, voor dames en meisjes, kleinhandel in confectie voor heren, dames, uitzet voor heren en jongens, dames en meisjes, kinderkleding, verhuring van kledingstukken, BTW 644.112.365, handelsbenaming « Huis Mortier ».

Rechter-commissaris : de heer L. Libert, rechter in handelszaken.

Curatoren : Mr. L. De Moor, advocaat te 9660 Brakel, H. de Coene-straat 10, en Mr. R. Cooman, advocaat te 9700 Oudenaarde, Kasteel-straat 15.

Staking van betaling : voorlopig bepaald op 6 april 1999.

Indienen schuldvordering : binnen de dertig dagen vanaf datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9700 Ouden-aarde, Bekstraat 14.

Sluïting nazicht schuldvorderingen : donderdag 27 mei 1999, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) L. De Moor; R. Cooman. (8768)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête en date du 23 décembre 1998, déposée auprès du tribunal de première instance de Bruxelles, M. François Busschots, pensionné, né à Bruxelles le 23 novembre 1922, et son épouse, Mme Liliane d'Aguiar, sans profession, née à Kinshasa, ex Léopoldville (République démocratique du Congo), le 10 juin 1944, demeurant tous deux à Uccle, avenue de Mercure 11, bte 10, ont demandé audit tribunal d'homologuer les changements qu'ils désirent apporter à leur régime matrimo-nial constatés par acte du notaire Didier Gyselinck, en date du 23 décembre 1998.

(Signé) Didier Gyselinck, notaire à Bruxelles. (8769)

Par requête en date du 12 avril 1999, M. Guerlot, Franck René Gustave, gendarme, né à Saint-Mard le 24 avril 1966, et son épouse, Mme Rousseaux, Sabrina Bernadette, sans profession, née à Arlon le 31 juillet 1974, domiciliés et demeurant ensemble à 6860 Mellier (Léglise), rue des Forges 53, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Neufchâteau une requête en homologation de la modification de leur régime matrimonial reçue par le notaire François Culot, à Virton, en date du 27 mars 1999.

Les époux maintiennent entre eux le régime légal, avec apport d'un immeuble de M. Guerlot dans le patrimoine commun.

(Signé) François Culot, notaire. (8770)

Par requête en date du 15 avril 1999, déposée auprès du tribunal de première instance de Bruxelles, M. Gaëtan Auguste Raymond Rosseel, employé, né à Mouscron le 14 janvier 1973, et son épouse, Mme Sandra Claude Tiston, employée, née à Mouscron le 28 septembre 1973, tous deux demeurant à Saint-Gilles, chaussée de Charleroi 87/4, ont demandé audit tribunal d'homologuer la procédure de changement de régime matrimonial aux termes de laquelle ils désirent modifier leur régime actuel étant celui de la communauté légale pour celui de la séparation de biens.

(Signé) Didier Gyselinck, notaire à Bruxelles. (8771)

Par requête du 20 mars 1999, déposée auprès du tribunal de première instance de Bruxelles, M. Cattelain, Philippe Yvon Raymond Annie Ghislain, employé, né à Watermael-Boitsfort le 9 juin 1963, et son épouse, Mme de Macar, Anne Nelly Laure Marie, employée, née à Ixelles le 16 décembre 1952, tous deux demeurant à Ixelles, rue de l'Ermitage 72, ont demandé audit tribunal d'homologuer la procédure de changement de régime matrimonial aux termes de laquelle ils désirent modifier leur régime actuel étant le régime légal à défaut de conventions matrimoniales pour celui de la séparation de biens.

(Signé) Didier Gyselinck, notaire à Bruxelles. (8772)

Par requête en date du 18 mars 1999, M. René Siboire Marlière, né à Siraute le 6 janvier 1946, et son épouse, Mme Jacqueline Lucienne Hélène Gilgean, née à Quevaucamps le 19 novembre 1947, domiciliés à Quevaucamps, chaussée de Brunehaut 161, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Tournai une requête en homologation de l'acte de modification de leur régime matrimonial, dressé par le notaire Paul-Etienne Culot, à Belœil, aux termes duquel ils ont uniquement fait apport d'un immeuble propre au patrimoine commun existant entre eux, conformément à la loi du 9 juillet 1998.

Pour M. et Mme Marlière-Gilgean, (signé) Paul-Etienne Culot, notaire à Belœil. (8773)

Suivant jugement prononcé par le tribunal de première instance de Bruxelles le 5 janvier 1999, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Hervé Emile Hons, ingénieur, et son épouse, Mme Francine Ranirinarisoa, sans profession, domiciliés ensemble à Saint-Gilles (Bruxelles), chaussée d'Alseberg 103, dressé par acte du notaire Max Bleecx, à Saint-Gilles (Bruxelles), le 11 mars 1998, a été homologué.

(Signé) M. Bleecx, notaire. (8774)

Suivant jugement rendu en date du 25 janvier 1999, le tribunal civil de première instance de Verviers a homologué l'acte dressé par Me Véronique Smets, notaire à Herve, en date du 24 novembre 1998, portant modification du régime matrimonial de M. Huynen, Jean Charles Marie, retraité, née à Auderghem le 8 mai 1952, et son épouse, M. Lejeune, Myriam Alberte Marie Louise, sans profession, née à Herve le 24 février 1954, domiciliés ensemble à Herve, rue du Marché 6.

Cet acte contenait apport en communauté d'un immeuble.

(Signé) Véronique Smets, notaire. (8775)

Un jugement rendu par le tribunal civil d'Arlon, première chambre, le 22 janvier 1999, a homologué l'acte reçu par le notaire Henri Joseph Bosseler, de résidence à Arlon, le 30 novembre 1998, acte portant modification du régime matrimonial des époux, M. Serge Marcel Ghislain Collet, ouvrier, né à Anlier le 12 mars 1954, et Mme Maryline Chaton, femme au foyer, née à Saint-Pierre (Moka - Ile Maurice) le 15 septembre 1963, domiciliés à Arlon, avenue du X^e de Ligne 97. L'acte dont s'agit constate le maintien du régime légal de communauté et l'apport par le mari d'un immeuble propre à la communauté d'entre lui et son épouse.

Pour les époux Collet-Chaton, (signé) Henri-Joseph Bosseler, notaire à Arlon. (8776)

Par jugement en date du 25 février 1999, le tribunal de première instance de Dinant a homologué l'acte passé par le notaire Vincent Dapsens, à Marchin, le 30 décembre 1998.

Aux termes de cet acte, Mme Romedenne, Albert Marie Joseph Ghislain, agriculteur, né à Namur le 6 décembre 1960, et son épouse, Mme Cassart, Catherine Françoise Lucie Ghislaine, agricultrice, née à Warzée le 4 septembre 1966, demeurant ensemble à Dinant (Thynes), Ferme de Thibaumont, rue de Sovet 112, époux qui se déclarent mariés à Ouffet le 10 mai 1986, sous le régime légal à défaut de contrat de mariage, ont modifié leur régime matrimonial en régime de séparation de biens avec participation aux acquêts.

Marchin, le 13 avril 1999.

(Signé) Vincent Dapsens, notaire à Marchin. (8777)

Suivant jugement prononcé le 2 mars 1999 par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, le contrat modificatif des conventions matrimoniales des époux, M. Legrand, Marcel Auguste Clovis, retraité, et Monvoisin, Denise, retraitée, demeurant ensemble à Tournai, rue de l'Escalette 120, dressé par acte du notaire Bruno Vandenberghe, à Tournai, le 11 décembre 1998, a été homologué.

Le contrat modificatif ne modifie pas le régime matrimonial des époux Legrand-Monvoisin et se limite à un apport au patrimoine commun d'un bien appartenant en propre à M. Legrand, Marcel.

Pour extrait conforme : (signé) Legrand, Marcel; Monvoisin, Denise. (8778)

Bij vonnis verleend voor de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout op 7 april 1999, werd de akte tot wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Van Der Borcht, te Mol, op 13 januari 1999, tussen de heer Moortgat, Modest, erenotar, geboren te Meerhout op 22 juli 1918, en zijn echtgenote, Mevr. Sels, Lea, huisvrouw, geboren te Lier op 16 februari 1932, samenwonende te 2440 Geel, Kanunnikenblok 37, inhoudende de inbreng van de persoonlijke goederen van de heer Moortgat, Modest, voornoemd, in de huwgemeenschap, gehomologeerd.

Geel, 15 april 1999.

Voor de verzoekers : (get.) Luc Moortgat, notaris te Geel. (8780)

Bij verzoekschrift van 24 maart 1999 hebben de heer Michel André Ghislain Geerts, licentiaat, en zijn echtgenote, Mevr. Antoinette Maria Serafine Radoux, onderwijzeres, wonende te Zemst (Elewijt), Waversebaan 6, aan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Pierre Paeps, te Machelen, op 24 maart 1999, inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

(Get.) Pierre Paeps, notaris. (8781)

Bij verzoekschrift neergelegd op 15 april 1999 hebben de heer Degrauwe, Dirk André Corneel, bestuurder van vennootschappen, en zijn echtgenote, Mevr. Landuyt, Ann Marie Magdalena, bestuurder van vennootschappen, samenwonende te Zonnebeke (Passendale), Canada-laan 18, de homologatie aangevraagd, aan de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, van een akte verleden voor notaris Jan Vandenweghe, te Zonnebeke, in datum van 30 maart 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Namens de echtgenoten Dirk Degrauwe - Ann Landuyt, (get.) Jan Vandenweghe, notaris te Zonnebeke. (8782)

Bij verzoekschrift van 14 april 1999 hebben de echtgenoten, de heer Willems, Firmin Frans Alice, gemeentewerkman, geboren te Merchtem op 8 september 1957, en Mevr. Vandenmeersche, Christiane Maria Josée, landbouwster, geboren te Merchtem op 25 december 1950, samenwonende te Merchtem, Terlinden 250, bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel verzocht om homologatie van de akte verleden voor notaris Sabine Van Buggenhout, te Wolvertem (Meise), op 9 april 1999, waarin ze hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, houdende inbreng van het aan de vrouw persoonlijk toebehorende onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Sabine Van Buggenhout, notaris. (8783)

Bij verzoekschrift van 15 maart 1999 verzoeken de heer Henk Danny Maenhout, bouwondernemer, en echtgenote, Ann Mariette Quyssens, bediende, wonende te Beernem, Akkerstraat 50A, de rechtbank van eerste aanleg te Brugge de akte te homologeren, verleden voor notaris Bernard D'hoore, te Beernem, op 15 maart 1999, houdende wijziging in de samenstelling van de vermogens, zonder een ander stelsel aan te nemen en zonder dat deze wijziging de vereffening van hun stelsel tot gevolg heeft of dat deze wijziging aanleiding geeft tot transactionele regeling, doch met inbreng door de heer Henk Maenhout van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk huwelijksvermogen.

Namens de echtgenoten, (get.) B. D'hoore, notaris te Beernem. (8784)

Op 13 april 1999 werd een verzoekschrift tot homologatie van een wijziging huwelijksvermogensstelsel ondertekend door de heer Walter Peeters, expeditiebediende, en zijn echtgenote, Mevr. Rozemarijn Paula Vandemeulebroucke, bediende, samenwonende te 2860 Sint-Katelijn-Waver, Akelei 27.

Dit verzoekschrift wordt ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen.

(Get.) L. Vlaeymans, notaris. (8785)

Bij verzoekschrift van 8 april 1999 hebben de heer Van Hove, Carl Pieter Juliaan, geboren te Duffel op 19 april 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Feremans, Christina Maria Francine, geboren te Mechelen op 23 maart 1964, samenwonende te Bonheiden, Rijmenamseweg 12, voor de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, een vraag ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Morrens, te Bonheiden, op 8 april 1999, waarbij door Mevr. Feremans een perceel bouwgrond te Bonheiden, aan de Peulisbaan, werd ingebracht in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) J. Morrens, notaris. (8786)

Bij verzoekschrift d.d. 12 april 1999 hebben de echtgenoten, de heer Sven Jan Hostens en Mevr. Christel Jeanne Julienne Cochez, samenwonende te 1670 Pepingen, Kestergat 1, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brussel een vraag ingediend tot homologatie van het contract, houdende wijziging aan hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Luc Van Vaerenbergh, met standplaats te Sint-Maria-Lierde, thans Lierde, op 12 april 1999.

(Get.) L. Van Vaerenbergh, notaris. (8787)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 2 april 1999 hebben de heer Van den Broeck, Patrick Arthur, bediende, en zijn echtgenote, Vets, Brigitte Fernand Maria, bediende, samenwonende te 2530 Boechout, Mussenhoevelaan 69, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 22 maart 1999 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Philip Coppens, te Boechout, op 11 maart 1999, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 9 april 1999.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers: de griffier, (get.) M. Schoeters. (8779)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance du 29 janvier 1999, le tribunal de première instance de Huy a déclaré vacante la succession de M. Albert Collard, né à Villers-le-Bouillet le 12 décembre 1942, en son vivant célibataire, domicilié en dernier lieu à Amay (Ombret Rausa), Grand Route 91/7, décédé à Amay le 9 mai 1998.

La même ordonnance désigne Me Pierre Machiels, avocat à 4500 Huy, rue Sous-le-Château 53, en qualité de curateur à ladite succession vacante.

Les créanciers à la succession sont invités à faire connaître leurs droits par envoi recommandé au curateur et ce dans un délai de trois mois à compter de la parution au *Moniteur belge*.

(Signé) P. Machiels, avocat.

(8788)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 22 avril 1999 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1999

**Publication faite en exécution de l'article 72bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 72bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

« Euram Holding », société anonyme,
à 1050 Bruxelles, avenue Louise 522

R.C. Bruxelles 555600 — NN 443.887.044

Réduction de capital

Conformément à l'article 72bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les créanciers sont informés que l'assemblée générale extraordinaire de la société « Euram Holding » a décidé en date du 14 avril 1999 de réduire le capital à concurrence de BEF 134 800 000 pour le ramener de BEF 384 735 000 à BEF 249 935 000 par remboursement à chaque action entièrement libérée d'une somme en espèces de BEF 1 000 à prélever sur le capital réellement libéré.

(8789)

Le conseil d'administration.

SERRES ROYALES DE LAEKEN

[99/21028]

Les Serres royales de Laeken seront accessibles au public, de 9 h 30 m à 16 heures, les jours suivants :

samedi 24 avril
dimanche 25 avril
mardi 27 avril (1)
mercredi 28 avril
jeudi 29 avril
samedi 1^{er} mai
dimanche 2 mai
mardi 4 mai
mercredi 5 mai
jeudi 6 mai
samedi 8 mai
dimanche 9 mai

En outre, les Serres illuminées pourront être visitées de 21 à 23 heures, les jours suivants :

vendredi 23 avril
samedi 24 avril
dimanche 25 avril
vendredi 30 avril
samedi 1^{er} mai
dimanche 2 mai
vendredi 7 mai
samedi 8 mai
dimanche 9 mai

Pour les visites nocturnes, il sera perçu un droit d'entrée de F 100, au profit des Œuvres de la Reine. Pour les personnes âgées de moins de 18 ans, l'entrée sera gratuite.

L'entrée se fera par l'angle des avenues du Parc Royal et C. Van Praet (statue de Neptune).

Le parking est situé : avenue de la Dynastie (en face du Château de Laeken).

Il n'est plus délivré d'autorisations spéciales pour les groupements.

(1) Ce jour-ci, la visite est prioritairement réservée aux personnes moins-valides.

Les personnes se déplaçant en chaise roulante doivent chacune être accompagnées de deux personnes valides.

KONINKLIJKE SERRES TE LAKEN

[99/21028]

De Koninklijke Serres te Laken zullen dit jaar voor het publiek toegankelijk zijn van 9 u. 30 m. tot 16 uur op de hierna vermelde dagen :

zaterdag 24 april
zondag 25 april
dinsdag 27 april (1)
woensdag 28 april
donderdag 29 april
zaterdag 1 mei
zondag 2 mei
dinsdag 4 mei
woensdag 5 mei
donderdag 6 mei
zaterdag 8 mei
zondag 9 mei

Daarenboven zullen de Verlichte Serres bezocht worden van 21 tot 23 uur op de hierna vermelde dagen :

vrijdag 23 april
zaterdag 24 april
zondag 25 april
vrijdag 30 april
zaterdag 1 mei
zondag 2 mei
vrijdag 7 mei
zaterdag 8 mei
zondag 9 mei

De dagbezoeken zijn kosteloos.

Voor de avondbezoeken wordt een toegangsrecht gevraagd van F 100, ten voordele van het Hulpfonds van de Koningin. Voor de personen onder de 18 jaar is de toegang gratis.

De ingang van de Serres geschiedt : hoek van de Koninklijke Parklaan en de Van Praetlaan (standbeeld van Neptunus).

Parking : Vorstenhuislaan (rechtover het Kasteel van Laken).

Er worden geen speciale toelatingen meer verleend voor groeperingen.

(1) Op deze dag wordt het bezoek prioritair voorbehouden aan mindervalide personen.

Personen die zich in een rolstoel voortbewegen dienen elk vergezeld te zijn van twee valide personen.